



Investir dans les populations rurales

République de Madagascar

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de la mission de supervision

Rapport principal, appendices et annexes

Dates de la mission: 27 novembre au 6 décembre 2014

Date du document: 08/12/2014

No. du Projet: 1100001516

No. Prêt FIDA: 874-MG

No. du rapport: 3625-MG

Division Afrique Australe et Orientale

Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du programme	13
E. Aspects fiduciaires	14
F. Autres aspects	17
G. Conclusion	19

Liste des tableaux

Tableau 5 A:	Performance financière par bailleur de fonds au 30 juin 2014 (en milliers USD)
Tableau 5 B:	Performance financière par bailleurs de fonds et par composante (en milliers USD)
Tableau 5 C (a):	Décaissements sur le prêt FIDA 874-MG (en DTS, au 30 juin 2014)
Tableau 5 C (b):	Décaissements sur le don FIDA 1382-MG au 30 juin 2014 (en DTS)
Tableau 5 C (c):	Décaissements sur le prêt du fonds fiduciaires Espagnol L-E-12-MG au 30 juin 2014 (en Euros)

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	3
Appendice 2:	Cadre logique actualisé au 25 novembre 2014: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	7
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	13
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	15
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	25
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	28
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	29

Annexes

Annexe 1 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de décembre 2013	32
Annexe 2 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de suivi de juillet 2014	34
Annexe 3 Tableau des recommandations en vue de l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation sur l'année 2015	37
Annexe 4 - Taux de réalisation du PTBA 2014 au 30 novembre 2014 en '000 USD	39
Annexe 5 Liste des dépenses des demandes de retraits de fonds et de DRF	41
Annexe 6 Suivi des contrats. Année 2014 (en USD)	42
Annexe 7 Situation des recommandations de la mission d'audit des comptes de l'exercice 2013	43
Annexe 8 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit des comptes de l'exercice 2013	49
Annexe 9 Liste des dépenses des états certifiés des dépenses vérifiées pour la DRF 8 CS : Aucune anomalie n'a été constatée et les pièces justificatives sont disponibles et complètes.	51
Annexe 10 Calendrier de la mission	53
Annexe 11 Liste des personnes rencontrées à Amoron'i Mania	55
Annexe 12 Fiche de présence	60

Sigles et acronymes

AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
AFD	Agence Française de Développement
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles
BIMTT	Birao Ifandraisan'ny Mpampiofana ny Tontolon'ny Tantsaha / Bureau de liaison des Institutions de Formation Rurale
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAF	Centre d'Appui Formation
CAP/EPT	Programme de renforcement des capacités (CAP) pour l'Education pour tous (EPT) dans le domaine de l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP)
CAPFIDA	Cellule d'Appui aux Projets FIDA
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CCIR	Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale
CEP	Champ-école paysan
CEPE	Certificat d'études primaire élémentaire
CFAA	Centre de formation et d'apprentissage agricole
CFTAR	Centre de Formation des Techniciens et Socio-organismes Ruraux
CMR	Carrefours des Métiers Ruraux
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Privé Agricole
CNFAR	Conseil National pour la Formation Agricole et Rurale
CNP	Comité National de Pilotage
CRD	Comité régional de développement
CRFAR	Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale
CRIPTIR	Centre Régional d'Information Professionnelle et Technique de l'Île de La Réunion
CRP	Comité régional de pilotage
CROS	Comité régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de Services Agricoles
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DAOMAR	Direction d'Appui à l' Organisation du Monde Agricole et Rurale
DIRELPA	Direction Régionale de l'Elevage et de la Production Animale
DRC	Direction Régionale du Commerce
DRDR	Direction régionale du Développement Rural
DREN	Direction Régionale de l'Enseignement National
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
DSAPSE	Direction de la Statistique Agricole, Planification et Suivi Evaluation
DFAR	Direction de la Formation Agricole et Rurale
EAF	Exploitation agricole familiale
FRAM	Association des parents d'élèves.
EASTA	Ecoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles
EFAR	Etablissement de formation agricole et rurale
EPIC	Etablissement public à caractère industriel et commercial
ENP	Equipe nationale de projet
ERP	Equipe régionale de projet
FAR	Formation Agricole et Rurale
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIFATA	Flkambanana Fampivoarana ny Tantsaha ou association pour le progrès des paysans mise en place et appuyée par FERT
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
GUMS	Guichet Unique Multi-Services
GTDR	Groupe de Travail pour le Développement Rural
IMF	Institution de Micro-finance

INSTAT	Institut National de la Statistique
IST	Institut supérieur technologique
ISTA	Institut supérieur technologique d'Ambositra
ISTRAM	Institut supérieur technologique pour la recherche agronomique à Madagascar
JRD	Jeunes Ruraux Déscolarisés
LTPA	Lycée Technique Professionnelle Agricole
MADR	Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MinAgri-DR)
MER	Micro Entreprise Rurale
MESRS	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisme des producteurs agricoles
OPF	Organisation Paysanne Faïtière
OPR	Organisation Paysanne Régionale
PARECAM	Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar financée par l'Union européenne et réalisé par le FIDA et le MinAgri.
PCD	Plan communal de développement
PHBM II	Projet de mise en valeur du Haut bassin du Mandrare – phase II
PMA	Petits Matériels Agricoles
PNDR	Programme national de développement rural
PNE	Programme national pour l'emploi
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PRD	Programme régional de développement
PRDR	Programme régional de développement rural
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publiques
PROSPERER	Programme de soutien pôles de micro-entreprises rurales et économies régionales
PS	Prestataires de services
PSA	Programme sectoriel agricole
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
REFLECT	Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Technics
RIMS	Results Impact Management System
RNFAR	Réseau national pour la formation agricole et rurale
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
RSE	Responsable du Suivi et Evaluation
S&E	Suivi et Evaluation
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SECNFAR	Secrétariat exécutif de la CNFAR
SFAR	Service de formation agricole et rurale
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
TT	Tranoben'ny Tantsaha (Chambre d'Agriculture)
TTN	Tranoben'ny Tantsaha (Chambre d'Agriculture) National
TTRégional	Tranoben'ny Tantsaha (Chambre d'Agriculture) Régional
UCP	Unité de Coordination des Projets et Programme
UL	Unité de Liaison

A. Introduction

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar (GdM) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), ont signé, le 3 août 2012, un accord pour le financement du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'accord est entré en vigueur le 8 mai 2013 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 5 juillet 2013. La date d'achèvement du programme est prévue pour le 30 juin 2023 et la clôture du prêt pour le 31 décembre 2023.
2. Dans ce cadre, une mission¹ conjointe FIDA/MinAgri-DR (Ministère de l'agriculture et du développement rural) de supervision du programme s'est déroulée à Madagascar du 27 Novembre au 6 Décembre 2014. La première mission de supervision du programme a eu lieu du 2 au 17 décembre 2013 et une mission de suivi s'est déroulée en juillet 2014.
3. Le coût total du Programme est d'environ 86,1 millions USD dont: 33 millions financés par un prêt du FIDA; 2,1 millions par un don du FIDA; 18,8 millions par le Fonds fiduciaire espagnol; 14,7 millions par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 5,6 millions par d'autres bailleurs (AFD, UNESCO); 7,9 millions par le Gouvernement de Madagascar (GdM) et 3,8 millions par les bénéficiaires.
4. L'objectif global du programme est d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Plus spécifiquement, le Programme vise à: (i) assurer un système national de Formation agricole et rurale (SNFAR) soutenant le développement du secteur agricole, (ii) créer un système régional de FAR adaptée aux besoins des ruraux, et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations à travers les pôles de développement agricole.
5. Le programme est articulé autour des 3 composantes suivantes: (i) appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR); (ii) opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux et; (iii) amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole. Il est prévu sur une durée de 10 ans, divisée en 4 phases et intervient dans 13 régions² géographiques couvertes par les projets financés actuellement par le FIDA.
6. Le programme est placé sous la tutelle du Secrétariat général du MinAgri-DR. Une Unité de liaison (UL) est en place pour assurer la coordination au niveau national. Sa mission est d'assurer : (i) la programmation, le suivi, et la gestion des fonds; (ii) le lien avec le Conseil national pour la formation agricole et rurale (CNFAR) et son Secrétariat exécutif (SE/CNFAR), et (iii) l'organisation de l'opérationnalisation au niveau régional via les projets en cours financés par le FIDA. En adoptant le principe de régionalisation, une équipe de projet régionale (EPR) ou interrégionale (EPIR), intégrée dans les projets en cours financés par le FIDA, est responsable de la mise en œuvre des activités au niveau régional.
7. La mission a pour objectif de passer en revue l'exécution technique du programme, notamment le degré de mise en œuvre du PTBA 2014 et des recommandations de la mission de supervision de décembre 2013. Elle a notamment fait le point sur: (i) l'exécution des activités pendant la période sous-revue et apprécier les progrès réalisés; (ii) l'efficacité des partenariats; (iii) le système de suivi-évaluation en s'assurant que les indicateurs SYGRI sont collectés et analysés; (iv) les priorités du PTBA 2014 et le plan de passation des marchés ; (v) les

¹ Composition de la mission: La mission était conduite par Mr Ghachem Kadari, CPM a.i FIDA à Madagascar et Mr Pierrot Serge Randrianaritiana, Secrétaire Général du MINAGRI-DR. La mission était composée, du côté FIDA de : Mr Alain Pierre Randrianjohary, consultant en formation agricole et rurale (consultant principal) , Mme Maria Hartl, conseillère technique FIDA, spécialiste formation, genre et ciblage, et Mme Anja Soanala Rabezanahary, consultante en suivi évaluation, et de Mr John Harivero Ramamonjisoa, consultant en gestion financière. Du côté du MinAgri-DR, de : Mme Lydia Nicole Rasolofoarifara, Directrice de l'Appui à l'organisation du Monde Agricole et Rurale (DAOMAR), Mr Andry Ramiaramanana représentant la DFAR, Mr S. Mamisoa Rabenarivo, de l'UCPP, et Mr Lucien Razanadraibe, Chargé du suivi des projets au Ministère des Finances et du Budget ainsi que les collaborateurs au ministère. Mr Louis BIANNIC, Directeur de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de La Réunion et Madame Nerea Basauri-Barrueta, Assistante consulaire (Consulat Honoraire d'Espagne à Antananarivo), représentant le Fonds fiduciaire Espagnol, ont participé à la réunion de restitution le 5 décembre 2014.

² Pour la première phase: Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana, Melaky/Menabe. Pour les phases suivantes: Analanjirofo, Androy, Anosy, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Sofia, et Vatovavy Fitovinany.

- recommandations de l'audit des comptes de l'exercice 2013 ; et (vi) le degré d'exécution des clauses de l'Accord de Prêt.
8. A Antananarivo, la mission a été reçue par Mr le Secrétaire Général du MinAgri-DR. La première séance de travail a été tenue au MinAgri-DR le 27 novembre 2014, avec Mme Lydia Nicole Rasolofoarifara, Directrice de l'Appui à l'organisation du Monde Agricole et Rurale (DAOMAR) en remplacement de la Directrice de la formation agricole et en présence, du directeur de l'Unité de Coordination des Projets et Programme (UCPP), des membres du Comité Interministériel (CIM), de représentants de la chambre d'Agriculture, de l'unité de liaison FORMAPROD et des EPR.
 9. La mission a rencontré les institutions partenaires notamment, l'UNESCO et le PAFIM (PNUD/UNCDF) ainsi que les représentants du Réseau FAR Madagascar. La liste détaillée des participants sera donnée en annexe du rapport de la mission de supervision. Elle a passé en revue avec le CRIPTIR³ les axes de coopération régionale en cours de négociation avec FORMAPROD à savoir : i) la formation des CIP ; ii) le diagnostic territorial et ; iii) l'amélioration des compétences des cadres régionaux. La mission a également rencontré la Directrice de la DFAR et ses collaborateurs à Antananarivo, ainsi que le Secrétaire exécutif du CNFAR.
 10. Du 27 au 1er décembre 2014, la mission s'est rendue dans la zone du programme à Amoron'i Mania, une des régions couvertes par le programme, où elle a rencontré les autorités locales, l'équipe régionale, les représentants du CRFAR, le Proviseur du Lycée Technique Professionnelle Agricole (LTPA) de Fandriana et des représentants du corps enseignant. Elle a visité des Champs Ecoles Paysans (CEP) dans le pôle de production d'Ambatofinandrahana, des Ecoles Primaires Publiques (EPP) ayant amorcé des activités de sensibilisation des élèves du primaire, des Projets Professionnels de jeunes financés par le programme, des établissements de formation agricoles publics et privés (CPR Analabe, ISTA d'Ambositra), des membres de groupements et, recueilli leurs avis et suggestions. La liste des personnes rencontrées et le planning de visites sur le terrain seront donnés en annexe du rapport de la mission de supervision.
 11. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu à la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR) Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le 1 décembre 2014 avec l'équipe du programme et les cadres du MinAgri-DR en présence du Chef de Région. Une réunion de restitution présidée par le Secrétaire Général, s'est tenue le 5 décembre 2014, au siège du MinAgri-DR. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission. La réunion de restitution a vu la participation du Représentant de l'Ambassade d'Espagne et du Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de l'Ile de la Réunion, du Représentant du Ministère des Finances et du Budget en plus des collaborateurs du Ministère.
 12. La mission exprime ses remerciements aux autorités nationales et locales, aux cadres du MinAgri-DR, aux membres du CIM, CNFAR, et du CRFAR d'Amoron'i Mania, aux cadres de l'UL et EPR de FORMAPROD, aux partenaires du programme et, à la population, pour leur franche collaboration et leur coopération qui ont permis un bon déroulement des travaux.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

13. Le programme FORMAPROD vient d'achever ses 18 premiers mois de mise en œuvre sur le terrain. Suite aux recommandations de la dernière mission de suivi de juillet 2014, le programme a acquis plus de visibilité dans ses actions sur le terrain et engagé plusieurs activités à la satisfaction des parties prenantes. Le Secrétaire Exécutif du CNFAR est en place et le recrutement de l'équipe qui doit l'accompagner est en cours de finalisation.
14. Malgré un démarrage difficile et des retards accusés dans la mise en œuvre du PTBA 2014, à fin novembre, le programme a déjà formé 1006 jeunes (sur une période de 6 mois), sur les 2800 prévus (soit 40%), dont 53%, ont suivi des formations courtes « hors circuit classique ⁴ » et 36% étaient en formation duale (Apprentissage). Les perspectives pour 2015 doivent tenir

³ La mission du Centre Régional d'Information Pédagogique et Technique Agricole CRIPTIR était conduite par le Directeur de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de La Réunion, Mr Louis BIANNIC, accompagné par Mr Amine THAMI, chef de service de la Formation et Développement.

⁴ Hors circuit classique c'est-à-dire une formation de courte durée de 2 à 4 mois

compte de ces résultats et valoriser l'avantage comparatif des projets du FIDA en cours sur l'apprentissage en formation duale d'une part et du partenariat avec l'UNESCO sur les Jeunes ruraux déscolarisés en prenant en compte les recommandations de la mission d'autre part.

15. **Sur le plan des réalisations physiques** et, par rapport aux prévisions du PTBA 2014, **la composante I «Appui à la mise en œuvre de la SNFAR»**, continue à enregistrer des progrès importants dans l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la FAR, avec le recrutement du Secrétaire Exécutif. Le taux de réalisation est de 61%. La mise en place du plan opérationnel est certes un des facteurs qui a permis d'améliorer la visibilité des actions de cette composante. Toutefois, pour encore plus de visibilité, la mise en œuvre de la composante va progresser vers une meilleure gestion axée sur les résultats, notamment à travers la mise en place d'un « contrat par objectif ».
16. **Au niveau de la composante II «Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux.** Des progrès importants ont été réalisés en 2014 avec un taux de 58%. La première session de formation d'une cohorte de 1.000 jeunes ruraux déscolarisés (JRD), dans le cadre du programme CAPEPT/EFTP a été organisée en partenariat avec l'UNESCO. Des activités de sensibilisation sur l'enseignement agricole et rural ont été initiées pour 1.850 élèves dans les écoles primaires et secondaires. Les premiers projets professionnels ont été sélectionnés et des tuteurs d'apprentis formés. FORMAPROD est en train de mettre en place des dispositifs pour assurer une bonne insertion économique des jeunes formés, en collaboration avec des institutions et réseaux créés et redynamisés (CNFAR, CRFAR, FARMADA, Réseaux FAR Régionaux). Cependant, le principe des Carrefours ou Centres des Métiers Ruraux qui devrait regrouper tous les types de formation FAR au niveau communal reste à définir.
Pour la composante III «Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles», Le taux de réalisation au niveau de la composante III est de 49% mais les activités de formation continue des exploitations agricoles familiales (EAF) continuent à enregistrer des progrès importants avec un taux de réalisation de 58%. Les initiatives prises pour combler l'absence des ONG-T sont spécifiques suivant les régions. Ces initiatives ont suscité des réflexions sur leur durabilité et pérennité. Le recrutement des ONG-T rencontre des difficultés d'ordre administratives (passation de marché). Le recours au recrutement des conseillers agricoles (CA) et les autres initiatives alternatives pour la mise en place des champs écoles paysans ont donné un taux de mise en place satisfaisant (114%) au profit de 2.695 EAF et jeunes. Le nombre de bénéficiaires de microprojets coup de pouce (PCP) visant les plus vulnérables a atteint 980 soit 113% dont 50% sont des femmes. Les activités pour améliorer l'accès aux services agricoles ont démarré durant le deuxième semestre 2014. Le développement d'outils financiers adaptés aux groupes cibles de FORMAPROD avec PAFIM n'a pas encore abouti. Une partie de l'équipe d'animation commerciale est en place et les activités pour les investissements productifs sont au stade de démarrage.
17. **Au niveau Coordination et gestion**, l'organigramme a été révisé et validé durant la dernière mission de suivi. Les outils de support ont été mis à la disposition de l'UL pour mener à bien la coordination. Compte tenu du travail à mener sur le terrain, les équipes des EPR restent à étoffer. L'approche processus pour la gestion du programme a amélioré la compréhension et l'efficacité du programme. Il reste à améliorer le mécanisme de pilotage pour renforcer la prise de décision.
18. **En suivi-évaluation**, la formation en gestion axée sur les résultats pour la mise à jour du plan opérationnel de la SNFAR est prévue en décembre 2014. Cette mise à jour, associée avec les résultats des activités des 18 premiers mois, va permettre également de mettre à jour le système de suivi-évaluation et d'identifier les activités à documenter pour le volet gestion des savoirs. Afin d'amorcer la prochaine phase, le projet doit maintenant communiquer sur deux axes prioritaires : attirer les jeunes et les producteurs vers la modernisation de l'agriculture et susciter le désir de formation.
19. **Sur le plan de décaissements** et à fin novembre 2014, les décaissements effectifs pour tous financements confondus s'élèvent à 3,91 millions d'USD, soit un taux global de 6,3% par rapport au montant total alloué. Les décaissements par bailleurs sont de : 8,2% sur le prêt

FIDA; 6,3% sur le don du FIDA, 3,3% sur le prêt Fonds Fiduciaire Espagnol, et 5,8% pour le Gouvernement.

C. Produits et effets

20. Au 30 octobre 2014, les résultats obtenus par composante et sous composantes, des principaux produits ou réalisations du programme sont résumés ci-après (les détails seront donnés dans le rapport final à l'appendice «Avancement matériel»).

- Composante I: «Appui à la mise en œuvre de la SNFAR»

21. Les 10 recommandations formulées par la mission de supervision de décembre 2013, au titre de la composante I, 8 ont été réalisées et 2 sont en cours (i) : la préparation du plan opérationnel ; et (ii) l'adoption de processus formels de consultation, concertation et validation à chaque étape de la rénovation FAR pour éviter les ambiguïtés et blocage au niveau des différents acteurs.
22. Les principales réalisations 2014 et les priorités retenues par sous-composante d'ici la revue interphase sont comme suit:
23. **Sur le plan opérationnel**, il est prévu que la SNFAR soit traduite en plan opérationnel de mise en œuvre à court terme et moyen terme. Celui-ci a été validé par le CNFAR durant sa réunion du 14 mars 2014 et porte sur cinq ans (2012-2017). La sortie de ce document a amélioré la visibilité de la mise en œuvre de la SNFAR. Les différentes étapes ainsi que les résultats attendus sont à clarifier en adoptant une approche GAR. *La mission recommande à la DFAR de finaliser le plan opérationnel en précisant les étapes et d'approcher la CAPFIDA pour appui, et de communiquer le plan opérationnel aux différents acteurs et partenaires de la mise en œuvre de la SNFAR, notamment les CRFAR.*
24. **L'importance de la mise en place du processus formel de consultation, concertation et validation** a été encore vérifiée durant la rencontre de la mission avec le CRFAR à Amoron'i Mania et le Réseau FAR – National et Régional. Ces trois structures ont confirmé l'importance de la concertation et de la consultation durant le déploiement du dispositif institutionnel. La mise en place de ce processus est fortement liée à la clarification des différentes étapes de la rénovation FAR dans le plan opérationnel et à la charte de responsabilité. Aussi, *la mission recommande l'établissement d'un processus formel de consultation, de concertation et validation en tenant compte de la charte de partenariat validée par le CNFAR et de l'inclure dans le plan opérationnel.*
25. **Charte de partenariat.** Le SFAR (actuellement la DFAR) a initié un atelier en aout 2013 pour mettre en place l'organisation du CIM, en tenant compte de la structure du Secrétariat Exécutif proposé dans le document de conception du programme FORMAPROD. Beaucoup de débats ont été initiés sur le rôle de cette structure par rapport au SE/CNFAR et des recommandations sont sorties de l'atelier. Celles-ci tiennent compte des rôles que les points focaux au sein du CIM auront à jouer dans la future organisation. Par ailleurs, une mission d'appui pour l'élaboration d'un guide de partage des rôles entre les acteurs de la mise en œuvre de la SNFAR s'est déroulée en octobre 2014. Enfin, le recrutement des trois experts du Secrétariat Exécutif est prévu cette année. Les conditions sont maintenant réunies pour délibérer sur la charte de partenariat. *La mission recommande la sortie de la charte d'ici fin décembre 2014 afin que les rôles dévolus à chaque institution soient clairs durant la mise en œuvre du PTBA 2015.*
26. **Financement de la FAR.** La capitalisation des mécanismes existants sur le financement de la FAR a été initiée à travers l'inventaire des mécanismes de financement de l'installation des jeunes agriculteurs formés. L'étude a été menée en octobre 2014 avec la contribution d'un consultant. Les résultats des travaux sont en cours de validation. L'étude a mis en exergue une des contraintes principales au crédit pour les jeunes qu'est l'âge légal de responsabilité financière. Toutefois des produits financiers adaptables aux besoins d'installation des jeunes existent. *La mission recommande à la DFAR de préparer les TDR de l'étude sur un mécanisme de financement pérenne et de poursuivre la capitalisation dans les plus brefs délais.*

Sous-composante 1.1: Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR

27. **Maîtrise d'œuvre de la composante 1.** La mission reconnaît avec la DFAR que l'appropriation est la première étape d'une vraie maîtrise d'œuvre. Cette appropriation prend du temps. Cependant, la visibilité des résultats des activités de la DFAR et du CIM est limitée par la faiblesse de la communication. Afin de lever ces contraintes et évoluer vers une gestion axée sur les résultats, en consultation avec l'UL et la DFAR, *la mission recommande de promouvoir l'établissement de contrat par objectifs entre l'UL et le SE/CNFAR d'une part et entre l'UL et la DFAR d'autre part pour la mise en œuvre de leurs activités.* Cette démarche peut être appliquée dès l'année prochaine.
28. **Opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR.** Les propositions sur l'organisation institutionnelle ont été validées d'abord par le CIM puis ensuite par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Celles-ci ont été transmises au SE/CNFAR pour être validées au niveau du CNFAR. *La mission recommande que les projets de textes pour formaliser cette organisation institutionnelle soient soumis en même temps au CNFAR durant leur réunion de décembre 2014.* Par ailleurs, la rencontre avec le CRFAR d'Amoron'i Mania a confirmé la mauvaise compréhension par le CRFAR de la structure qui assure la fonction d'orientation et de suivi de FORMAPROD et celle qui assure la fonction de conseil du CNFAR pour la mise en œuvre de la SNFAR. Cette situation a été soulevée par la dernière mission de supervision. *La mission recommande de se conformer à l'accord de financement sur les rôles d'orientation et de suivi du FORMAPROD.*
29. **Opérationnalisation du SE/CNFAR.** Le SE/CNFAR est recruté depuis septembre 2014. Le recrutement du Secrétaire Exécutif devrait accélérer le déploiement du dispositif institutionnel. Le recrutement des trois experts est en cours et devrait se terminer d'ici décembre 2014. Mis à part les chantiers prioritaires qui relèvent de l'expertise spécifique des personnels d'appui du SE, la priorité du SE est la mise en cohérence des actions initiées au niveau régional et impulser une directive claire pour les CRFAR sur l'élaboration du Schéma Régional de la FAR ainsi que sur le renforcement de leur capacité. Au niveau national, étant donné que l'élaboration des textes réglementaires sur l'organisation des établissements, la publication des référentiels nationaux et la vulgarisation des méthodes et outils de formation rénovés ont été reportés en 2015 (suite à la recommandation de la mission de juillet 2014), *l'appui du SE/CNFAR devra être effectif sur ces chantiers puis sur la mise en place du processus de consultation, de concertation et de validation.*
30. **Mise en place des CRFAR dans les autres régions.** Les 5 CRFAR sont créés et opérationnels (Analamanga, Atsinanana, Menabe, Amoron'i Mania, Melaky) avec leur règlement intérieur respectif. Une note de cadrage a été élaborée par la DFAR pour la mise en place des 5 CRFAR. *La mission recommande à la DFAR la capitalisation des expériences acquises durant la création de ces cinq CRFAR avec la contribution du SE/CNFAR.*

Sous-composante 1.2 : Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR

31. **Renforcement du capital humain** du dispositif de mise en œuvre de la FAR. Seuls les huit membres de la commission référentiels du CNFAR dont deux femmes ont été formés sur la méthodologie et le concept de référentiels. La commission est fonctionnelle et donne son avis sur les référentiels soumis à leur appréciation. Actuellement, le personnel de la DFAR et du CIM est maintenant familiarisé avec les différents concepts et approches. *La mission confirme les recommandations de la mission de suivi pour la mise en place d'un plan de formation des cadres de la DFAR, du CIM, et des membres du SE/CNFAR.*
32. **Processus d'élaboration des référentiels de FAR.** La création de nouveaux diplômes nationaux constitue un des chantiers emblématiques de la rénovation. Les référentiels nationaux de diplômes d'Exploitant Agricole et de Responsable d'Exploitation Agricole seront disponibles en début d'année 2015. La formation des formateurs à l'utilisation de ces nouveaux référentiels sera mise en œuvre dès le premier trimestre 2015.
33. **Projet d'établissement.** Après la sortie des deux référentiels nationaux de diplôme d'ici le début de l'année 2015, la DFAR va approcher les CEFAR pour la vulgarisation et la communication de ces référentiels de diplôme. La DFAR se donne comme objectif de rendre effectif l'application de ces référentiels diplôme d'ici la rentrée année scolaire 2015-2016. Les négociations qui vont précéder la mise en application des référentiels vont alimenter ce qu'on entend par « projet d'établissement ».

Sous-composante 1.3: Appui aux systèmes de financement durables de la FAR

34. **Modalités de cofinancement** : La constitution progressive d'un système de financement à long terme du système de FAR est déjà sur l'agenda des partenaires. Par exemple, pour le CRFAR Amoron'i Mania, la prospection d'autres sources de financement et de cofinancement de la FAR figure parmi les activités prévues pour 2015: l'implication des Organisations Paysannes Régionales (OPR) et du secteur privé dans la gouvernance et le financement de la FAR. Cela devrait être sur l'agenda de l'équipe FORMAPROD. *La mission recommande que la recherche d'un système de cofinancement et d'autres sources de financement soit initiée et appuyée. Ce système devrait inclure le passage graduel au recours à d'autres sources de financement et partenariats pour la mise en œuvre de la SNFAR durant la dernière phase de FORMAPROD.*

Sous-composante 1.4: Communication et gestion des savoirs

35. **Mise en place d'un système de communication et d'information pour la FAR.** Les activités de gestion des savoirs⁵ vont être accélérées avec l'arrivée du RT/UL et il sera particulièrement en charge de : (i) répertorier et valider les nombreuses bonnes pratiques existantes pour développer la rénovation de la formation agricole et rurale à partir des existants, (ii) harmoniser les approches de mise en œuvre, et (iii) développer et affiner les outils correspondants. Toutefois, le coaching méthodologique de la CAPFIDA pour la gestion des savoirs n'a pas encore démarré suite à la recommandation de la mission de suivi. *Ainsi, la mission maintient cette recommandation de capitaliser les expériences des autres projets FIDA et pour systématiser la gestion des savoirs dans le cadre du SEGS/Zarafida.*
36. **Responsabilités thématiques des projets pour la mise en œuvre.** La répartition des responsabilités thématiques est comme suit : i) Insertion professionnelle (EPR Analamanga) ; ii) CEP (EPiR Menabe et Melaky) ; iii) Commercialisation/microprojets (EPR Atsinanana) et ; iv) CAP/EPT (EPR Amoron'i Mania). La mission recommande que l'EPR Amoron'i Mania se rapproche de l'UNESCO pour initier les travaux de capitalisation comme il est mentionné plus haut et d'inclure *la capitalisation des actions de PPRR (microprojet et commercialisation) et de PROSPERER (insertion professionnelle) parmi les thématiques à capitaliser comme l'a suggéré la mission de suivi.*
37. **Notes méthodologiques.** Cette recommandation concerne la composante 3. La note sur le CEP a été réalisée au mois de septembre 2014. *La mission recommande d'accélérer la production des notes méthodologiques au plus tard février 2015 et de faire le suivi des activités réalisées suite à cette note.*
38. Les mesures convenues pour améliorer l'exécution de la composante I sont comme suit:

⁵ Voir paragraphe 54

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
Composante I « Appui à la mise en œuvre de la SNFAR »		
1. Finaliser le plan opérationnel en précisant les différentes étapes et les résultats à atteindre.	DFAR	Décembre 2014
2. Communiquer le plan opérationnel finalisé aux différents acteurs et partenaires de la mise en œuvre de la SNFAR, notamment les CRFAR	DFAR	Avril 2015
3. Etablir un processus formel de consultation, concertation et de validation et l'inclure dans le plan opérationnel de la SNFAR dès que la charte de partenariat est validée par le CNFAR	DFAR	Décembre 2014
4. Sortir la charte de responsabilité afin que les rôles dévolus à chaque institution soient clairs	DFAR	Décembre 2014
5. Préparer les TDR de l'étude sur un mécanisme de financement pérenne et poursuivre la capitalisation des expériences	DFAR, SE/CNFAR	Février 2015
6. Promouvoir l'établissement de contrat par objectifs entre l'UL et le SE/CNFAR d'une part et entre l'UL et la DFAR d'autre part pour la mise en œuvre de leurs activités respectives	DFAR, UL, SE/CNFAR	Janvier 2015
7. Soumettre au CNFAR en même temps les projets de textes sur l'organisation institutionnelle et l'organisation elle-même	DFAR, SE/CNFAR	Décembre 2014
8. Appuyer la mise en place du processus de consultation, de validation par la DFAR.	SE/CNFAR	En continu
9. Capitaliser les acquis durant la création de ces cinq CRFAR	DFAR, UL, EPR	Avril 2015
10. Mettre en place un plan de formation des cadres de la DFAR et du CIM et organiser la formation de la DFAR en gestion / management (GAR), et en communication et organiser la formation du personnel du SE/CNFAR	DFAR, CIM, SE/CNFAR	Février 2015
11. Rechercher un système de cofinancement et inclure le passage graduel à d'autres sources de financement et partenariats	DFAR, SE/CNFAR	Juin 2015 et en continu
12. Capitaliser les expériences des autres projets FIDA et systématiser la gestion des savoirs dans le cadre du SEGS/Zarafida	UL, EPR, CAPFIDA	Toute l'année

- Composante II. Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux

39. Les recommandations de la mission de supervision (Décembre 2013) ainsi que ceux de la mission de suivi (Juillet 2014) ont été suivies et mises en œuvre, ou sont en cours. Des progrès importants étaient faits pour lancer cette composante suite aux recommandations de la mission de suivi 2014 et pour que la phase expérimentale soit accélérée. Ainsi, il avait une priorisation des actions dans la composante 2 au niveau district en matière d'organisation d'offres de formation, et compte tenu de la durée nécessaire pour mettre en place des dispositifs en milieu régional. Des activités étaient réalisées pour tous les volets à l'exception de l'appui aux Ecoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles/ Institut Supérieur Technologique (EASTA/IST). La phase expérimentale du projet de formation insertion des JRD mise en place conjointement par l'UNESCO et FORMAPROD est entrée dans la phase de formation en Décembre 2014, malgré des retards dans la mise en place. Le programme de sensibilisation dans les écoles primaires et secondaires était initié.

Sous-composants 2.1. Management des dispositifs de FAR au niveau régional

40. **CRFAR - Secrétariat technique.** Le taux d'exécution du plan régional de communication est de 50 %. Un total de 116 acteurs régionaux a bénéficié d'un renforcement de leurs capacités. Au niveau régional, les CRFAR sont opérationnels et démontrent un grand dynamisme. A l'instar du CNFAR, les CRFAR souhaitent disposer d'un Secrétariat technique pour les appuyer dans l'animation des activités FAR. Toutefois, cette structure n'est pas prévue dans le document de conception de projet (DCP). Pendant la mission, le CRFAR de AMM a émis cette demande ainsi que le CRFAR Atsinanana. La mission confirme la recommandation de la mission de suivi (Juillet 2014) que l'animateur régional FAR soit affecté au CRFAR pour soutenir les activités. *La mission recommande de poursuivre la mise à disposition de l'Animateur FAR régional à tous les CRFAR comme l'avait souligné la mission de suivi de juillet 2014.*
41. **Réseaux FARMADA.** Constatant la place insuffisante donnée au secteur privé de la FAR, la mission de supervision de décembre 2013 avait recommandé de mettre en place des réseaux FAR régionaux qui devraient faciliter la mise en commun des ressources, une meilleure

répartition voire la spécialisation des EFAR, ainsi qu'une facilitation de la communication. Suite à la recommandation, le FORMAPROD a diffusé la liste des membres des réseaux FAR régionaux. Le réseau FARMADA a été formalisé lors de l'assemblée générale constituante du 25 juillet 2014. Le réseau est constitué de 46 établissements et structures FAR (publics, privés, et confessionnels comme membres fondateurs, mais son ambition est aussi d'intégrer tous les acteurs FAR présents dans les 22 régions.

Sous-composante 2.2. Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux

42. Cette sous-composante occupe une place prépondérante avec des financements importants et vise à relever un défi majeur : développer une formation de masse, de qualité, soutenable financièrement, organisée par et pour les populations rurales, avec une offre évolutive et articulée sur l'insertion professionnelle/installation des jeunes. La mission a noté que des progrès importants ont été faits pendant la deuxième année.
43. **Formation des Jeunes Ruraux Déscolarisés (JRD).** FORMAPROD poursuit le partenariat avec l'UNESCO pour la promotion de la formation et des offres éducatives en faveur des jeunes ruraux déscolarisés (JRD) dans le cadre du programme de renforcement des capacités (CAP) pour l'Education pour tous (EPT) dans le domaine de l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP). Reportée à plusieurs reprises, la Phase 3 du programme CAPEPT/EFTP a commencé le 1 Décembre 2014 et offre une formation de 4 mois à 1,000 JRD, suivie par l'installation et l'accompagnement (Phase 4). La mission a visité deux centres d'accueil dans la région d'AMM et a rencontré les élèves et le corps enseignant. Ils ont pu constater que la formation des enseignants sur les référentiels préparés par l'UNESCO représentait un recyclage professionnel important. Une évaluation des résultats des formations et de l'insertion des jeunes est pertinente pour mieux apprécier la pertinence du dispositif mis en place. *La mission suggère une capitalisation de la phase pilote, impliquant tous les partenaires, pour faciliter la mise à l'échelle de cette formation des JRD dans les centres de formation et la réplique du programme amendé dans d'autres EPR.*
44. FORMAPROD a signé deux conventions de partenariat avec l'UNESCO qui couvraient les deux premières phases du programme et la Phase 3 et 4. Le retard dans l'exécution du programme a aussi retardé la signature d'une convention sur la poursuite du programme en 2015. Etant donné l'importance de la formation des JRD dans le programme de FORMAPROD et la mise à l'échelle dans d'autres régions après la phase « pilote », la poursuite des activités en 2015 est une priorité. La mission recommande d'établir une troisième convention avec l'UNESCO dans le plus bref délai pour ne pas retarder la mise en place des formations en 2015, tout en prenant compte des principes de partenariat et des résultats préliminaires des capitalisations.
45. **FAR dans l'éducation primaire et secondaire.** La mission de suivi (Juillet 2014) avait proposé que les activités dans l'éducation primaire et secondaire démarrent avant la fin 2014. Ainsi plusieurs EPR ont initié les activités de sensibilisation sur l'enseignement agricole et rural pratique dans les écoles primaires et secondaires pour plus de 1850 élèves. La mission rappelle que l'objectif principal de cette activité est de passionner les élèves pour les métiers agricoles et de les motiver à poursuivre leurs études et de ne pas abandonner pour ainsi réduire le nombre de jeunes ruraux déscolarisés. Tout en sachant qu'il existe une demande pour des interventions de longue durée, les interventions de FORMAPROD dans l'éducation primaire et secondaire ne peuvent être que ponctuelles et ne pas aller au-delà de la sensibilisation des élèves, de leurs parents et enseignants. *La mission recommande de faire une mise en commun et un échange d'expériences sur les sensibilisations dans les écoles primaires et secondaires entre les EPR ainsi que d'assurer une bonne gestion de savoirs.*
46. **Création des Carrefours ou Centre des Métiers Ruraux :** L'objectif principal de la composante 2 du projet FORMAPROD est la formation professionnelle durable du plus grand nombre possible de jeunes ruraux déscolarisés et non-scolarisés. En développant des offres de formation adaptées à la demande et aux contextes des jeunes ruraux, FORMAPROD prévoit de former environ 100 000 jeunes producteurs, dont au moins 30% de femmes en dix ans. A la fin 2014, le nombre de jeunes formés dans le cadre de FORMAPROD atteindra 1625 jeunes. Ce nombre devrait atteindre 5,600 en 2015, 11,200 en 2016 et accroître considérablement par la suite pour arriver cumulativement à plus de 100,000 jeunes formés en 2022.

47. Le document de conception propose la création de « Carrefour ou Centre des Métiers Ruraux » (CMR) pour les Communes qui seront des structures volontaires « hors les murs », gérées par les Communes et centrées sur des apprentissages techniques et une alphabétisation répondant à une demande construite par les usagers. Les CMR devraient proposer différents types d'offre: (i) la méthode REFLECT pour l'alphabétisation; (ii) l'apprentissage dont la formation duale; (iii) la formation continue ; (iv) le champ école paysan.
48. La mission constate que le principe des « Carrefours » ou « Centres des Métiers Ruraux », est interprété de différentes manières dans le contexte de Madagascar. L'objectif est d'offrir une formation de masse afin de regrouper les divers types de formation et de mettre à l'échelle des innovations de manière décentralisée et autonome au niveau des communes, sous l'égide des mairies. Ainsi l'apprentissage en formation duale inspiré du modèle développé sous la tutelle des Chambres de Commerce et expérimenté avec succès par PROSPERER, devrait être pérennisé et mis à l'échelle mais lié à la structure communale. En ce qui concerne l'alphabétisation, les méthodes expérimentées à Madagascar et surtout dans le cadre des projets FIDA (PHBM-II, etc.) devraient être valorisées comme l'alphabétisation fonctionnelle semi-intensive ou la méthode ASAMA (Action Scolaire d'Appoint pour Malgache Adolescent). *La mission recommande à l'UL de proposer des orientations sur le financement des Socio-Organisateurs des CMR prévus pour « organiser » la formation de masse et d'initier un travail de consultation et de recherche participative impliquant les partenaires à tous les niveaux afin de créer un modèle CMR original adapté à la situation du pays.*

Sous-composante 2.4 : Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation

49. Le programme a obtenu l'avis de non objection pour le recrutement de 26 Conseillers d'Insertion Professionnelle (CIP) en début de juillet 2014. Ceux-ci étaient recrutés à la place des socio-organisateurs prévus dans le rapport de conception. Les CIP sont formés et dotés d'outils et de méthodes d'analyse des opportunités de marché, d'emploi ou d'affaire, indispensables pour orienter les jeunes vers un métier bien déterminé au niveau des filières priorisées dans la région concernée. Ils feront également le point sur la complétude de la formation reçue par les jeunes et l'insertion professionnelle effective. Les CIP sont répartis comme suit : EPIR Menabe – Melaky : 7 CIP, EPR Analamanga : 8 CIP, EPR Amoron'i Mania : 5 CIP, EPR Atsinanana : 6 CIP.
50. L'insertion professionnelle des jeunes formés sera un des éléments clés du succès de FORMAPROD. Elle complète les dispositifs d'appui proposés par les autres programmes de développement rural en général, et ceux financés par le FIDA en particulier. En novembre 2014, les premiers résultats obtenus sont les suivants : plus de 1 000 jeunes futurs apprenants sont orientés sur leurs projets professionnels par les CIP; 45 projets professionnels portés par 65 jeunes, dont 32 jeunes femmes sont sélectionnés et accompagnés par les CIP ;43 tuteurs d'apprentis sont formés, dont 12 femmes; 20 paysans formateurs/paysans animateurs dont 6 femmes sont dotés de kits post-formation; 26 projets professionnels individuels dont 9 portés par des jeunes femmes sont financés. S'ajoutant à cela, la sortie prévue en fin mars 2015 de 1000 JRD de la formation CAPEPT/EFTP et leur insertion professionnelle dans leur commune d'origine.
51. L'insertion effective des jeunes formés représente un défi que FORMAPROD affronte sur plusieurs fronts. Les discussions sont en cours avec les CEFAR, les conseillers régionaux, les CIP et les ONG mais elle doit être ouverte à d'autres partenaires tels que le secteur privé et les autres bailleurs. Pour la formation CAPEPT/EFTP, le suivi sera fait par les établissements de formation, selon les dispositions prises par l'UNESCO. *La mission recommande d'établir des modalités détaillées pour l'insertion professionnelle et l'accompagnement d'installation des jeunes formés, suivi par l'établissement de convention avec des partenaires.*
52. La mission de suivi (Juillet 2014) avait recommandé de donner priorité aux projets professionnels présentés par des jeunes couples déjà installés en vue de renforcer l'agriculture familiale et la diversification des revenus au sein du ménage. En octobre 2014, deux personnels cadres de l'EPR Atsinanana ont suivi une formation en Ouganda sur les méthodologies axées sur les ménages qui ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté des familles vulnérables et améliorent les relations femmes-hommes au sein même du ménage. Le FIDA est l'une des principales institutions à utiliser des méthodologies axées sur

les ménages et l'introduction de ces démarches dans les pays francophones est prévue. *La mission propose d'encourager et favoriser - dans les appels à candidature - la soumission de projet professionnel par des EAF et des jeunes couples formés déjà installés.*

53. Les mesures convenues sont données dans le tableau ci-dessous.

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
13. Capitaliser la phase pilote CAPEPT/EFTP, impliquant tous les partenaires	EPR/EPiR, UL	Immédiat ; Juin 2015
14. Etablir une troisième convention avec l'UNESCO dans le plus bref délai pour ne pas retarder la mise en place et la mise à l'échelle des formations pour JRD en 2015	UL	Immédiat
15. Initier des consultations et la recherche participative pour définir un modèle CMR originale adaptée au contexte du pays	UL, EPR	Juin 2015
16. Faire une mise en commun et un échange d'expériences sur les sensibilisations dans les écoles primaires et secondaires	UL, EPR	Juillet 2015
17. Définir des modalités pour l'insertion professionnelle et l'accompagnement d'installation des jeunes formés, suivi par l'établissement de convention avec des partenaires.	UL, EPR	Avril 2015
18. Encourager et favoriser la soumission de projets professionnels par des EAF et des jeunes couples formés déjà installés	UL, EPR	Immédiat

- Composante III: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles

54. Les deux recommandations de la mission de supervision ont été suivies et mises en œuvre. Il s'agit de la responsabilité des thématiques et de l'élaboration des notes méthodologiques. La responsabilité thématique ne se limite pas à la composante 3. Ainsi les notes méthodologiques concernent au moins les composantes 2 et 3 et donc, la partie gestion des savoirs et communication. Le suivi de ces recommandations a été déplacé dans la partie réservée à la sous-composante 1.4.
55. Les principales réalisations en 2014 et les priorités retenues par sous-composante d'ici la revue interphase sont comme suit:

Sous-composante 3.1: Formation continue des EAF et Appui à l'amélioration de la productivité agricole

56. Apparemment, le recrutement des ONG-T rencontre des difficultés compte tenu de la date butoir octobre 2014 recommandée par la mission de suivi. Aucun ONG-T n'est recruté actuellement. Les premières difficultés se situaient au niveau de la passation de marché. L'EPiR Menabe/Melaky a opté pour la contractualisation des Conseillers Agricoles (CA) directement avec l'EPiR, tout au moins pour 2015. En attendant d'autres alternatives ont été également retenues comme une collaboration avec l'équipe de la DRDR (AMGA/AMM/AA) ou avec une organisation faîtière régionale comme le FIFATAM dans l'Amoron'i Mania. Du point de vue durabilité, cette dernière solution est la plus appropriée si l'organisation faîtière a la capacité et les compétences pour le faire. En ce qui concerne le contrat des conseillers agricoles *la mission recommande de capitaliser l'expérience du projet AROPA en matière de services d'appui agricoles.*
57. **Formation continue des producteurs.** La formation continue des producteurs s'est poursuivie dans les quatre pôles répartis dans trois régions⁶. Le nombre de CEP mis en place dans le pôle de la région d'Amoron'i Mania a atteint 45 depuis août 2014 et 13 sont en cours de mis en place sur un objectif de 10 pour l'année 2014. Ce résultat exceptionnel fait suite à une demande du ministère de tutelle de prioriser les activités pour l'amélioration de la production dans le cadre de la relance des activités après la crise. Les principaux produits attendus pour 2014 comprennent la mise en place de 180 CEP (dont 10 pour AMM, 30 pour AMGA, 100 pour AA et 40 pour MM) et la formation de 3.600 EAF et jeunes dans les CEP (dont 600 AMGA, 200 pour AMM, 2.000 pour AA et 800 pour MM), les formations complémentaires ou spécialisées

⁶2 pôles pour Atsinanana, 1 pôle pour Analamanga, et 1 pôle pour Melaky

- pour 1038 EAF et jeunes (50 pour AMGA, 180 pour AMM, 708 pour AA et 0 pour MM) ainsi que 180 jeunes et EAF participants à des visites et échanges (110 pour AMGA, 20 pour AA et 50 pour MM).
58. Au 30 novembre 2014, 205 CEP (dont 107 pour Atsinanana, 41 pour Analamanga, 12 pour Melaky, 45 AMM) sont mis en place, soit un taux de réalisation (TR) de 114%. Ces CEP regroupent 2695 producteurs (TR: 75%) dont environ 45% de femmes. Les filières touchées comprennent le riz (pluvial et irrigué), le maïs, le haricot, la pomme de terre, le gingembre et l'arachide. Les formations complémentaires sont organisées dans les pôles de Melaky et Atsinanana et ont touché 7 pépiniéristes (Melaky) et 35 bénéficiaires sur les techniques de production (Atsinanana) (TR: 4%). Dans les régions d'Analamanga et de Melaky 174 jeunes et EAF ont participé à des visites d'échanges (TR : 97%) intercommunales.
 59. Les CA et les représentants de producteurs des pôles des régions Analamanga et Atsinanana ont effectué un voyage d'échange d'expériences en août 2014 dans les zones d'intervention du projet AD2M où le concept CEP est mieux maîtrisé. Une note méthodologique est sortie sur le CEP. *La mission recommande de faire le suivi de l'applicabilité de l'itinéraire technique dans le document.*
 60. **Appui à l'accroissement du capital productif des EAF.** Le PTBA 2014 prévoyait le financement subventionné de 94 microprojets coup de pouce (PCP) pour 870 EAF vulnérables/jeunes ruraux dont 270 femmes et la contribution au financement de 73 microprojets à coûts partagés⁷ (PPP) pour 450 EAF dont 168 femmes. A cette date, 93 PCP (89 pour AA, 4 pour MM) et 11 PPP (AMGA) sont financés. Sur les 33 PPP identifiés et prévus être cofinancés par FORMAPROD, les IMF et le bénéficiaire la totalité a été financée par FORMAPROD et les bénéficiaires. Les bénéficiaires n'étaient pas motivés à faire du crédit auprès des IMF. Ils ont financé directement les activités prévues être financées par les IMF. Le nombre de bénéficiaires des microprojets coup de pouce (PCP) a atteint 980 (952 pour AA, 28 pour MM) (TR : 113%) dont 493 femmes (50%). Le nombre de bénéficiaires de microprojets à coûts partagés (PPP) a atteint 147 (TR : 33%) (AMGA).
 61. **Accès aux services d'appui agricoles indispensables.** Les activités de développement de services d'appui agricole prévues dans le PTBA 2014 sont initiées au 2^{ème} semestre 2014. Les principaux produits prévus dans le PTBA sont la production en pépinière de 2700 jeunes plants dans la région de Melaky par 5 paysans pépiniéristes préalablement formés ; 70 ACSA et vaccinateurs villageois formés (10 pour AMGA, 20 pour AMM, 10 pour AA et 30 pour MM) et 40 ACSA équipés (10 pour AMGA, 30 pour MM) ; la formation de 18 artisans fabricants de matériels agricoles (10 pour AMGA, 3 pour AMM, 5 pour AA) dont 12 artisans à équiper (10 pour AMGA, 2 pour MM).
 62. Le nombre de plants produits a atteint 2216 plants (TR : 82%) avec 7 pépiniéristes formés (TR : 140%) dans la région Melaky. Sur les 38 ACSA et vaccinateurs villageois formés (TR : 54%), 23 ont été équipés (TR : 58%). Enfin, aucun des 5 artisans formés (TR : 28%) n'a bénéficié d'une dotation en équipement. L'EPR Analamanga a établi une convention avec le CSA Vonona pour pour information et communication au niveau des communes rurales, mobilisation des communes afin d'identifier les bénéficiaires ainsi que les personnes ressources pour la mise en œuvre des activités, la structuration des demandes et l'analyse des besoins des bénéficiaires et le renforcement de capacité du CSA Vonona. La mise en place du fonds de développement des innovations et de subvention à la recherche n'a pas encore été initiée.

Sous-composante 3.2: Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux

63. **Accès aux services financiers adaptés.** La collaboration avec la PAFIM n'a pas encore abouti aux résultats escomptés. C'est une des raisons invoquées pour expliquer les résultats en matière de microfinance. *La mission recommande aux EPR d'effectuer une approche directe avec les IMF présentes dans leurs pôles respectifs en attendant l'effectivité de l'approche proposée par PAFIM.*
64. Un diagnostic participatif sur la finance rurale sur les trois prévus (TR : 33%) a été réalisé par l'EPR Atsinanana, sous la supervision technique de PAFIM, pour l'identification des potentialités des pôles de production et des contraintes et des besoins en services financiers des jeunes ruraux et des petits exploitants agricoles dans le pôle de Brickaville et de

⁷Coût partagé entre FORMAPROD, l'IMF et le bénéficiaire

Toamasina II. Les résultats du diagnostic ont été extrapolés au niveau des trois autres régions avec certaines réserves. Une note conceptuelle sur un mécanisme de financement adapté aux jeunes a été préparée par PAFIM et soumis à validation dans un atelier organisé durant la mission. Les recommandations sont regroupées dans le paragraphe 114.

Au niveau de la région de Melaky, six bâtiments sur les dix prévus (TR : 60%) sont en cours de construction dont trois caisse-logement et trois GCV, faisant suite au protocole de collaboration établi entre le réseau CECAM et FORMAPROD, avec un cofinancement du projet AD2M. Trois points de services sur les sept prévus (2 pour AA, 5 pour Melaky) (TR : 43%) sont créés avec un total de 690 adhérents. *La mission recommande d'initier les formations prévues pour les jeunes et EAF emprunteurs d'ici les prochains mois notamment sur l'éducation financière.*

65. **Accès aux services commerciaux.** Au niveau de l'EPR Atsinanana l'équipe d'animation commerciale est en place. Elle est composée d'un animateur Commercial Régional et de six animateurs communaux. Un diagnostic participatif sur la commercialisation a été également initié au niveau de l'EPR Atsinanana sur les deux prévus (TR : 50%). Des séances de formation sur site ont été réalisées au niveau de l'EPR Atsinanana et qui a vu la participation de 171 EAF sur les 150 prévus (100 pour Atsinanana et 50 pour Analamanga) (TR : 114%). Le thème de la formation était sur l'agriculture biologique et le commerce équitable. La participation de 52 jeunes et EAF sur les 52 prévus (soit 100%) à des foires communales a été également appuyée par FORMAPROD. *La mission confirme la nécessité de capitaliser les expériences des projets FIDA et d'autres intervenants sous le leadership d'un EPR conformément à ce qui est recommandé plus haut. Il est laissé à l'initiative de chaque EPR de décider de la réalisation de ce diagnostic après la capitalisation.*

Sous-composante 3.3: Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricoles

66. Les investissements productifs structurants prévus dans le DCP comprennent les travaux d'aménagement/réhabilitation des périmètres hydro-agricoles, les infrastructures de soutien à la commercialisation et à la transformation, les infrastructures de désenclavement des pôles de développement agricole, et les infrastructures communautaires d'élevage. Les études de faisabilité des aménagements de périmètres hydro-agricoles ont pour objectif de couvrir cette année 5200 Ha (80 ha pour AMGA, 500 ha pour AMM, 270 ha pour AA et 4350 ha pour MM). L'EPR Melaky et Menabe ont couvert 4910 Ha (TR : 94%). Une étude de faisabilité de la mise en place d'une unité de murisserie et d'une unité de transformation de sucre ont été réalisées sur les sept prévues (TR : 29%) par l'EPR Atsinanana.
67. Les mesures convenues pour améliorer les actions au niveau de la composante III sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
Composante III « Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles »		
19. Inclure la capitalisation des actions de PPRR et de PROSPERER parmi les thématiques à capitaliser comme l'a suggéré la mission de suivi	UL/EPR	Immédiat
20. Accélérer la production des notes méthodologiques	UL/EPR	Février 2015
21. Capitaliser l'expérience d'AROPA concernant les services d'appui agricole	EPR	Immédiat
22. Faire le suivi de l'applicabilité de l'itinéraire technique dans le document de valorisation des CEP	UL/EPR	Avant fin août 2015
23. Effectuer une approche directe avec les IMF présentes dans leurs pôles respectifs en attendant l'effectivité de l'approche adoptée par PAFIM	UL/EPR	Immédiat
24. Initier les formations prévues pour les jeunes et EAF emprunteurs notamment sur l'éducation financière	UL/EPR	Mai 2015
25. Capitaliser les expériences des projets FIDA sur les services commerciaux et d'autres intervenants sous le leadership d'un EPR	UL/EPR	Janvier 2015

D. État d'avancement de l'exécution du programme

68. **Coordination et gestion.** Les objectifs et les résultats sont maintenant formalisés avec la mise en place du nouveau cadre logique et l'organisation est en phase terminale. Toutefois l'organisation du SE/ CNFAR n'est pas complète. Le personnel de l'UL et EPR reste à étoffer. Il est évident que le rythme de recrutement doit suivre le rythme des besoins. Cependant, *il est recommandé d'établir un calendrier réaliste et réalisable des recrutements restants.*
69. Un des mécanismes de coordination en place est la réunion périodique des Coordonnateurs des différents projets du programme. La flexibilité de l'ordre du jour est l'un des facteurs de succès de ce mécanisme. Toutefois, le programme étant à la fin de sa première phase, *il est primordial que ce mécanisme soit doté d'un dispositif d'aide à la prise de décision comme un tableau de bord alimenté par des informations mensuelles tirées du système de suivi technique et financier.* Ce dispositif ne doit pas aller à l'encontre de la flexibilité de la coordination et doit être documenté.
70. En ce qui concerne l'EPR Atsinanana, la mission est favorable à la confirmation de la responsable du S/E au poste de chargé de mission de l'EPR AA et au recrutement du deuxième candidat sélectionné au poste de chargé de suivi-évaluation.
71. L'approche par processus permet de mieux comprendre et de mieux communiquer la logique d'intervention du programme par rapport au cadre logique qui est trop linéaire. Il permet également de bien identifier les différents processus qui constituent l'ossature même de la mise en œuvre du programme et éventuellement d'identifier le maillon faible. *Dans les six prochains mois, l'UL, et en particulier le RSE et ses démembrements au niveau régional, s'est engagé à assurer l'appropriation de l'approche processus au niveau des EPR.*
72. Le processus de pilotage au niveau national doit disposer d'un tableau de bord qui suit mensuellement les performances des différents processus en cours.
73. Les mesures convenues pour améliorer les actions au niveau de la coordination et gestion du programme sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
Amélioration de la coordination et gestion		
26. Etablir un calendrier réaliste et réalisable des recrutements restants.	UL, EPR	Immédiate
27. Assurer l'appropriation de l'approche processus au niveau des EPR	UL, RSE central et régional	Dans les six prochains mois
28. Se doter d'un dispositif d'aide à la prise de décision comme un tableau de bord alimenté par des informations mensuelles tirées du système de suivi technique et financier	RSE	Dans les six prochains mois

74. **Formation du personnel.** Le Responsable Technique au niveau de l'UL a pris ses fonctions en novembre 2014 assisté par deux consultantes en gestion des savoirs et en appui à la mise en œuvre de la composante III. Au niveau des équipes régionales, 26 conseillers en insertion professionnelle ont été déployés et 3 socio-organismes régionaux sur les 4 prévus. Au cours de l'année 2014, plusieurs formations ont été données au personnel du programme. Des missions⁸ à l'étranger ont été effectuées et les participants ont le devoir de restituer en interne puis d'établir des plans de mise en œuvre de leurs acquis.
75. Pour le personnel financier et comptable, les regroupements comptables trimestriels ont vraiment permis de mettre en place : (i) les outils de travail et calendrier, la préparation des situations financières et états financiers 2013 pour envoi au FIDA ; (ii) le deuxième regroupement du 19 au 20 juin a porté sur l'amélioration des outils de travail, le renforcement

- ⁸ Les conditions minimales nécessaires pour l'installation viable d'un jeune suite au colloque international sur le thème : « Accompagner l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales du Sud » du 04 au 06 juin 2014 à l'institut des Régions chaudes de Montpellier SUPAGRO.

- L'élaboration des schémas régionaux de la FAR suite à la formation assurée par l'équipe de CRIPTIR des Îles de la Réunion du 30 juin au 04 juillet 2014 à Toamasina avec la participation des chargés de mission et des coordonnateurs de l'UL et de l'EPR Atsinanana.

- Les ateliers régionaux FIDA et Learning routes sur le genre, la technologie et les approches axées par ménage.

du système de contrôle interne suivant recommandations du CFS/ FIDA, la validation des recommandations d'audit de l'exercice 2013 et l'élaboration du plan d'action pour le deuxième semestre 2014.

76. **Matériels/Equipements.** Les matériels indispensables pour le bon fonctionnement du Programme sont acquis à 100% mais il faut accélérer l'acquisition des matériels et équipements pour les établissements et centres de formation agricole et rurale chargés d'encadrer les formations des jeunes déscolarisés et des petits producteurs qui est actuellement en cours et prévue de se faire d'ici la fin décembre 2014. *Aussi, la mission recommande d'accélérer l'acquisition des matériels et équipements pour les établissements et centres de formation agricole et rurale chargés d'encadrer les formations des jeunes déscolarisés et des petits producteurs.*
77. **Assistance technique.** Entre le 01 juillet et 30 novembre 2014, le Programme a signé trente-huit (38) contrats avec des consultants, Cabinets et Organisme des Nations Unies (UNESCO) dont la liste sera donnée en annexe du rapport de supervision.
78. **Suivi évaluation.** Le système de suivi – évaluation de FORMAPROD est en place avec des outils de collecte et de traitement différents selon les EPR. Les activités pilotes dans les régions doivent maintenant conduire à la mise à jour du SSE, le rendre opérationnel avec plus d'harmonisation et de standardisation puis mettre à jour les indicateurs SYGRI pour les analyser et les rapporter au niveau de la CAPFIDA et le FIDA. Une assistance technique internationale sera nécessaire en tenant compte de la particularité du suivi-évaluation de la formation. Parmi les points soulevés, deux priorités sont identifiées par la mission : (i) établir la situation de référence la plus complète possible concernant la situation des jeunes, de la formation et de la production au niveau des régions (en plus des indicateurs renseignés par le bureau d'études chargé des enquêtes). La base de données de FARMADA et des CEFAR doit aller en détails dans l'établissement de leur situation de départ au démarrage de FORMAPROD afin de pouvoir évaluer à mi-parcours et en fin de projet. (ii) La mise en place effective des différentes structures au niveau national, régional et local (SE/CNFAR, CIM, DFAR, FARMADA, FDA, UNESCO, PAFIM, CRIPTIR) nécessite de définir la matrice des responsabilités dans le cadre du SSE. Dès que la charte de partage des rôles est validée par la CNFAR, il faudra définir les besoins en informations, qui renseigne qui, à quelle périodicité et sous quelle forme. *La mission recommande donc : d'abord, de compléter la situation de référence avec la base de données FARMADA, ensuite de définir la matrice de responsabilités du système de suivi-évaluation et enfin d'opérationnaliser le système de suivi-évaluation selon les détails fournis en annexe.*
79. Les mesures convenues pour améliorer la coordination, la gestion et le suivi-évaluation du programme sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
29. Compléter la situation de référence avec la base de données FARMADA	UL, FARMADA, CEFAR	Premier semestre 2015
30. Définir la matrice de responsabilités du système de suivi-évaluation dès validation de charte de partage des rôles par le CNFAR	UL, tous les acteurs	Juin 2015
31. Opérationnaliser le système de suivi-évaluation selon les détails fournis en annexe dans le rapport de la mission de supervision.	RSE/UL, CAPFIDA	2015
32. Formaliser le coaching méthodologique de la CAPFIDA pour la gestion des savoirs dans le cadre du SEGS/Zarafida	RSE, RT	Décembre 2014

E. Aspects fiduciaires

80. **Gestion financière.** La gestion financière du Programme est **satisfaisante**. Le manuel de procédures est mis en œuvre, les TDR, responsabilités et relations de travail entre l'UL et EPR sont bien définies. Les outils de contrôle interne et de « reporting » sont opérationnels et permettent un suivi de l'utilisation et des flux de trésorerie.
81. **Gestion de la trésorerie.** Des dépôts initiaux sont alloués à chaque unité régionale. Les réunions de regroupement périodiques entre les comptables fixent le niveau de ces dépôts

initiaux. A une certaine période et compte tenu du nombre important des unités régionales, certaines unités régionales disposent d'excédents de trésorerie alors que l'Unité de liaison ou d'autres unités régionales ont des besoins de trésorerie. *La mission recommande au Projet de gérer de manière flexible les niveaux de ces dépôts initiaux en tenant compte d'au moins trois critères : i) la justification ponctuelle des avances effectuées en DRF par l'unité régionale, ii) les niveaux d'avancement des activités et ; iii) les plans de trésorerie de chaque unité régionale. Cette flexibilité devrait permettre de répondre aux besoins du Programme dans son entièreté.*

82. **Décaissements par bailleurs.** Au 30 novembre 2014, les décaissements effectifs pour tous financements confondus s'élèvent à 3,91 millions d'USD, soit un taux global de 6,3% par rapport au coût total alloué. Les décaissements par bailleurs sont de : 8,2% sur le prêt FIDA; 6,3% sur le don du FIDA, 3,3% sur le prêt Fonds Fiduciaire Espagnol, et 5,8% pour le Gouvernement. Le faible taux de décaissement du Fonds Fiduciaires Espagnol s'explique notamment par le retard de démarrage des projets d'appui aux établissements et centres de formation, le retard du financement de l'insertion et de l'installation des jeunes formés et le décalage de la mise en œuvre de l'appui à l'accès aux services financiers et commerciaux. Actuellement, une grande partie de ces activités sont en cours d'engagement.
83. **Décaissements par composantes.** Au 30 novembre 2014, les décaissements par composantes sont : (i) 19,0% pour la composante 1 ; 2,3% pour la composante 2 et ; 5,5% pour la composante 3.
84. **Décaissements par catégories sur le prêt FIDA N°874-MG.** Au 30 novembre 2014 et par catégorie de dépenses, les décaissements sont: (i) 12,3% pour la catégorie I "Génie Civil et Construction"; (ii) 24,2% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport "; (iii) 6,5% pour la catégorie III "Formation et prestation de services "; (v) 6,6% pour la catégorie V "Coûts de fonctionnement".
85. **Décaissements par catégories sur le prêt Fonds Fiduciaires Espagnol N°LE-12-MG.** Au 30 novembre 2014 et par catégorie de dépenses, les décaissements sont: (i) 6,6% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport "; (ii) 1,1% pour la catégorie III "Formation et prestation de services ".
86. **Décaissements sur le don FIDA N°1382-MG.** Au 30 novembre 2014, le décaissement qui se rapporte à la Catégorie III "Formation et prestation de services" s'élève à 199'400 DTS soit 15,6% du don. Le solde s'élève à 1'080'600 DTS.
87. **Fonds de contrepartie.** Au 30 novembre 2014, la contribution du Gouvernement s'élève à 455'583 USD soit 5,8% des prévisions. Elle est constituée par la TVA, les droits et taxes à l'importation et les ressources propres internes. La mission note que ces fonds de contrepartie couvrent suffisamment les besoins du PTBA du Programme.
88. **Contribution des bénéficiaires.** Les contributions des bénéficiaires ne sont pas encore prises en compte. *La mission recommande au Programme de se baser sur le document de projet et de comptabiliser systématiquement les apports des bénéficiaires suivant une méthode définie et discutée entre les responsables techniques, les responsables de suivi-évaluation et l'équipe comptable.*
89. **Comptes dédiés.** Au 30 novembre 2014, les tableaux de reconstitution des comptes dédiés se présentent comme suit: (*en dollars US*) :

Prêt FIDA N°874-MG

Rubriques	Montant en USD	
Montant Dépôt initial	1.000.000,00	
Solde du Compte Dédié au 30/11/2014		406.228,62
DRF N°12 en cours de traitement au FIDA		317.121,20
DRF N°13, en cours de préparation au Projet		277.362,50
Intérêts créditeurs		-712,32
Total	1.000.000,00	1.000.000,00

Don FIDA N°1382-MG

Rubriques	Montant en USD	
Montant Dépôt initial	300.000,00	
Solde du Compte Dédié au 30/11/2014		168.721,40
DRF N°02 en cours de traitement au FIDA		64.673,37
DRF N°03 en cours de préparation au Projet		66.605,23

Total	300.000,00	300.000,00
--------------	-------------------	-------------------

Prêt Fonds Fiduciaires Espagnol N° L-E-12-MG

Rubriques	Montant en EUROS	
Montant Dépôt initial	600.000,00	
Solde du Compte Dédie au 30/11/2014		448.030,91
DRF N°04 en cours de préparation au Projet		152.390,03
Intérêts créditeurs		- 420,94
Total	600.000,00	600.000,00

90. Les comptes spéciaux sont à jour. Aucun écart n'est constaté.
91. **DRF Prêt FIDA.** Au 30 novembre 2014, le Programme a émis au total 11 demandes de retrait de fonds dont cinq (05) paiements directs et six (06) demandes de réapprovisionnement sur le compte spécial. La DRF N°12 est en cours de traitement au niveau du FIDA et d'un montant de 317.121,20 USD. Une autre DRF N°13 est actuellement en cours de préparation au niveau du Projet et d'un montant de 277.362,50 USD.
92. **DRF Fonds Fiduciaires Espagnol.** Le Programme a émis une DRF N°03 d'un montant de 150.757,45 Euros sur le compte spécial et une demande sur paiement direct N°02 pour l'achat des véhicules. Une autre DRF N°04 est en cours de préparation au niveau du Programme et d'un montant de 152.390,03 Euros.
93. **Exécution budgétaire des PTBA.** Au 30 novembre 2014, le taux de réalisation sur les prévisions du PTBA 2014 est de 50% en tenant compte des engagements, dont : 76% pour la composante 1 ; 38% pour la composante 2 et 41% pour la composante 3.
94. L'exécution des PTBA par année est comme suit : (en milliers USD)

Année	2013	2014*
<i>Montant prévu</i>	3.962	6.894
<i>Montant réalisé</i>	1.168	3.415
<i>en % (R/P)</i>	29%	50%

*(sur 6 mois seulement, le PTBA n'a été approuvé qu'en avril 2014)

95. Le taux de réalisation est moyen mais on constate une nette évolution du montant décaissé par rapport à la première année. En date du 30 novembre 2014, la réalisation du PTBA représente le triple de la valeur décaissée en 2013. Le retard du décaissement s'explique en partie par les activités de formation des jeunes et l'appui aux Centres et établissements de formation notamment dans le cadre de la Composante II et les activités d'appui aux services financiers de la Composante III, qui viennent de démarrer au cours de ces derniers mois. *La mission recommande au Programme de préparer un PTBA qui prend en compte toutes les contraintes de mises en œuvre afin d'être plus réaliste. Des révisions à la hausse en cours de l'année peuvent être effectuées si nécessaires quand les capacités de mises en œuvre se sont avérées par les réalisations du premier semestre.*
96. **Respect des clauses de l'accord de financement.** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées, notamment en ce qui concerne la gestion des comptes du Projet et le respect des procédures de passation de marchés.
97. **Comptabilité.** La comptabilité du Programme est à jour. Le logiciel utilisé (TOM²PRO), permet au programme de faire un suivi comptable et financier des activités. Le recrutement en cours d'un(e) assistant(e)comptable permettra à l'Unité de liaison d'assurer son appui et son contrôle dans les activités des unités régionales. La mission est satisfaite de la centralisation mensuelle de la base comptable mise en œuvre par le Programme. *La mission recommande au Programme de faire mensuellement une analyse croisée des informations financières avec les informations techniques tant au niveau des EPR qu'au niveau de l'UL pour faire le suivi rapproché de la mise en œuvre du PTBA.*
98. **Revue des Etats Certifiés des Dépenses (ECD).** La mission a passé en revue un échantillon des ECD et aucune anomalie n'est constatée. La mission note cependant des dépenses en note de frais répétitifs de déplacements en taxi au nombre de 87 pour un montant total de 1.209.400 MGA. Comme le Programme dispose actuellement de moyens de transports, la mission recommande une utilisation efficiente du parc roulant.

99. **Passation des marchés.** La Mission a passé en revue le registre des contrats. Celui-ci est conforme au modèle indiqué dans la Lettre à l'emprunteur. Une fiche de suivi par contrat est disponible. En 2014, le programme a engagé 150 contrats pour 1.831.346 USD, dont 126 sur financement FIDA pour un montant de 1.024.743 USD et 24 contrats sur financement Fonds Fiduciaires pour 806.603 USD. Parmi les 150 contrats signés, 18 ont fait l'objet d'un examen préalable du FIDA pour avis de non objection.
100. Au 30 novembre 2014, on note 78 contrats/conventions en cours s'élevant au total à 1.139.000 USD dont 66 contrats de prestations intellectuelles, 9 contrats de fournitures et services et 6 contrats de travaux. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et a constaté la bonne appropriation par le personnel en charge du service de passation des marchés des procédures. La qualité des dossiers passés en revue est acceptable. Les données sont disponibles et complètes. Le constat général révèle également une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. La conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est satisfaisante.
101. **Suivi des recommandations de la supervision de décembre 2013 et la mission de suivi de juillet 2014.** Les recommandations formulées sur les aspects fiduciaires sont mises en œuvre, à l'exception du Manuel de gestion de convention qui a été déjà entamé et prévu être finalisé avant fin décembre 2014.
102. **Contrôle interne.** Au même titre que les autres projets, la mission réitère sa recommandation pour que le programme pays mette en place une fonction de contrôle interne efficace.
103. **Audit des comptes.** Le rapport d'audit des comptes de 2013 a été finalisé et remis dans les délais requis. Toutes les recommandations formulées par la mission d'audit (fonctionnement général et organisation comptable, gestion des immobilisations stocks et trésorerie, suivi des demandes de retrait de fonds et revue des dépenses certifiées, passation des marchés), ont été mises en œuvre.

Mesures convenues	Responsables	Dates convenues
Aspects fiduciaires		
33. Gérer de manière flexible les dépôts initiaux des unités régionales	RAF/UL/Comptables	Continu
34. Comptabiliser systématiquement les apports des bénéficiaires	UL/EPR	Continu
35. Préparer le PTBA suivant les défis et les contraintes	UL	15 décembre 2014
36. Effectuer une analyse croisée mensuelle	EPR/EPIR/UL	Mensuellement
37. Utiliser de manière efficiente le parc roulant à disposition	RAF/UL	Continu

F. Autres aspects

104. **Ciblage.** L'intégration des approches participatives, genre et ciblage dans la mise en œuvre des activités du programme, notamment la qualité du ciblage des populations et l'inclusion des femmes et jeunes initialement prévu par le programme est satisfaisant. La mission de suivi (Juillet 2014) avait recommandé de respecter les limites d'âge et critères de sélection (exception permis jusqu'à 29 ans) et FORMAPROD inclura cela dans une note sur le ciblage.
105. La mission a constaté que mis à part le genre et l'âge, les statistiques sur les participants n'incluent pas systématiquement des informations sur le niveau d'éducation et l'état civil, surtout pour les PP. Ces informations seront nécessaires pour faire le point sur le ciblage des différents catégories de bénéficiaires et analyser le profil des participants, selon les catégories de ciblage défini dans le rapport de conception : les jeunes garçons et filles ruraux déscolarisés en distinguant ceux qui ont déjà des responsabilités familiales (18-25 ans environ), ceux qui dépendent encore de leur parents (14-18 ans), et, au sein de ces deux sous-groupes, les jeunes filles mères (30% des formées) ; ii) les jeunes de niveau secondaire ; iii) les jeunes de niveau secondaire voire universitaire ; iv) les petites EAF. La mission suggère d'établir une base de données sur les PP et d'y inclure des informations supplémentaires essentielles (niveau d'éducation ; état civil des bénéficiaires; localisation etc.) afin d'évaluer le ciblage et faciliter l'analyse statistique dans l'avenir.

106. **Genre et égalité homme-femme.** Le document de conception inclut référence à une stratégie genre qui s'articule autour de trois axes : (i) faciliter l'accès aux formations professionnelles initiales et continues, aux appuis-conseils et aux ressources (foncier, infrastructures productives, services commerciaux et financiers; (ii) participation dans la prise de décision (au niveau local, régional et national); et (iii) autonomisation par activités génératrices de revenus et microprojets. Le FORMAPROD a établi des objectifs précis de participation de ces groupes aux activités (d'au moins 30%), et l'intégration des aspects genre sera vérifiée lors de l'examen des PTBA.
107. La mission d'un expert spécialisé en genre et inclusion, prévu au moment du démarrage du Programme pour préparer une stratégie de genre et aidera à mettre la stratégie de genre à jour, n'a pas encore eu lieu. *La mission suggère de contracter un expert spécialisé afin de préparer une stratégie de genre et inclusion et un programme de formation, qui ciblera tous les acteurs du Programme (cadres, prestataires, consultants, etc.) pour les former à l'approche genre et les relations femmes-hommes au sein même du ménage rural.*
108. La mission constate que très peu de femmes participent dans les instances de concertation (CNFAR, CRFAR, FARMADA) due au système de représentation par organisation ou entité, mais que certains réseaux portent une attention sur les questions genre dans leur programme de travail. *La mission rappelle que les opérateurs d'encadrement seront évalués, entre autres, sur les résultats enregistrés en matière de participation des femmes et des jeunes dans les activités du Programme et suggère de faire un cycle court de formation (conférence, sensibilisation) pour eux également.*
109. Au 30 novembre 2014, le personnel de FORMAPROD compte 122 personnes, dont 33 femmes (27%). Les femmes représentent 41 % des cadres, 31% du Personnel d'appui, 22 % des Agents de terrain, 19% des CIP (Composante 2), 18 % des Conseillers Agricoles/techniciens agricoles (Composante 3). *La mission recommande de recruter plus des agents de terrain femmes afin d'assurer une plus grande équité et le suivi adéquate des femmes et jeunes bénéficiaires.*
110. **Gestion des savoirs et innovations.** Le processus d'innovation proposé dans la conception du projet est éprouvé et s'avère efficace pour pousser les EPR à innover dans les approches et méthodes de mise en œuvre. On constate des initiatives régionales innovantes comme la collaboration avec les DREN pour sensibiliser les écoles primaires publiques aux métiers agricoles, ou encore la convention entre FRDA-DRDR-FORMAPROD pour le financement des projets professionnels des jeunes et des microprojets à coûts partagés. Ces innovations vont pouvoir renseigner sur les différentes possibilités de mise en œuvre afin de sélectionner les plus performantes (efficaces et efficaces) et les plus durables. Cela entre donc parfaitement dans le processus de gestion des savoirs et de capitalisation du projet. *Il est donc important aujourd'hui de communiquer ces innovations en interne, entre les EPR et les partenaires, puis d'appeler les bénéficiaires à les utiliser à travers les deux axes de communication : montrer le potentiel de développement agricole que les régions/pôles peuvent atteindre en modernisant les pratiques et susciter le désir de formation pour mettre en route cette modernisation.*
111. **La durabilité du programme** La durabilité du programme passe d'abord par l'utilisation des structures existantes et non la duplication de celles-ci dans la mesure où elles ont la capacité : CSA/GUMS, CRFAR/Comité de pilotage, Chambre d'Agriculture, Organisation faitière, etc. Toutefois, l'efficacité réside toujours dans un partage clair des rôles à jouer. La mission encourage l'équipe du projet à œuvrer dans ce sens et prospecter le passage à travers les structures existantes.
112. L'appropriation est la première étape vers cette durabilité. Les membres du CIM et la DFAR ont toujours plaidé pour cette appropriation en accordant du temps aux réflexions au niveau de l'Administration. La capitalisation des initiatives régionales constitue une force de proposition des acteurs régionaux qui devait alimenter les débats et réflexions au niveau national.
113. La durabilité des institutions passe également par la capacité de ces institutions à fédérer les intérêts des différents groupes d'intérêts d'une part et à collecter les feedbacks des différents acteurs par rapport à une problématique donnée d'autre part. D'où l'importance de mettre en place un processus formel de validation, de consultation et d'échange. L'implication du secteur privé est un des facteurs de réussite d'une démarche institutionnelle. *La mission recommande*

fortement le programme à impliquer le secteur privé dans les réflexions et les actions à travers un cadre de partenariat gagnant-gagnant aussi bien au niveau national que régional.

114. **Partenariats.** Le partenariat avec PAFIM a débouché à une note conceptuelle présentée à l'équipe et aux IMF au cours de la mission de supervision. La note présente toutefois des points insuffisamment clairs : comment créer les produits et l'encadrement adaptés aux différentes catégories de bénéficiaires du projet (jeunes mères célibataires, jeunes déscolarisés, etc.). Ces points doivent faire partie des livrables lors des prochaines conventions. *La mission recommande donc de vérifier les questions de ciblage avec PAFIM avant de procéder à une nouvelle convention et d'intégrer cette évaluation dans les TDR du consultant chargé d'évaluer le financement de la FAR. Toutefois, il est attendu du PAFIM, les résultats de l'évaluation avant l'engagement de nouvelles conventions.*
115. La mission a aussi rencontré les responsables de l'UNESCO et responsable du programme CAPEPT. La collaboration entre les deux institutions portait sur le PTBA 2014 et dont le montant s'élève au total à 482.265 USD dont 271.765 USD comme contribution de FORMAPROD et 210.500 USD de la part de l'UNESCO – CAPEPT. Des recommandations ont été émises et partagées durant la mission (voir sous-composante 2.3.) Avec un taux de décaissement de 58%, 21 centres de formation sont appuyés dont 18 sont dans les trois régions Atsinanana, Analanjirofo, Amoron'i Mania et les trois autres sont le CAF de Mahitsy, qui a été équipé en outil pédagogique et qui dispense des formations courte dans différentes filières, le lycée d'Ankazodandy qui a été équipé en cheptel de formation et la MFR de Mantasoa qui a été équipé en outil pédagogique.
116. Durant la rencontre avec CRIPTIR, la mission de supervision a insisté sur plusieurs points : (i) tenir compte de la dimension « vision de développement de la Région » mais également de la « construction sociale de la demande » dans l'élaboration du diagnostic ; (ii) ne pas oublier le cadre de stratégie du FIDA pour Madagascar et (iii) nécessité de faire le suivi des renforcements de compétences. A date du 30 novembre 2014, les dépenses engagées avec CRIPTIR s'élèvent à 38.948,39 USD.
117. **Revue interphase.** Une revue interphase est prévue au cours du deuxième semestre 2015. Il est prévu dans le document de conception du programme, qu'une *évaluation du dispositif institutionnel doit être menée avant la tenue de cette revue.* Elle portera essentiellement sur le fonctionnement des CRFAR et CNFAR, notamment le dispositif paritaire mais également sur le Secrétariat Exécutif et l'ANFAR.
118. **Lutte antiacridienne.** Une requête a été adressée en ce sens par le Gouvernement au FIDA pour amender l'accord de financement de FORMAPROD afin de contribuer au financement de la lutte aérienne menée par la FAO. Dès notification de l'amendement, le Programme signera une convention en ce sens avec la FAO.
119. Les mesures convenues sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Responsables	Echéance
Genre et autonomisation des femmes et groupes cibles		
38. Contracter un expert spécialisé en genre ; organiser programme de formation en genre pour tous les acteurs du Programme	UL	Mars 2015 Décembre 2015
39. Assurer une plus grande équité et suivi adéquate des femmes et jeunes bénéficiaires par agents de terre femmes à recruter	UL	Juin 2015
40. Etablir une fiche d'information aux populations pour expliquer les critères de sélection des jeunes	UL	Juin 2015

G. Conclusion

120. La mission a noté que l'UL et les EPR ont maintenant une bonne compréhension de la démarche du programme sur le terrain. Le niveau d'appropriation est satisfaisant et doit être poursuivi. La maîtrise des liens entre les différents processus au niveau des sous-composantes et volets est primordiale pour atteindre les objectifs.

121. De même, l'organisation des différentes institutions est bien avancée notamment avec l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif de la SNFAR et les thématiques comme les CMR, le FRDA, les référentiels de diplôme au niveau national. Les projets d'établissements de formation doivent être entamés dès le début de 2015.
122. La dynamique générée s'inscrit bien dans le cadre des processus initiés par le Programme pour améliorer les capacités des populations rurales et des jeunes déscolarisés. Aussi, en raison de son aspect novateur et, afin de rendre durables les actions du projet, le FIDA et le MinAgri-DR sont d'accord sur les mesures convenues et demandent à l'UL et aux EPR de les mettre en œuvre dans les délais requis, notamment pour les mesures prioritaires suivantes:
- Elaborer la charte de partenariat des acteurs de la rénovation du dispositif FAR.
 - Finaliser le processus de recrutement du personnel du SE/CNFAR.
 - Affecter les animateurs régionaux au Secrétariat technique des CRFAR.
 - Finaliser le processus de recrutement de l'ONG-T.
 - Accélérer la transmission des DRF au FIDA.
 - Soumettre au FIDA, le PTBA 2015 au plus tard le 20 décembre 2014.

APPENDICES

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Basic Facts

Country	Madagascar	Project ID	1516	Loan/DSF Grant No.	874
Project	Vocational Training and Agricultural Productivity Improvement Programme			Top-up Loan/DSF Grant	
Date of Update	06-Dec-2014				
Supervising Inst.	IFAD/IFAD				
No. of Supervisions	2	No. of Implementation Support/Follow-up missions	2		
Last Supervision	06-Dec-2014	Last Implementation Support/Follow-up mission	26-July-2014		

				USD million	Disb. rate %
Approval	03-Jul-2012			Total financing	86.09
Agreement	03-Aug-2012	Effectiveness lag	10.3	IFAD Total	35.00
Entry into force	08-May-2013	PAR value	-----	IFAD loan	32.99
First disbursement	05-Jul-2013			DSF grant	
MTR		Last amendment		IFAD grant	2.01
Original completion	30-Jun-2023	Last audit	30-June-2014	Domestic Total	11.80
Current completion	30-Jun-2023			Beneficiaries	3.88
Original closing	31-Dec-2023			Government (National)	7.92
Current closing	31-Dec-2023			External Co financing Total	39.29
No. of extensions	0			OFID	14.70
				Spanish Fund	18.83
				To be determined	5.75

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	5	5	1. Quality of project management	4	5
2. Acceptable disbursement rate	4	4	2. Performance of M&E	4	4
3. Counterpart funds	3	4	3. Coherence between AWPB & implementation	4	4
4. Compliance with financing covenants	4	5	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	4	4	5. Poverty focus	4	4
6. Quality and timeliness of audits	4	5	6. Effectiveness of targeting approach	4	4
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus	N/A	
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Composante 1. Appuis à la mise en œuvre SNFAR	5	5	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Composante 2. Formation et Régionalisation FAR	4	4	2. Empowerment	4	4
3. Composante 3. Pôles de développement agricole	4	4	3. Quality of beneficiary participation	4	4
			4. Responsiveness of service providers	4	4
			5. Exit strategy (readiness and quality)	N/A	

		6. Potential for scaling up and replication	4	4
--	--	---	---	---

B.5 Justification of ratings

B.1.1 Le manuel de procédures est appliqué, les termes de références, les responsabilités et les relations de travail entre l'unité de liaison et les unités régionales sont bien définies. Les outils de contrôle interne et de « reporting » sont opérationnels et permettent une bonne mise en œuvre des activités et un suivi de l'utilisation et des flux de trésorerie. B.1.2 Le taux de réalisation est moyen mais on constate une nette évolution du montant décaissé par rapport à la première année. B.1.3 La mission note que ces fonds de contrepartie couvrent les besoins du PTBA du Programme. B.1.4 Les dispositions financières de l'Accord de financement sont respectées. B.1.5 Les structures régionales de passation de marchés (PRMP/DRDR) sont en place mais ont besoin de renforcement de leurs capacités. B.1.6 Le rapport d'audit a été livré fin juin 2014. B.2.1 La méthode de gestion par processus au niveau de l'UL a largement amélioré la compréhension du programme par les personnels cadre de FORMAPROD. Elle permet de bien cerner les différentes étapes dans la mise en œuvre des composantes, sous-composantes, et volets. Elle rend le plan opérationnel du programme flexible permettant de contourner certaines contraintes et ouvrant à des solutions alternatives. B.2.2 Le système de suivi évaluation est en place avec quelques imperfections notamment dans le rapportage des indicateurs SYGRI ; la situation de référence toujours en cours. B.2.3 Le PTBA 2014 trop ambitieux avec des taux de réalisation physique et financière de 55% et 54% au 25/11/2014. B.2.4 1 Très peu de femmes participent dans les instances de concertation (CNFAR, CRFAR, FARMADA). B.2.5 Actions d'inclusion à travers : alphabétisation fonctionnelle, animation/orientation professionnelle, capacitation à devenir exploitant agricole qualifié et entrepreneur rural. B.2.6 Les données disponibles ne permettent pas d'évaluer le mécanisme de ciblage actuel. B.2.7 Les EPR ont innové en termes d'approches et de méthodologies et le schéma de partage et d'apprentissage est en cours de se mettre en place.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	4	4
C.2 Food security	4	4
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	4

Rationale for implementation progress rating.

Les composantes 1 et 2 ont été découplées temporairement durant la mission de supervision de décembre afin d'obtenir des résultats opérationnels sur le terrain, en particulier pour la composante 2. La sortie des 2 référentiels de diplômes est une première étape pour l'élaboration des projets d'établissements. La formation des jeunes, et des JRD sont en cours au niveau de la composante 2. Des appuis aux établissements ont été également initiés au niveau de la composante 2. Les tout premiers résultats opérationnels sont obtenus. La composante 3 avance à travers la sous-composante 3.1. sur la formation continue à travers les CEP en attendant le financement de l'OFID pour les infrastructures hydro-agricoles. Le Programme a bien démarré (18 mois d'activités), les résultats obtenus sont plutôt qualitatifs car ils relèvent des activités pilotes, du développement des outils, etc. Les activités lancées sont maintenant à capitaliser et à démultiplier, les structures de mise en œuvre sont renforcées avec un poste de cadre technique à l'UL. La mise en place du SE/CNFAR est en cours de se finaliser avec l'arrivée de trois cadres. Il reste à étoffer les équipes de certaines EPR.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	4
--	---	---

Rationale for development objectives rating

Les objectifs de développement ne seront pas atteints tant que le dispositif de formation de masse ne soit pas en place. Il reste également l'effectivité des appuis en insertion professionnelle, en installation des jeunes formés et le financement des infrastructures agricoles dans les pôles de développement.

C.6 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Le manuel des opérations a été complété. Il reste à finaliser le volet « gestion des conventions ». Pas de risque majeur. Le cofinancement de l'OFID est en cours de finalisation.
Project implementation progress	L'adoption de l'approche par processus au niveau de l'UL permet de bien cerner les différentes étapes dans la mise en œuvre des composantes, sous-composantes et volets. Les EPR doivent également maîtriser cette approche pour une meilleure compréhension et harmonisation des activités du programme. Par ailleurs, le dispositif de pilotage, notamment la planification et le système de suivi régulier de la mise en œuvre des activités sont à améliorer. Enfin, la mobilisation des expertises nationale et internationale reste un des grands défis pour FORMAPROD.
Outputs and outcomes	Les impacts de la formation sur le développement local et régional ne sont pas encore mesurables. Les premiers groupes cibles (JDR, EAF et autres jeunes) sont en cours de formation. Toutefois il faut préparer dès maintenant leur insertion professionnelle et leur installation. La lenteur des activités pour trouver des produits financiers adaptés à ces groupes cibles est en retard et risque de les pénaliser. Par ailleurs, le dispositif de formation de masse impliquant les communes n'est pas encore initié.
Sustainability	L'appropriation par tous les acteurs de la FAR des réformes en cours est un facteur clé de la durabilité des actions. La mise en place d'un processus formel de consultation, de concertation et de validation à chaque étape de la rénovation va dans ce sens. La recherche de cofinancement et d'autres financements de la SNFAR est également un facteur de durabilité. Il faut appuyer les initiatives dans ce sens à l'instar de ce que compte faire le CRFAR d'AMM. Enfin, dans la mesure du possible, il ne faut pas dupliquer les structures dont les missions s'apparentent. La valorisation des structures existantes comme le Fonds FRDA n'a pas pu être explorée systématiquement pour le moment alors que quelques EPR ont exploré des approches régionales avec efficacité comme la convention avec le FRDA et la DREN. Il y a également les organisations faitières des Organisations Paysannes qui sont des partenaires potentiels

comme prestataires de services.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Mise en place Secrétariat exécutif SNFAR	Mettre en place le staff de cadres du SE/CNFAR afin de démarrer les activités opérationnelles.	Fin décembre 2014	En cours
Les différentes étapes et leurs objectifs respectifs ne sont pas clairs dans le Plan opérationnel de la SNFAR	Se former sur l'approche GAR puis l'appliquer pour améliorer le plan opérationnel.	Fin décembre 2014	En cours
Processus flou de consultation, de concertation et de validation	Formaliser le processus Inclure le processus dans le plan opérationnel	Fin décembre 2014	En cours
Limitation des expertises FAR disponibles	Lancer la promotion de consultants et bureau d'études régionaux et nationaux; structurer des visites d'échanges internationaux; prévoir des missions périodiques d'appuis et d'assistance techniques internationales; développer des partenariats avec les organisations et organismes spécialisés ayant des expertises en FAR.	Continu	En cours
Dispositif de Formation de masse impliquant la commune non en place	Développer un schéma spécifique adapté aux réalités malgaches	Septembre 2015	En cours

Additional observations

Suite de B.5 Justification des notes. B.3.1 La sortie des référentiels nationaux de diplôme est un progrès significatif. Les expériences acquises durant leur élaboration sont à valoriser. B.3.2. Les premières cohortes de jeunes sont en formation. Les modalités d'insertion de ces jeunes ne sont pas encore bien définies. B.3.3. Les ONG-T ne sont pas toujours recrutés. Toutefois, les alternatives d'encadrement des EAF et des jeunes initiées, ont donné des résultats satisfaisants. B.4.1 La formation des membres des CRFAR est en retard. B.4.2 L'autonomisation des structures d'orientation et de conseil n'est pas encore acquise. La recherche d'autres partenaires techniques et financiers est déjà dans leur agenda. B.4.2 La participation des bénéficiaires dans la gestion paritaire au niveau des conseils national et régional FAR demeure satisfaisante. B.4.4 Le programme est novateur à Madagascar, la disponibilité et la qualité des prestataires de services intégrant la SNFAR restent des défis pour FORMAPROD. B.4.6 Beaucoup de chantiers sont une réplique des expériences réussies des autres projets du FIDA.

Appendice 2: Cadre logique

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Prévisions (RPE)	Réalisations %	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques
<i>Objectif Principal</i>					
L'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitants agricoles familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux (préparer les nouvelles générations de jeunes ruraux aux métiers de l'agriculture)	Index des biens des Ménages (RIMS)			Enquêtes de référence et évaluation d'impact	Contexte sociopolitique et économique stable Complémentarité et synergie avec les autres programmes/projets Pas de changement drastique de la politique nationale de développement rural
	Revenus des exploitations types suivies par les ROR			Enquêtes des réseaux d'observatoires ruraux	
	*Nombre d'EAF et MER faisant état d'une augmentation de revenus consécutive au projet			Enquêtes annuelles de revenus des ménages	
	Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles			Enquêtes de notoriété du programme	
	Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans ⁹			Rapports d'achèvement et d'évaluation du programme	
<i>Objectifs spécifiques</i>					
OS1 : Un système national de formation agricole soutenant le développement du secteur agricole	Niveau de mise en œuvre de la SNFAR			Rapports de suivi du MinAgri, SEETFP ET MEN	Respect des engagements des institutions de formation partenaires Participation active des acteurs de la FAR Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.)
	Niveau de participation des différents partenaires dans la mise en œuvre opérationnelle de la SNFAR			Enquêtes de référence et d'évaluation d'impact	
	*Nombre d'acteurs/ operateurs/ prestataires directement impliqués dans la mise en œuvre de la SNFAR			Enquêtes de suivi post-formation et post-installation	
OS2 : Un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux	Nombre et niveau de formation de jeunes ruraux et techniciens (h/f) formés			SNFAR et rapports de suivi de mise en œuvre	Adhésion et soutien actif des organisations de producteurs dans la promotion de la formation des jeunes Mobilisation dans les niveaux de qualité requis et les délais prévus de l'assistance technique internationale (ATI) prévue Intégration des savoirs produits par le programme dans le système SEGS avec l'appui de la CapFIDA Respect des leurs engagements des institutions de formation partenaires (notamment prise en charge
	Nombre de jeunes ruraux et d'EAF installés avec l'appui du programme FORMAPROD			Rapports du réseau national FAR	
	*Nombre de jeunes formés ayant trouvés un emploi			Compte-rendu des réunions des comités de pilotage régionaux et national	
	Cohérence des curricula/ outils de formation proposés aux demandes locales de formation			Rapports de supervision/ suivi du FIDA, sites internet FORMAPROD, SEGS et CAPFIDA	

⁹ La situation de référence est en cours et les données n'ont pas pu être validées au cours de la mission. Elles doivent cependant être renseignées avant la revue interphase du projet en 2015.

	Amélioration de la performance technique des EAF	Diagnostic territorial	progressive des frais de fonctionnement) Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.)
OS3 : L'augmentation de la productivité des EAF par la valorisation de la formation	<p>*Production additionnelle dans les pôles de production et nombre d'EAF formés faisant état d'une augmentation de la productivité</p> <p>*Efficacité : amélioration de l'accès des pauvres aux services financiers (RIMS)</p> <p>Nombre de producteurs bénéficiant d'un plus large accès aux marchés (RIMS)</p> <p>Taux d'utilisation et exploitation durable des infrastructures collectives de production (périmètres irrigués, pistes, infrastructures d'élevage, marchés agricoles) mises en place</p> <p>Revenus générés et durabilité des microprojets productifs</p> <p>Prix payés aux producteurs et réduction des pertes après récolte</p>	<p>Rapports d'activités et de suivi-évaluation</p> <p>Rapports de revue en cours et en fin de programme</p> <p>Rapports des PS et institutions partenaires (centres de formation, IMF)</p> <p>Etudes et enquêtes de référence</p> <p>Rapports d'activités et d'évaluation du programme</p> <p>Enquêtes de suivi post-formation</p> <p>Enquêtes de suivi post-installation</p> <p>Enquêtes et évaluation d'impacts</p>	<p>Adhésion et soutien actif des OP dans la promotion de la formation des jeunes</p> <p>Absence d'aléas climatiques majeurs</p> <p>Absences de délais majeurs dans la réalisation des travaux d'aménagement et autres infrastructures</p> <p>Prix des intrants commerciaux restent à des niveaux raisonnables</p>

Produits					
Composante 1 : APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (SNFAR)					
Le dispositif institutionnel de la SNFAR est déployé	Dispositif institutionnel de la SNFAR constitué	15	6	40%	
	Membres dispositif institutionnel renforcés en capacité	ND	75		
	dont femmes	ND	5		
Le CNFAR est fonctionnel avec un SE/CNFAR	Taux de réalisation du Plan d'action annuel pour la mise en œuvre du SNFAR	100	20	20%	
	Rapports de résultats du SE CNFAR remis à temps	16			
	Taux de réalisation du Plan d'action annuel du Réseau FARMADA	100	20	20%	
Le SE CNFAR est fonctionnel et le réseau FAR est appuyé	Acteurs du Réseau FAR national renforcés	ND			
	Dont femmes	ND			
	Cadres et responsables FAR formés/renforcés en capacités	180	52	29%	
Le capital humain du dispositif de mise en œuvre de la FAR est renforcé	dont femmes	25	2	8%	
	Ateliers nationaux d'échanges d'expériences réalisés	10			
	Rencontres régionales et interrégionales annuelles des cadres et acteurs de la FAR réalisées	120			
Les stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliqués dans la mise en œuvre de la FAR sont	Base de données des CEFAR établie et mise à jour	1	1	100%	
	Curricula/cursus de formation diffusés (référentiel)	14	6	43%	
	Matériels didactiques créés/améliorés et diffusés	ND			
	Formateurs FAR formés au niveau national	ND			

développés	dont femmes	ND		
	Diplômes et attestations revus et améliorés	ND		
	Dispositif de contrôle des institutions de FAR établi et opérationnel	1		
	Dispositif d'inspection et des outils de gestions des CEFAR mis en place et opérationnel	1		
Les mécanismes pérennes de financement de la FAR sont validés	Document de stratégie de la pérennisation du financement de la FAR est élaboré	1		
	Etudes juridiques et réglementaires de mise en place d'un fonds FAR réalisées	5		
	Système de financement adapté de la FAR mis en place et opérationnel (FDA/FRDA)	1		
	Guichet FAR mis en place et fonctionnel	13		
	Outils d'obtention de financements créés et utilisés	ND		
	Produits financiers développés par les IMF, adaptés aux besoins des jeunes et producteurs bénéficiaires	ND		
Un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR est opérationnel	Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place	240 000		
	Bénéficiaires du fonds de soutien aux initiatives FAR	ND		
L'UL et les EPR sont mises en place et opérationnelles	% occupation poste à pourvoir selon organigramme	100	100	100%
	Cadres et personnel d'appui du Programme FORMAPROD renforcés en capacité	ND	25	
	Dont femme	ND	4	
	Réunions de coordination UL réalisées	40	6	15%
	Réunions de coordination EPR réalisées	40	7	18%
	PTBA élaborés et remis dans le délai au FIDA	10	2	20%
Le système de suivi-évaluation et de pilotage du programme est mis en place et opérationnelles	Taux de réalisation physique du PTBA	75	57	76%
	Taux de décaissement du PTBA	75	40	53%
	Situation de référence disponible	1	1	100%
	Enquêtes d'évaluation et d'impact réalisées	24	1	4%
	Rapports périodiques élaborés et remis à temps au FIDA	30	4	13%
	Evaluation participative de planification réalisée	ND	2	
	Base de données S&E disponible et mise à jour	ND	1	
La gestion des savoirs et la communication aussi bien de la FAR que du programme sont effectives	Taux d'exécution du plan de communication FAR	100		
	Visiteurs de la page Web FAR	ND		
	Thématiques FAR diffusés	ND		
	Taux d'exécution du plan de communication FORMAPROD	100	10	10%
	Visiteurs de la page Web FORMAPROD	ND		
	Thématiques FORMAPROD diffusés	ND		
	Bonnes pratiques capitalisées	ND	1	
	Innovations mises à l'échelle	ND	1	
Composante 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX ET OPERATIONNALISATION REGIONALE DE LA FAR				
Les acteurs régionaux sont informés sur la FAR, la SNFAR et sa mise en œuvre	Taux d'exécution du plan régional de communication de la FAR	100	50%	1%

La Maitrise d'ouvrage de la FAR au niveau régional est appuyée	CRFAR créés et opérationnels	13	5	38%
	Acteurs régionaux renforcés en capacité (CRFAR, DRDR, STD, TTR, CSA/GUMS, Réseaux régionaux, autres...)	ND	116	
	Dont femme	ND	33	
	Schéma régional FAR élaboré et diffusé	13		
Le plan d'amélioration de la qualité de la FAR au niveau régional est mis en œuvre Le guichet FAR est opérationnel au niveau régional Les communes et OP ont mis en œuvre les plans d'action FAR	CEFAR adoptant la démarche "qualité de la FAR"	ND		
	Taux de décaissement du montant abondé	ND	25	
	Volet FAR intégré dans le PCD	300		
	Communes mobilisées sur la problématique de la FAR et l'apprentissage des jeunes	900	77	9%
Les élèves des écoles primaires et secondaires sont sensibilisés sur les métiers Agricoles Un dispositif de FAR de masse de proximité au niveau des communes est opérationnel	Taux de demandes des jeunes recensés satisfaites	100	34	34%
	Elèves du primaire et du secondaire bénéficiaires d'un enseignement pratique sur l'agriculture	450 000	1850	0%
	Dont jeunes filles	135 000		
	Jeunes ayant bénéficié de formation de proximité (CMR, Formation courte, apprentissage...)	100 000	575	1%
L'accès à la formation initiale destinée aux futurs exploitants agricoles est amélioré	Dont jeunes femmes	30 000	277	1%
	Personnes ressources locales (Tuteurs d'apprentis/MER Hôte) opérationnelles	2 000	43	2%
	Dont femme	600	12	2%
	Jeunes qualifiés aux métiers d'exploitants agricoles	4 700	50	1%
Deux établissements/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités afin de répondre aux exigences de la FAR	Dont jeunes femmes	1 400		
	Enseignants et Formateurs des CEFAR renforcés en capacité	250	1	0%
	Dont femmes	75		
	CEFAR renforcés	ND	5,5	
Les compétences des formateurs des CEFAR sont renforcées	CEFAR réhabilités/construits, renforcés (EASTA/IST)	26	0,2	1%
	Enseignants et Formateurs des EASTA/IST ayant renforcés leur capacité	65	3	5%
	Dont femmes	15	1	7%
	CEFAR privés réhabilités/construits, renforcés	ND	1,5	
L'accès à la formation des techniciens agricoles est facilité	Enseignants et Formateurs des CEFAR privés ayant renforcés leur capacité	ND	9	
	Dont femmes	ND		
	Lycée agricole construits/réhabilités, renforcés	1	1,5	150%
	Enseignants et Formateurs des Lycées agricoles ayant renforcés leur capacité	ND	2	
Les compétences des prestataires de services, CSA, OP, leaders paysans et ONG sont améliorés	Dont femmes	ND		
	Jeunes suivant le cursus de formation pour devenir techniciens auprès des CEFAR	1 500	5	0%
	Dont jeunes femmes	450	1	0%
	Cadres, Techniciens et Agents de développement en activité ayant améliorés leur capacité en pédagogie et	3 650	11	0%

	dans leur spécialité			
	Dont femmes	1 095		
	Membres OP, leaders paysans ayant améliorés leur compétence en management et leadership	6 500		
	Dont femmes	1 950		
Les futurs apprenants sont orientés sur leur projet professionnel	Personnes ressources formés en orientation dont CIP	4 000	27	1%
	Dont femmes	1 200	12	1%
	Jeunes apprenants orientés sur leur PP	100 000	1047	1%
	Dont jeunes femmes	30 000	299	1%
Les PP des jeunes sont suivis et accompagnés par des tuteurs	Tuteurs d'accompagnement assurant leur rôle	7 500		
	Dont femmes	2 250		
	Projets professionnels suivis et accompagnés par les tuteurs	100 000	45	0%
	Jeunes porteurs de projets suivis et accompagnés par les tuteurs	ND	65	
	Dont femme	ND	32	
Les paysans formateurs/animateurs sont motivés	Paysans formateurs/animateurs appuyés	760	20	3%
	dont femmes	228	6	3%
L'accès au financement des Projets Professionnels d'Insertion et d'Installation (PPII) des jeunes est facilité	Projets professionnels agricoles financés et suivis	16 000	34	0%
	Projets professionnels financés et suivis	28 900		
	Jeunes porteurs de projets financés et suivis	ND	34	
	Dont jeunes femmes	ND	9	
Composante 3 : AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES				
Les bonnes pratiques agricoles performantes sont acquises	EAF ayant bénéficié de renforcement de compétence (CEP, formations spécialisées et complémentaires, voyages d'échanges)	30 000	2804	9%
	Dont femmes	9 000	521	6%
Le capital productif des EAF est accru	EAF bénéficiaires des PCP	8 000	980	12%
	Dont femme	4 000	493	12%
	EAF bénéficiaires des PPP	12 000	147	1%
	Dont femme	6 000		
L'accès aux services agricoles indispensables est amélioré	Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes/Éleveurs-naisseurs ayant améliorés leur compétence	5	7	140%
	Dont femmes	ND		
	ACSA et Vaccinateurs villageois ayant améliorés leur compétence	150	61	41%
	Dont femmes	45		
	Artisans fabricants de matériel ayant améliorés leur compétence	30	5	17%
	Dont femmes	5		
Des partenariats commerciaux gagnant-gagnant sont établis	Jeunes et EAF bénéficiaires de marchés avec les opérateurs de marché	ND		
	Dont femmes	ND		
L'accès à des services financiers adaptés aux besoins des EAF et	Jeunes et EAF bénéficiaires de services financiers adaptés (FIR, FAPEX, FAI, FCM et FAE)	20 000	425	2%

MER est amélioré	Dont femmes	6 000
Les services publics connexes nécessaires au financement sont soutenus	Jeunes et EAF ayant obtenu leur CIN	ND
	Dont femmes	ND
	Jeunes et EAF ayant obtenu leurs certificats fonciers	ND
	Dont femmes	ND
La superficie des périmètres irrigués avec maîtrise d'eau est augmentée	PPI aménagés/réhabilités	6 000
	Dont nouveaux périmètres aménagés	1 800
	Zones de décrues aménagées	ND
	Jeunes et EAF attributaires des parcelles aménagées dont femmes	20 000
		6 000
Les initiatives pour valoriser la production sont développées	Infrastructures de production et de commercialisation construite/réhabilitée	90
Les zones de production sont désenclavées	Longueur de pistes réhabilitées	210
L'accès aux infrastructures communautaires d'élevage est amélioré	Ouvrages de franchissement construits	40
	Infrastructures communautaires d'élevage construites / réhabilitées	24

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
A. Composante I « Appui à la mise en œuvre de la SNFAR »		
1. Finaliser le plan opérationnel en précisant les différentes étapes et les résultats à atteindre.	DFAR	Décembre 2014
2. Communiquer le plan opérationnel finalisé aux différents acteurs et partenaires de la mise en œuvre de la SNFAR, notamment les CRFAR	DAFR	Avril 2015
3. Etablir un processus formel de validation de concertation et de validation et l'inclure dans le plan opérationnel de la SNFAR dès que la charte de partenariat est validée par le CNFAR	DFAR	Décembre 2014
4. Sortir la charte de responsabilité afin que les rôles dévolus à chaque institution soient clairs	DFAR	Décembre 2014
5. Préparer les TDR de l'étude sur un mécanisme de financement pérenne et poursuivre la capitalisation des expériences	DFAR, SE/CNFAR	Février 2015
6. Promouvoir l'établissement de contrat par objectifs entre l'UL et le SE/CNFAR d'une part et entre l'UL et la DFAR d'autre part pour la mise en œuvre de leurs activités respectives	DFAR, UL, SE/CNFAR	Janvier 2015
7. Soumettre au CNFAR en même temps les projets de textes sur l'organisation institutionnelle et l'organisation elle-même	DFAR, SE / CNFAR	Décembre 2014
8. Appuyer la mise en place du processus de consultation, de validation par la DFAR.	SE/CNFAR	En continu
9. Capitaliser les acquis durant la création de ces cinq CRFAR	DFAR, UL	
10. Mettre en place un plan de formation des cadres de la DFAR et de la CIM et organiser la formation de la DFAR en gestion / management et en communication et organiser la formation du personnel du SE/CNFAR	DFAR, CIM, SE/CNFAR	Juillet 2015
11. Rechercher un système de cofinancement et inclure le passage graduel à d'autres sources de financement et partenariats	DFAR, SE/CRFAR	Octobre 2015
12. Capitaliser les expériences des autres projets FIDA et systématiser la gestion des savoirs dans le cadre du SEGS/Zarafida	UL, EPR, CAPFIDA	Toute l'année
B. Composante II « Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux »		
13. Capitaliser la phase pilote CAPEPT/EFTP, impliquant tous les partenaires	EPR/EPIR, UL	Immédiat ; Juin 2015
14. Etablir une troisième convention avec l'UNESCO dans le plus bref délai pour ne pas retarder la mise en place et la mise à l'échelle des formations pour JRD en 2015	UL	Immédiat
15. Initier des consultations et la recherche participative pour définir un modèle CMR originale adaptée au contexte du pays	UL, EPR	Juin 2015
16. Faire une mise en commun et un échange d'expériences sur les sensibilisations dans les écoles primaires et secondaires	UL, EPR	Juillet 2015
17. Définir des modalités pour l'insertion économique et l'accompagnement d'installation des jeunes formés, suivi par l'établissement des conventions avec des partenaires.	UL, EPR	Avril 2015
18. Encourager et favoriser la soumission de projets professionnels par des EAF et des jeunes couples déjà installés	CIM, UL, EPR	Immédiat

C. Composante III « Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles »		
19. Inclure la capitalisation des actions de PPRR et de PROSPERER parmi les thématiques à capitaliser comme l'a suggéré la mission de suivi	UL/EPR	Immédiat
20. Accélérer la production des notes méthodologiques	UL/EPR	Février 2015
21. Capitaliser l'expérience d'AROPA concernant les services d'appui agricole	EPR	Immédiat
22. Faire le suivi de l'applicabilité de l'itinéraire technique dans le document de valorisation des CEP	UL/EPR	Avant fin août 2015
23. Effectuer une approche directe avec les IMF présente dans leurs pôles respectifs en attendant l'effectivité de l'approche adoptée par PAFIM notamment à travers la composante 2	UL/EPR	Immédiat
24. Initier les formations prévues pour les jeunes et EAF emprunteurs	UL/EPR	Mai 2015
25. Capitaliser les expériences des projets FIDA sur les services commerciaux et d'autres intervenants sous le leadership d'un EPR	UL/EPR	Janvier 2015
D. Amélioration de la coordination		
26. Etablir un calendrier réaliste et réalisable des recrutements restants.	UL, EPR	Immédiat
27. Assurer l'appropriation de l'approche processus au niveau des EPR,	UL, RSE central et régional	Dans les six prochains mois
28. Se doter d'un dispositif d'aide à la prise de décision comme un tableau de bord alimenté par des informations mensuelles tirées du système de suivi technique et financier	RSE	Dans les six prochains mois
E. Suivi-Evaluation Gestion des savoirs		
29. Compléter la situation de référence avec la base de données FARMADA	UL, FARMADA, CEFAR	Premier semestre 2015
30. Définir la matrice de responsabilités du système de suivi-évaluation dès validation de charte de partage des rôles par le CNFAR	UL, tous les acteurs	Juin 2015
31. Opérationnaliser le système de suivi-évaluation selon les détails fournis en annexe dans le rapport de la mission de supervision.	RSE/UL, CAPFIDA	2015
32. Formaliser le coaching méthodologique de la CAPFIDA pour la gestion des savoirs dans le cadre du SEGS/Zarafida	RSE, RT	Décembre 2014
F. Aspects fiduciaires		
33. Gérer de manière flexible les dépôts initiaux des unités régionales	RAF/UL/Comptables	Continu
34. Comptabiliser systématiquement les apports des bénéficiaires	UL/CNP	Continu
35. Préparer le PTBA suivant les défis et les contraintes	UL	15 décembre 2014
36. Effectuer une analyse croisée mensuelle	Unités régionales/UL	Mensuellement
37. Utiliser de manière efficiente le parc roulant à disposition	RAF/UL	Continu
G. Ciblage et équité genre		
38. Contracter un expert spécialisé en genre ; organiser programme de formation en genre pour tous les acteurs du Programme	UL	Mars 2015 Décembre 2015
39. Assurer une plus grande équité et suivi adéquate des femmes et jeunes bénéficiaires par agents de terre femmes à recruter	UL	Juin 2015
40. Etablir une fiche d'information aux populations pour expliquer les critères de sélection des jeunes	UL	Juin 2015

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

			Période: 01-01-14 au 30-11-14			Progrès effectif global	Objectif fixé RCF	%
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%			
Composante 1. APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (SNFAR)								
Sous-composante 1.1 Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR								
Le dispositif institutionnel de la SNFAR est déployé	Dispositif institutionnel de la SNFAR constitué	Nombre	7	5	71%	6	15	40%
	Membres dispositif institutionnel renforcés en capacité	personne	138	75	54%	75		
	dont femmes	personne	40	5	13%	5		
Le CNFAR est fonctionnel avec un SE/CNFAR	Taux de réalisation du Plan d'action annuel pour la mise en œuvre du SNFAR	%	50	20	40%	20	100	
Le SE CNFAR est fonctionnel et le réseau FAR est appuyé	Rapports de résultats du SE CNFAR remis à temps	Nombre				0	16	
	Taux de réalisation du Plan d'action annuel du Réseau FARMADA	%	50	20	40%	20	100	
	Acteurs du Réseau FAR national renforcés	personne	165	0	0%	0		
	Dont femmes	personne	0	0		0		
Sous-composante 1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR								
Le capital humain du dispositif de mise en œuvre de la FAR est renforcé	Cadres et responsables FAR formés/renforcés en capacités	personne	10	5	50%	52	180	29%
	dont femmes	personne	4	2	50%	2	25	
	Ateliers nationaux d'échanges d'expériences réalisés	Nombre	1	0	0%	0	10	
	Rencontres régionales et interrégionales annuelles des cadres et acteurs de la FAR réalisées	Nombre	0	0		0	120	
Les stratégies et outils de formation des établissements et institutions	Base de données des CEFAR établie et mise à jour	Nombre	1	1	100%	1	1	

impliqués dans la mise en œuvre de la FAR sont développés	Curricula/cursus de formation diffusé (référentiel)	Nombre	8	6	75%	6	14
	Matériels didactiques créés/améliorés et diffusés	Nombre	0	0		0	
	Formateurs FAR formés au niveau national	personne	0	0		0	
	dont femmes	personne	0	0		0	
	Diplômes et attestations revus et améliorés	Nombre	0	0		0	
	Dispositif de contrôle des institutions de FAR établi et opérationnel	Nombre	0	0		0	1
	Dispositif d'inspection et des outils de gestions des CEFAR mis en place et opérationnel	Nombre	0	0		0	1
Sous-composante 1.3 Appui aux systèmes de financement durables de la FAR							
Les mécanismes pérennes de financement de la FAR sont validés	Document de stratégie de la pérennisation du financement de la FAR est élaboré	Nombre	1	0	0%	0	1
	Etudes juridiques et réglementaires de mise en place d'un fonds FAR réalisées	Nombre	0	0		0	5
	Système de financement adapté de la FAR mis en place et opérationnel (FDA/FRDA)	Nombre	0	0		0	1
	Guichet FAR mis en place et fonctionnel	Nombre	0	0		0	13
	Outils d'obtention de financements créés et utilisés	Nombre	0	0		0	
	Produits financiers développés par les IMF, adaptés aux besoins des jeunes et producteurs bénéficiaires	Nombre	0	0		0	
Un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR est opérationnel	Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place	000 Ariary	0	0		0	240000
	Bénéficiaires du fonds de soutien aux initiatives FAR	Nombre	0	0		0	
Sous-composante 1.4 Pilotage, Suivi-évaluation et gestion de savoirs (SEGS) et Communication							
L'UL et les EPR sont mises en place et opérationnelles	% occupation poste à pourvoir selon organigramme	%	200	200	100%	100	100
	Cadres et personnel d'appui du Programme	personne	28	25	89%	25	

Le système de suivi-évaluation et de pilotage du programme est mis en place et opérationnelles	FORMAPROD renforcés en capacité						
	Dont femme	personne	7	4	57%	4	
	Réunions de coordination UL réalisées	Réunions	6	4	67%	6	40 15%
	Réunions de coordination EPR réalisées	Réunions	11	3	27%	3	40
	PTBA élaborés et remis dans le délai au FIDA	Nombre	3	1	33%	2	10 20%
	Taux de réalisation physique du PTBA	%	150	60	40%	60	75
	Taux de décaissement du PTBA	%	150	34	23%	34	75
	Situation de référence disponible	Nombre	1	1	100%	1	1
	Enquêtes d'évaluation et d'impact réalisées	Nombre	1	1	100%	1	24
	Rapports périodiques élaborés et remis à temps au FIDA	Nombre	4	3	75%	4	30 13%
	Evaluation participative de planification réalisée	Nombre	2	2	100%	2	
	Base de données S&E disponible et mise à jour	Nombre	1	1	100%	1	
	Taux d'exécution du plan de communication FAR	%	0	0		0	100
	Visiteurs de la page Web FAR	Nombre/an	0	0		0	
	Thématiques FAR diffusés						
	Taux d'exécution du plan de communication FORMAPROD	%	20	10	50%	10	100
	Visiteurs de la page Web FORMAPROD	Nombre/an	500	0	0%	0	
	Thématiques FORMAPROD diffusés	Nombre	1	0	0%	0	
	Bonnes pratiques capitalisées	Nombre	1	1	100%	1	
	Innovations mises à l'échelle	Nombre	1	1	100%	1	

Composante 2. FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX ET OPERATIONNALISATION REGIONALE DE LA FAR

Sous-composante 2.1 Management des dispositifs de FAR au niveau régional

Les acteurs régionaux sont informés sur la FAR, la SNFAR et sa mise en œuvre	Taux d'exécution du plan régional de communication de la FAR	%	5	1	11%	1	100
La Maitrise d'ouvrage de la FAR au niveau régional est appuyée	CRFAR créés et opérationnels	Nombre	5	5	100%	5	13
	Acteurs régionaux renforcés en capacité (CRFAR, DRDR, STD, TTR, CSA/GUMS, Réseaux régionaux, autres...)	Nombre	110	116	105%	116	
	Dont femme	personne	34	33	97%	33	
	Schéma régional FAR élaboré et diffusé	Nombre	5	0	0%	0	13
Le plan d'amélioration de la qualité de la FAR au niveau régional est mis en œuvre	CEFAR adoptant la démarche "qualité de la FAR"	Nombre	0	0		0	
Le guichet FAR est opérationnel au niveau régional	Taux de décaissement du montant abondé	%	100	25	25%	25	
Sous-composante 2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique							
Les communes et OP ont mis en œuvre les plans d'action FAR	Volet FAR intégré dans le PCD	Commune	13	0	0%	0	300
	Communes mobilisées sur la problématique de la FAR et l'apprentissage des jeunes	Commune	41	77	188%	77	900
	Taux de demandes des jeunes recensés satisfaites	%	50	34	68%	34	100
Les élèves des écoles primaires et secondaires sont sensibilisés sur les métiers Agricoles	Elèves du primaire et du secondaire bénéficiaires d'un enseignement pratique sur l'agriculture	personne	8300	1850	22%	1850	450000
	Dont jeunes filles	personne	2160	0	0%	0	135000
Un dispositif de FAR de masse de proximité au niveau des communes est opérationnel	Jeunes ayant bénéficié de formation de proximité (CMR, Formation courte, apprentissage...)	personne	800	575	72%	575	100000
	Dont jeunes femmes	personne	260	277	107%	277	30000
	Personnes ressources locales (Tuteurs d'apprentis/MER Hôte) opérationnelles	personne	84	43	51%	43	2000
	Dont femme	personne	15	12	80%	12	600
L'accès à la formation initiale destinée aux futurs exploitants	Jeunes qualifiés aux métiers d'exploitants agricoles	personne	600	50	8%	50	4700

agricoles est amélioré	Dont jeunes femmes	personne	0	0		0	1400
	Enseignants et Formateurs des CEFAR renforcés en capacité	personne	50	1	2%	1	250
	Dont femmes	personne	15	0	0%	0	75
	CEFAR renforcés	Nombre	8	6	69%	6	
Sous-composante 2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux							
Deux établissements/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités afin de répondre aux exigences de la FAR	CEFAR réhabilités/construits, renforcés (EASTA/IST)	Nombre	1	0	0%	0	26
	Enseignants et Formateurs des EASTA/IST ayant renforcés leur capacité	personne	12	3	25%	3	65
	Dont femmes	personne	4	1	25%	1	15
Les compétences des formateurs des CEFAR sont renforcées	CEFAR privés réhabilités/construits, renforcés	Nombre	2	1	50%	1	
	Enseignants et Formateurs des CEFAR privés ayant renforcés leur capacité	personne	30	9	30%	9	
	Dont femmes	personne	6	0	0%	0	
L'accès à la formation des techniciens agricoles est facilité	Lycée agricole construits/réhabilités, renforcés	Nombre	2	2	75%	2	1
	Enseignants et Formateurs des Lycées agricoles ayant renforcés leur capacité	personne	5	2	40%	2	
	Dont femmes	personne	0	0		0	
Les compétences des prestataires de services, CSA, OP, leaders paysans et ONG sont améliorés	Jeunes suivant le cursus de formation pour devenir techniciens auprès des CEFAR	personne	80	5	6%	5	1500
	Dont jeunes femmes	personne	21	1	5%	1	450
	Cadres, Techniciens et Agents de développement en activité ayant améliorés leur capacité en pédagogie et dans leur spécialité	personne	68	11	16%	11	3650
	Dont femmes	personne	7	0	0%	0	1095
	Membres OP, leaders paysans ayant améliorés leur compétence en management et leadership	personne	120	0	0%	0	6500
	Dont femmes	personne	34	0	0%	0	1950

Sous-composante 2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement à l'installation

Les futurs apprenants sont orientés sur leur projet professionnel	Personnes ressources formés en orientation dont CIP	personne	19	26	137%	26	4000
	Dont femmes	personne	7	11	157%	11	1200
	Jeunes apprenants orientés sur leur PP	personne	1235	1047	85%	1047	100000
	Dont jeunes femmes	personne	380	299	79%	299	30000
Les PP des jeunes sont suivis et accompagnés par des tuteurs	Tuteurs d'accompagnement assurant leur rôle	personne	230	0	0%	0	7500
	Dont femmes	personne	15	0	0%	0	2250
	Projets professionnels suivis et accompagnés par les tuteurs	Nombre	100	45	45%	45	100000
	Jeunes porteurs de projets suivis et accompagnés par les tuteurs	personne	100	65	65%	65	
	Dont femme	personne	30	32	107%	32	
Les paysans formateurs/animateurs sont motivés	Paysans formateurs/animateurs appuyés	personne	50	20	40%	20	760
	dont femmes	personne	15	6	40%	6	228
L'accès au financement des Projets Professionnels d'Insertion et d'Installation (PPII) des jeunes est facilité	Projets professionnels agricoles financés et suivis	Nombre	400	26	7%	26	16000
	Projets professionnels financés et suivis	Nombre	150	0	0%	0	28900
	Jeunes porteurs de projets financés et suivis	personne	551	26	5%	26	
	Dont jeunes femmes	personne	165	9	5%	9	

Composante 3. AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES

Sous-composante 3.1 Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole

Les bonnes pratiques agricoles performantes sont acquises	EAF ayant bénéficié de renforcement de compétence (CEP, formations spécialisées et complémentaires, voyages d'échanges)	personne	3500	2804	80%	2804	30000
	Dont femmes	personne	450	279	62%	279	9000
Le capital productif des EAF est accru	EAF bénéficiaires des PCP	personne	870	980	113%	980	8000

	Dont femme	personne	270	493	183%	493	4000
	EAF bénéficiaires des PPP	personne	450	147	33%	147	12000
	Dont femme	personne	168	0	0%	0	6000
L'accès aux services agricoles indispensables est amélioré	Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes/Éleveurs-naisseur ayant améliorés leur compétence	personne	41	7	17%	7	
	Dont femmes	personne	7	0	0%	0	
	ACSA et Vaccinateurs villageois ayant améliorés leur compétence	personne	100	61	61%	61	150
	Dont femmes	personne	6	0	0%	0	45
	Artisans fabricants de matériel ayant améliorés leur compétence	personne	20	5	25%	5	30
	Dont femmes	personne	0	0		0	5
Sous-composante 3.2 Accès aux services financiers et commerciaux							
Des partenariats commerciaux gagnant-gagnant sont établis	Jeunes et EAF bénéficiaires de marchés avec les opérateurs de marché	personne	150	0	0%	0	
	Dont femmes	personne	45	0	0%	0	
	L'accès à des services financiers adaptés aux besoins des EAF et MER est amélioré						
	Jeunes et EAF bénéficiaires de services financiers adaptés (FIR, FAPEX, FAI, FCM et FAE)	personne	1740	425	24%	425	20000
	Dont femmes	personne	150	0	0%	0	6000
Les services publics connexes nécessaires au financement sont soutenus	Jeunes et EAF ayant obtenus leur CIN	Nombre	0	0		0	
	Dont femmes	Nombre	0	0		0	
	Jeunes et EAF ayant obtenus leurs certificats fonciers	Nombre	0	0		0	
	Dont femmes	Nombre	0	0		0	

Sous-composante 3.3 Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole

La superficie des périmètres irrigués avec maîtrise d'eau est augmentée	PPI aménagés/réhabilités	Hectare	0	0	0	6000
	Dont nouveaux périmètres aménagés	Hectare	0	0	0	1800
	Zones de décrues aménagées	Hectare	0	0	0	
	Jeunes et EAF attributaires des parcelles aménagées	Nombre	0	0	0	20000
	dont femmes	Nombre	0	0	0	6000
Les initiatives pour valoriser la production sont développées	Infrastructures de production et de commercialisation construite/réhabilitée	Nombre	0	0	0	90
Les zones de production sont désenclavées	Longueur de pistes réhabilitées	Kilomètre	0	0	0	210
	Ouvrages de franchissement construits	Nombre	0	0	0	40
L'accès aux infrastructures communautaires d'élevage est amélioré	Infrastructures communautaires d'élevage construites / réhabilitées	Nombre			0	24

Récapitulation des réalisations par composante

	Taux de réalisation physique	Taux Atteinte produit	Budget prévu en 000 USD	Taux décaissement	Taux engagement
	55%	0%	6 894	40%	54%
1 - APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE SNFAR	60%	55%	1 860	70%	75%
<i>1.1 - Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR</i>	<i>53%</i>	<i>36%</i>	<i>222</i>	<i>19%</i>	<i>19%</i>
111. Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR	63%	46%			
112. Appui au fonctionnement du CNFAR	52%	40%			
113. Appui à la rationalisation du travail du SE/CNFAR et au réseau FAR national	25%	20%			
<i>1.2 - Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR</i>	<i>39%</i>	<i>55%</i>	<i>279</i>	<i>39%</i>	<i>41%</i>
121. Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre FAR	33%	33%			

122. Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la FAR	42%	88%			
<i>1.3- Appui aux systèmes de financement durables de la FAR</i>	0%	0%	7	0%	0%
FAR 131. Analyse et mise en place des mécanismes pérennes de financement de la	0%	0%			
(FDA/FRDA) 132. Etablissement d'un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR intégré					
<i>1.4 - Pilotage et S&E, gestion des savoirs et communication (SEGS)</i>	81%	65%	1353	85%	92%
141. Unité de pilotage/liaison et équipe régionale de programme	106%	62%			
142. Suivi-évaluation	88%	77%			
143. Gestion des savoirs	52%	50%			
2 - FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX ET OPERATIONNALISATION REGIONALE DE LA FAR	59%	43%	2 044	31%	38%
<i>2.1 - Management des dispositifs FAR au niveau régional</i>	75%	56%	530	33%	36%
211. Information et communication décentralisée	70%	11%			
212. Appui à la maîtrise d'ouvrage régionale	71%	76%			
213. Démarche « qualité FAR »	100%				
214. Structuration du guichet FAR/FRDA	65%	25%			
<i>2.2 - Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux</i>	73%	51%	904	41%	48%
221. Plan d'action communal	122%	85%			
222. FAR dans l'éducation primaire et secondaire	2%	11%			
223. Création de CMR	142%	77%			
224. Développement des EFAR	47%	20%			
<i>2.3 - Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</i>	28%	19%	205	10%	11%
231. Appui aux EASTA/IST	24%	17%			
232. Appui aux Centres de formation des techniciens et socio-organismes ruraux	33%	27%			
233. Appui aux lycées agricoles	36%	58%			
234. Appui aux prestataires, CSA et ONG	23%	5%			
<i>2.4 - Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement installation</i>	21%	51%	405	16%	32%
professionnels 241. Orientation professionnelle: suivi technico-économique de 100 000 projets	104%	114%			
242. Tutorat		43%			
243. Appui aux paysans animateurs pour les CEP	18%	40%			
244. Financement de l'insertion/installation: appui au montage de dossiers financiers auprès des institutions de micro-finance	3%	4%			

3 - AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES	44%	40%	2 989	28%	51%
<i>3.1 - Formation continue des EAF et Appui à l'amélioration de la productivité agricole</i>	<i>47%</i>	<i>52%</i>	<i>1785</i>	<i>32%</i>	<i>40%</i>
311. Formation continue des producteurs	55%	71%			
312. Appui à l'accroissement du capital productif des EAF	57%	82%			
313. Développement de services d'appui agricole	37%	21%			
<i>3.2 - Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux</i>	<i>54%</i>	<i>6%</i>	<i>906</i>	<i>15%</i>	<i>73%</i>
321. Animation, information et formation commerciales	80%	0%			
322. Facilitation accès aux services financiers adaptés	31%	12%			
<i>3.3 - Investissements productifs structurants dans les pôles de développement</i>	<i>15%</i>		<i>298</i>	<i>36%</i>	<i>51%</i>
331. Aménagements hydro-agricoles	78%				
332. Infrastructures de commercialisation et de transformation	5%				
333. Infrastructures de désenclavement des pôles de développement agricole	0%				
334. Infrastructures communautaires d'élevage	0%				

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Source de Financement	Approuvé (US\$'000)	Alloué (US\$'000)	Décaissé année 2013 (US\$'000)	Décaissé au 24/11/14 (US\$'000)	Décaissé Cumul au 24/11/14 (US\$'000)	% décaissement/ Alloué
Prêt FIDA	32 995	32 995	677,6	2 040,88	2 718,5	8,2%
Don FIDA	2 008	2 008	-	126,91	126,9	6,3%
Prêt Fonds Fiduciaires	18 830	18 830	390,4	223,19	613,6	3,3%
Prêt OFID	14 702	-	-	-	-	-
Gouvernement	7 923	7 923	100,3	355,33	455,6	5,8%
Autres Bailleurs potentiels	5 755	-	-	-	-	-
Bénéficiaires	3 878	-	-	-	-	-
Total	86 091	61 756	1 168,3	2 746,32	3 914,6	6,3%

Fig 1: Décaissements par source de financement (US\$'000)

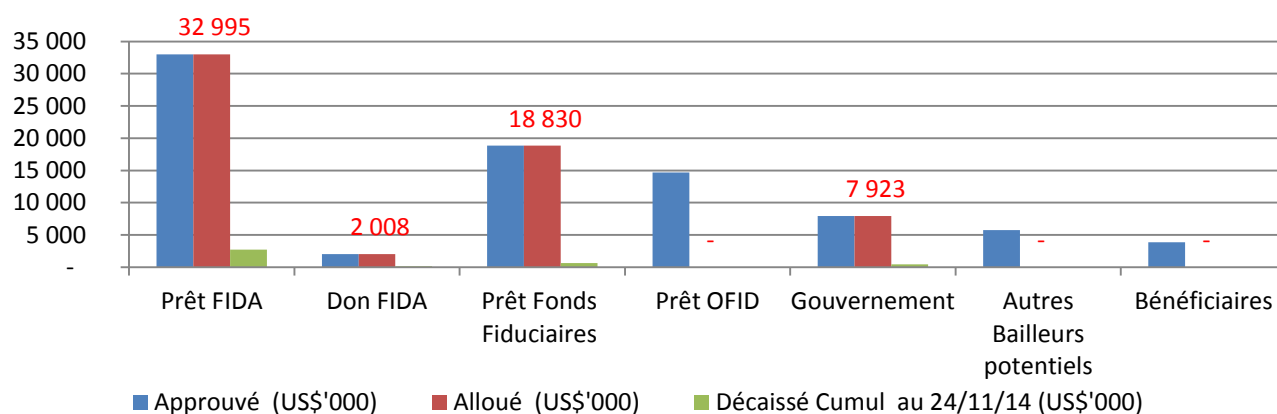


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Code	Prêt FIDA					Don FIDA				Prêt FF					Prêt OFID			Gouvernement					Autres Bailleurs potentiels			Bénéficiaires				
																														(1)	
Appui à la mise en place du système national FAR	Composante I	6 577	498	805	1 304	19,8	2 008	0	101	5,0	1 858	257	39	296	15,9	-	-	-	862	100	352	452	52,5	-	0,0	-	-	0,0	-	11 305,0	2 151,5
Opérationnalisation régionale du système de FAR	Composante II	14 313	50	536	586	4,1	0	0	25	0,0	14 401	41	62	103	0,7	-	-	-	2 580	0	1	1	0,0	-	0,0	-	-	0,0	-	31 294,0	714,8
Promotion des pôles de développement agricoles	Composante III	12 104	130	699	829	6,8	0	0	1	-	2 572	92	123	215	8,4	-	-	-	4 481	0	2	2	0,1	-	0,0	-	-	0,0	-	19 157,0	1 047,5
TOTAL		32 994	678	2 041	2 719	8,2	2 008	0	127	6,3	18 831	390	223	614	3,3%	0,0	0,0	0,0%	7 923	100	355	456	5,8	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	61 756,0	3 914,8	

- (1) Montant alloué
- (2) Montant décaissé au 31/12/13
- (3) Montant décaissé au 24/11/14
- (4) Montant décaissé cumul
- (5) Montant décaissé

Fig 2: Montants approuvés par composante (USD'000)

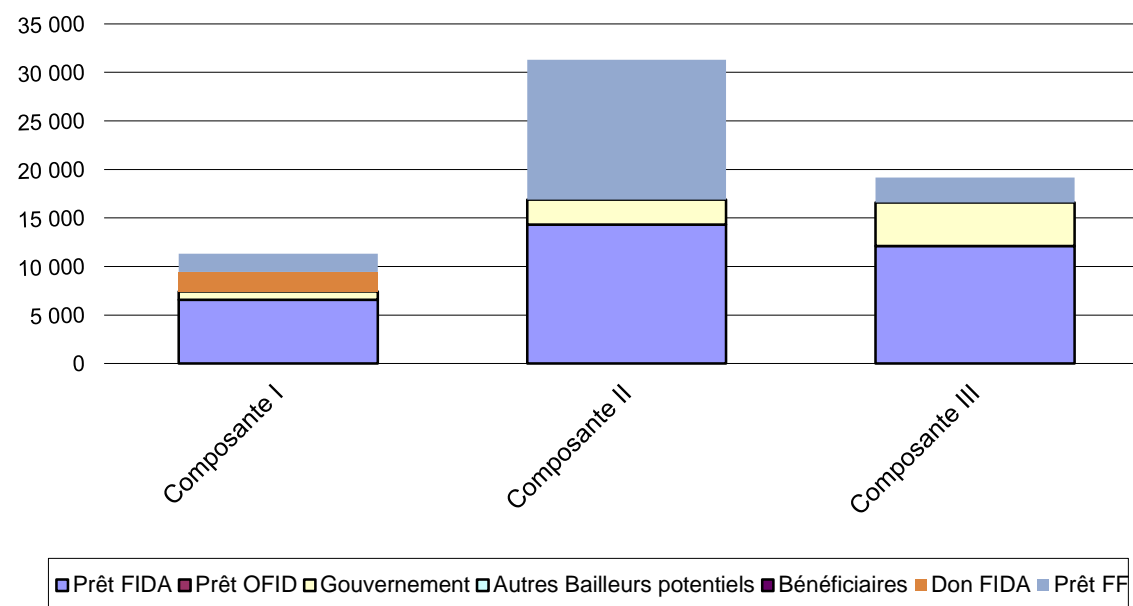
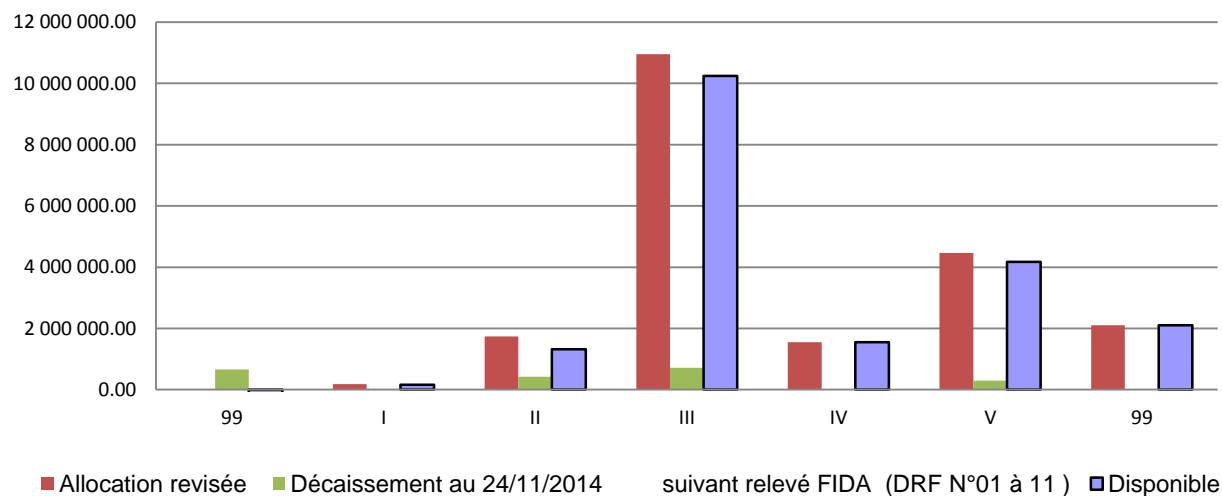


Tableau 5C : Décaissement du Prêt FIDA (en DTS au 24/11/14) avec dépôt initial

Code Accord de prêt	Code FIDA	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissement au 24/11/2014 suivant relevé FIDA (DRF N°01 à 11)	Disponible	Pourcentage de décaissement
99	075007	Dépôt initial sur Compte Spécial			667 164,80	-667 164,80	<i>non budgétisé</i>
I	121517	Génie civile et construction	180 000,00	180 000,00	22 219,40	157 780,60	12,3%
II	121518	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1 740 000,00	1 740 000,00	421 625,46	1 318 374,54	24,2%
III	121519	Formation et prestation de services	10 960 000,00	10 960 000,00	712 442,35	10 247 557,65	6,5%
IV	121520	Fonds de Développement Agricole	1 550 000,00	1 550 000,00	0,00	1 550 000,00	0,0%
V	121521	Coûts de fonctionnement	4 470 000,00	4 470 000,00	296 326,53	4 173 673,47	6,6%
99	121522	Non alloué	2 100 000,00	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	0,0%
Total			21 000 000,00	21 000 000,00	2 119 778,54	18 880 221,46	10,1%

Fig 3 : Décaissement Prêt FIDA en DTS



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date limite	Niveau d'exécution	Observations
Section B. 8	- Un compte du programme est ouvert en monnaie locale	avant entrée en vigueur	Fait	- Compte prêt et don disponibles
Section B.9	- L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme	avant entrée en vigueur	en cours	- Les dépôts sont faits et l'Emprunteur prend en charge les droits et taxes
Section E.1 (a) (b) (c)	- Recrutement du personnel clé de l'Unité de liaison - Préparation et soumission du manuel de procédures - Publication du texte réglementaire portant création du CNFAR	idem " "	Fait Fait Fait	- Le personnel est en place - Manuel disponible - CNFAR a été créé par arrêté interministériel N° 32 312 du 19 décembre 2012.
Annexe 1				
Chapitre II. A.2.2. B.4. B.5. B.6. C.8 C.10.2 C.10.3	Dispositions relatives à l'exécution - Création de l'Unité de Liaison - Création du SNFAR par voie réglementaire - Création du CRFAR par voie réglementaire - Au niveau communal, la FAR doit s'inscrire dans les PCD - Revues intermédiaires seront organisées selon le phasage - Partenariat avec UNESCO, AFD, OFID, Iles de la Réunion et Réseau FAR - Convention entre les Ministères concernés et les partenaires sur le s/programme de FAR géré par le SNFAR	idem nd " " " "	Fait Fait Fait En continu projet en année I en cours en cours	- Arrêté ministériel N°1 920/2014 du 24 Janvier 2014 - Arrêté régional N°001/2014/REG/AN 13 du 22/1/14 (Analamanga) - Arrêté régional No 024/2013/REG/ATS du 06/12/13 (Atsinanana) - Arrêté régional N° 039/2013/REG/AMM du 5/11/13 (Amoron'i Mania) La - La 1ère revue interphase est prévue en 2015 - Un projet de convention type est en cours de finalisation
Annexe 2				
Point 1 (c) Point 2.	- Le manuel de procédures devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le prêt, le don et le prêt fiduciaire - Le Coût de démarrage ne doit pas dépasser 200'000USD	nd	Fait 85 138,70 USD	- Le manuel des procédures validé est en place - Montant engagé pour Atelier de démarrage déjà présenté en DRF.
Annexe 3				
point 1. point 3. Point 4.	- Le programme établira un système de S/E performant - Recrutement du personnel - Egalité Genre	60 jours nd	Fait Fait Condition respectée	- Un SSE performant est en place - Personnel en place - 40% du personnel cadre sont des femmes

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Plusieurs niveaux d'apprentissage sont enclenchés et doivent maintenant conduire à la mise en place d'un système de gestion de savoirs, avec l'appui de la CapFIDA, notamment :

Apprentissage interrégional et inter-projets. La mission note que le processus d'apprentissage se met progressivement en place avec un partage entre les équipes régionales démarré avec le modèle de champ école paysan (CEP) depuis le projet AD2M. Ce schéma de partage et d'apprentissage doit se poursuivre en s'appuyant sur les spécialités thématiques des projets FIDA en cours : l'insertion professionnelle des jeunes depuis le modèle PROSPERER, les microprojets et la commercialisation depuis le modèle PPRR, le conseil agricole et les OP depuis le modèle AROPA.

Apprentissage depuis le niveau régional vers le niveau national. Le schéma ascendant d'apprentissage et de capitalisation est prouvé être efficace avec les premiers résultats palpables (voir innovations ci-dessous). Les approches et les méthodes testées par les EPR peuvent nourrir la réflexion et accélérer les négociations au niveau national.

Apprentissage depuis les actions pilotes. La formation de jeunes ruraux déscolarisés pilotée par l'UNESCO dans le cadre du programme CAPEPT doit maintenant permettre de tirer des leçons sur la manière d'identifier les jeunes, de les cibler, d'impliquer les communes et collectivités territoriales décentralisées et les parents dans l'orientation de ces jeunes. Puis, la sortie de la première cohorte en 2015 va rendre possible la capitalisation sur la formation en elle-même.

Apprentissage d'autres projets FIDA. Un apprentissage à plus grande échelle doit se lancer également pour apprendre des autres pays/projets FIDA tels que le modèle de Carrefour des Métiers Ruraux au Bénin ou sur les modalités de financement des projets professionnels de jeunes ruraux.

Innovation intéressante notée lors de la supervision

En matière d'innovation, le programme en lui-même est une innovation dans le sens où aucun programme similaire n'existait auparavant à Madagascar. Face à la durée assez longue nécessaire aux dialogues et à la mise en place des structures au niveau central, les EPR ont innové en termes d'approches et de méthodologies pour accélérer les résultats sur terrain :

1850 élèves des écoles primaires publiques dans la région Amoron'i Mania ont été sensibilisés aux métiers agricoles grâce à l'établissement direct du dialogue avec la Direction Régionale de l'Education Nationale, les circonscriptions scolaires et les écoles. 690 EAF et jeunes adhérents de l'agence de microfinance CECAM dans la région Melaky grâce à l'initiative de l'EPIR d'étendre les points de service dans cette région jamais touchée par les IMF auparavant. 171 EAF ont bénéficié de séances de formation sur site sur le thème de l'agriculture biologique et le commerce équitable dans la région Atsinanana. L'équipe d'animation commerciale y est en place. Une convention entre FRDA-FORMAPROD-DRDR a été signée par l'EPR Analamanga pour financer les projets professionnels des jeunes, les microprojets à coût partagé, les kits pour le développement des services agricoles de proximités (vaccinateurs villageois, artisans fabricants de PMA, pépiniériste, producteurs de semences). FORMAPROD identifie les projets et appuie l'élaboration du dossier technique, le FRDA finance les projets présentés par FORMAPROD et le DRDR fera le suivi de la mise en œuvre.

ANNEXES

Annexe 1 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de décembre 2013

RECOMMANDATION	Echéance	Etat d'avancement	Observations
1. Mettre en place officiellement tous les organes de la SNFAR	30/06/2014	Réalisé	5/5 arrêtés CRFAR établis SE recruté
2. Accélérer la préparation du plan opérationnel de mise en œuvre à court terme de la SNFAR	31/03/2014	Réalisé	Plan opérationnel validé mais à affiner en termes d'étapes
3. Finaliser la mise en place de l'UL, des EPR (incluant les cellules d'appui aux pôles)	28/02/2014	Réalisé	Personnel des EPR à étoffer
4. Dissocier temporairement, en 2014, la composante 1 des deux autres	Continu	Réalisé	
5. Adopter des processus formels de consultation, concertation et validation à chaque étape de la rénovation FAR	Immédiat	En cours	A inclure dans le plan opérationnel
6. Lancer les activités de gestion des savoirs soutenant le développement des offres de formation et le processus de la rénovation	31/03/2014	Démarré	Avec le recrutement du RT et des agronomes juniors
7. Affiner et finaliser la charte de partenariat	30/06/2014	En cours	A soumettre au CNFAR
8. Réviser les TDR des cadres UL/EPR et finaliser le transfert ou le recrutement des cadres	28/02/2014	Réalisé	TDR révisés et organigramme validé
9. Préciser les canaux de financement des différentes activités	30/04/2014	En cours	Financement ad hoc basé sur la capitalisation des expériences des projets
10. Organiser des ateliers d'échange et d'harmonisation pour les acteurs d'exécution de FORMAPROD	31/03/2014	Réalisé	
11. Mettre en place d'une manière concertée un processus formel de priorisation des actions pour le PTBA 2014	28/02/2014	Réalisé	Améliorer le mécanisme au niveau de FORMAPROD
12. Organiser les appuis aux EFAR selon les priorités du PTBA 2014	30/04/2014	Démarré	Elaboration du cadre de partenariat en cours
13. Mettre en place les réseaux FARMADA régionaux	30/04/2014	Réalisé	Réseaux fonctionnels pour 2/4 régions
14. Appuyer la préparation d'une manière participative des schémas régionaux FAR	30/09/2014	Réalisé	Formation - Action avec CRIPTIR. Cas EPIR-AA
15. Accélérer la phase expérimentale du projet de formation insertion de JRD réalisé conjointement par l'UNESCO et FORMAPROD	Continu	Réalisé	Formation de la première vague de JRD, rentrée en Aout 2014
16. Préparer un recueil de notes méthodologiques sur les activités phares de la composante 3 en liaison avec les activités de formation de la composante 2	30/04/2014	En cours	Seules la note sur le CEP est en cours de finalisation
17. Mettre à jour la répartition des responsabilités thématiques des projets pour la mise en œuvre de chaque sous-composante	Immédiat	En cours	A mettre à jour suivant les recommandations de la mission de supervision de novembre 2014
Exécution du Programme			
Coordination du Programme			
18. Initier une approche de gestion par étape et axée résultats (GAR), (PTBA, contrats, rapportage)	28/02/2014	Réalisé	Coupler avec l'approche processus
19. Affiner des indicateurs de suivi-évaluation en spécifiant les résultats qualitatifs des résultats quantitatifs	30/04/14	Réalisé	Des recommandations sur le système de suivi-évaluation sont en annexe II
20. Programmer et encadrer convenablement les consultations et assistance technique	Continu	En cours	
Aspects fiduciaires			
21. Décision formelle de création de l'UL et des EPR	31/12/2013	Réalisé	Organigramme validé par le FIDA
22. Etablissement des contrats et nomination du personnel clé de l'UL et des EPR	31/12/2013	Réalisé	Organigramme et TDR insérés dans les contrats
23. Demande ANO du FIDA pour recrutement d'un comptable UL	31/12/2013	Réalisé	Comptable UL opérationnel
24. Mise à jour du manuel de procédures comptable	31/01/2014	Réalisé	Sauf la partie « Gestion des conventions »
25. Mise à jour de la comptabilité du Programme (notamment enregistrement des frais de démarrage)	31/12/2014	Réalisé	Comptabilisation effectuée
26. Production et communication des états financiers intérimaires (arrêtés fin décembre 2013) au FIDA	31/01/2014	Réalisé	Etats financiers intérimaires envoyés au FIDA
27. Production d'un état de justification des comptes désignés	Continu	Réalisé	Etat de justification à jour
28. Régularisation de justification des dépenses non	31/12/2013	Réalisé	Réalisée avant l'audit

RECOMMANDATION	Echéance	Etat d'avancement	Observations
appuyées par des pièces probantes			
29. Etablissement de conventions types de partenariat et de subvention	28/02/2014	Réalisé	Acquis des autres projets capitalisés
30. Mise à jour du registre des contrats et communication FIDA	20/12/2013	Réalisé	Registre mis à jour
31. Régularisation des non objections pour marchés dépassant les seuils et les contrats gré à gré	20/12/2013	Réalisé	ANO régularisés
32. Intervention intérimaire au titre du premier audit et communication du rapport sur le contrôle interne au FIDA	30/06/2014	Réalisé	Audit effectué dans le temps et le délai convenus
33. Evaluation de l'opérationnalité de la Cellule administrative et financière	30/04/2014	Réalisé	Cellule administrative et financière opérationnelle

Annexe 2 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de suivi de juillet 2014

RECOMMANDATION	Echéance	Etat d'avancement	Observations
Evaluation d'ensemble du Programme			
Soumettre à la CIM et au CNFAR pour examen et validation l'ensemble du schéma d'organisation institutionnelle soit soumis	Décembre 2014	En cours	Validation auprès CNFAR
1. Elaborer la charte de partenariat des acteurs de la rénovation du dispositif FAR	Décembre 2014		Guide de partage des rôles fait en version provisoire. Validation auprès CNFAR
2. Finaliser le processus de recrutement du SE/CNFAR		Fait	
3. Mettre en place l'équipe du SE/CNFAR	Fin Novembre 2014	En cours	Sélection et entretien
4. Mettre à jour l'annuaire 2014 des CEFAR et diffuser la base de données et la cartographie des CEFAR	Décembre 2014	En cours	Annuaire fait; BD et cartographie en cours Formation sur BD et cartographie (DFAR/CIM) par DSAPSE (Stat Agri planification S&E)
5. Recruter un consultant pour l'élaboration d'un document de synthèse sur le mécanisme de financement existant de la FAR.	Décembre 2014	En cours	Document d'orientation sur les mécanismes de financement de l'installation pour une étude approfondie disponible Elaboration TDR d'un consultant pour une étude approfondie
6. Diffuser la note d'information trimestrielle sur la FAR	Décembre 2014	Non fait	Constitution d'un comité de lecture provisoire pour trois notes déjà établies
7. Coaching méthodologique pour accélérer les activités de gestion des savoirs	Décembre 2014	Non fait	Elaboration et diffusion de fiche de coaching
	à partir de janvier 2015		Visite exploratoire auprès de chaque EPR/Projet et
8. Affecter les animateurs régionaux aux Secrétariats techniques des CRFAR	Décembre 2014	En cours	Finalisation TDR animateur régional et proposition de schéma de fonctionnement par les CM
9. Capitaliser la phase pilote du programme CAPEPT/EFTP	Immédiat	Non fait	Collecte des rapports de chaque étape de mise en œuvre
10. Systématiser l'alphabétisation préalable à la FAR et inclure son coût dans le PTBA (2015)	Immédiat	En cours	Définition coût et temps d'intervention de l'alphabétisation
11. Accélérer la dynamisation des réseaux FARMADA régional	Immédiat	Fait	Diffusion liste membres réseaux FARMADA régionaux
12. Initier la sensibilisation FAR dans l'éducation primaire et secondaire par des activités hors classe	Immédiat	Fait	Partage entre EPR

RECOMMANDATION	Echéance	Etat d'avancement	Observations
13. Mener une étude d'affinage des appuis à l'installation des jeunes et des modalités pour les professionnels des jeunes et donner préférence aux projets familiaux des jeunes couples.	Immédiat	Fait	Partage par DFAR aux autres entités
14 Finaliser le processus de recrutement de l'ONG-T	à partir de janvier 2015	En cours	Contractualisation avec ONG-T
15. Reconduire les contrats actuels des CA pour une période additionnelle de trois mois		Fait	
16. Recruter un expert spécialisé dans la conduite des CEP	Décembre 2014	Non fait	Elaboration d'un guide opérationnel
17. Organiser un atelier de formation pour les ONG-T pour harmoniser les méthodologies de conduite des CEP	à partir de janvier 2015	Non fait	Recrutement ONG-T
18. Organiser un voyage d'échanges d'expériences sur les CEP dans les zones d'intervention du projet AD2M		Fait	
19. Recruter un consultant pour réaliser une étude de capitalisation des expériences d'animation commerciale des projets FIDA et d'autres intervenants	Décembre 2014	Fait	Note de capitalisation des expériences d'animation commerciale des projets FIDA et d'autres intervenants
20. Ajuster les Tdr du pool d'animateurs commerciaux en fonction des conclusions de l'étude de capitalisation	Immédiat	Fait	Partage entre EPR
Gestion administrative et financière			
21. Accélérer l'acquisition des matériels et équipements pour les établissements et centres de formation agricole et rurale chargés d'encadrer les formations des jeunes déscolarisés et les petits producteurs.	Décembre 2014	En cours	Chaque Entité a une personne chargée de la passation des marchés pour accélérer l'acquisition des matériels et équipements pour les établissements.
22. Insérer les modalités de gestion des conventions dans le manuel de procédures	Décembre 2014	En cours	La mise à jour du Manuel est en cours tenant compte des expériences des projets FIDA notamment du Manuel du projet AROPA. Un consultant spécialiste a été recruté.
23. Adresser une note explicative à CFS/FIDA sur la mise à jour de la comptabilité du programme	Décembre 2014	Fait	Note explicative envoyée le 01/09/14 à Mr le CPM avec copie CFS/FIDA.

RECOMMANDATION	Echéance	Etat d'avancement	Observations
24. Etablir des conventions types de partenariat dans le cadre de l'appui de la CAPFIDA sur le partage et la capitalisation des expériences des autres projets FIDA.	Décembre 2014	En cours	Le Programme FORMAPROD a capitalisé les expériences des autres projets FIDA notamment celles de AROPA, les conventions types seront annexés au Manuel.
Suivi - Evaluation			
25. Mettre à jour le plan opérationnel de la SNFAR sous forme de cadre de résultats pluriannuels selon la gestion axée sur les résultats	Décembre 2014	En cours	Formation GAR aux membres CIM et équipes DFAR
Partenariat			
26. Formaliser le partenariat avec l'île de la réunion et finaliser le mécanisme de coordination des partenaires français		Fait	
Ciblage et équité genre			
27. Respecter les limites d'âge et critères de sélection (exception permis jusqu'à 29 ans) et les quotas établis pour la participation des femmes.	Janvier 2015	En cours	Note sur le ciblage et la prise en compte du genre
28. Réaliser une mission courte d'un expert spécialisé en genre et organiser des formations en genre pour tous les acteurs du programme	Fin Janvier 2015	Non fait	Organisation d'une journée de partage par les missionnaires et points focaux en genre
29. Organiser atelier participatif au niveau des communes et régional sur résultats ciblage et genre	Immédiat	En cours	Partage entre EPR
30. Mettre en place une capitalisation continue et partage d'information et chercher collaboration avec des instituts de recherche	Mars 2015	En cours	Note de capitalisation sur l'Agriculture familiale
Aspects fiduciaires			
31. Accélérer la transmission des DRF au FIDA		Fait et action continue	DRF présentée au FIDA dès que le seuil de 30% du dépôt initial est atteint
32. soumettre au FIDA, le PTBA 2015 au plus tard avant le 15 décembre 2014		Fait	

Annexe 3 Tableau des recommandations en vue de l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation sur l'année 2015

Recommandations	Echéance	Responsabilité
<p>1. Compléter la situation de référence du projet par une situation de référence détaillée de la FAR</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enrichir la BDD et la cartographie des CEFAR/FARMADA pour capturer la situation actuelle des établissements en termes de : filières, capacité d'accueil, coûts, profil des élèves, offres de formation, qualité des enseignants, qualité de l'organisation de l'établissement, etc. - La situation actuelle en termes de demandes de formation et d'offres disponibles, l'adéquation entre offre et demande. - Associer le/la responsable suivi-évaluation du SE/CNFAR dans l'établissement de cette situation de référence et associer un(e) assistant(e) technique international(e) spécialiste S&E/FAR. <p>Cet exercice permettra de renseigner à mi-parcours et en fin de projet si FORMAPROD a réellement contribué à la rénovation de la FAR et aux objectifs de la SNFAR.</p>	Semestre 1	DFAR, SE/CNFAR, UL, FARMADA
<p>2. Mettre à jour les indicateurs et sélectionner les indicateurs RIMS/SYGRI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluer les indicateurs sur la base des premières expériences des 18 mois du projet pour relever leur pertinence, leurs sources de vérification. Les systèmes les plus simples sont les plus efficaces. - Intégrer les indicateurs RIMS/SYGRI dans la liste des indicateurs (au moins deux indicateurs par composante) de niveau 1 et 2 et les indicateurs d'impact issus de la situation de référence (niveau 3) - Désagréger et renseigner le nombre de bénéficiaires (RIMS/SYGRI) par sexe, par âge, par niveau d'études et par situation matrimoniale/familiale et par catégorie d'EAF (comp. 3) – nombre de personnes, de ménages ou de groupements – et selon les différentes catégories du FORMAPROD : <ul style="list-style-type: none"> i) les jeunes ruraux (garçons et filles) déscolarisés avec des responsabilités familiales (18-25 ans environ) ou dépendent encore de leurs parents (14-18 ans), avec un quota de 30% pour les jeunes filles mères; ii) les jeunes de niveau secondaire souhaitant se spécialiser dans des métiers d'appui-conseil aux ruraux; iii) les jeunes de niveau secondaire voire universitaire qui désirent retourner dans leur région ; iv) les petites EAF de niveau 1 à 3. <p>Cet exercice permet de s'assurer que le projet s'adresse à ces groupes-cibles et d'adopter des objectifs annuels appropriés et des mesures de ciblage appropriées selon les résultats obtenus.</p>	Trimestre 1	RSE, CapFIDA
<p>3. Définir la matrice des responsabilités du système de suivi-évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mener des consultations et des ateliers participatifs pour définir les besoins d'informations au niveau local, régional et national et se concerter sur la quantification/qualification des avancements et résultats de chaque ligne d'activité - Convenir du système de gestion de l'information (SGI) : qui informe 	Trimestres 1 et 2	UL, RSE et RT

Recommandations	Echéance	Responsabilité
qui, à quelles périodes, sous quelles formes (responsabilités, périodicités et formats)		
4. Harmoniser les outils et les approches de collecte, traitement et rapportage des données - Sur la base des indicateurs mis à jour et des expériences à chaque niveau (local, régional, national), définir les outils les plus appropriés ainsi que les approches à adopter (ateliers participatifs, équilibre entre quantitatif et qualitatif, place donnée aux bénéficiaires pour piloter le projet) - Les intégrer dans une plateforme ou système de gestion des savoirs	Trimestre 1 et 2	UL, RSE et RT, EPR
5. Créer la base de données du projet avec formation des équipes et mise en ligne - Sur la base des étapes précédentes, créer la base de données du projet basée sur trois axes de S&E : i) le suivi des jeunes (de la formation à l'installation/insertion sur les marchés), ii) l'évolution de la FAR (suivant BDD CEFAR/FARMADA) iii) et la production et les marchés au niveau des pôles et des régions	Trimestre 1 et 2	UL/EPR avec prestataire spécialisé
6. Mener les analyses au niveau de l'UL, SE/CNFAR pour le pilotage - La BDD doit permettre de faire des requêtes simples et des analyses croisées pour que l'UL puisse définir des orientations stratégiques. - Les analyses consolidées sont communiquées en interne et en externe dans les régions et auprès des partenaires.	Trimestre 2	RSE, RT et RUL
7. Renforcer la capacité du RSE/RT/UL et des RSE régionaux - Planifier des formations en S&E, gestion des savoirs et communication - Planifier la participation du RSE/RT/UL aux regroupements régionaux du FIDA (Afrique de l'Ouest et du Centre ou Afrique orientale et australe) et aux formations offertes par le FIDA en termes de S&E, GS et Communication - Renforcer la communauté de pratique (CoP) avec les RSE des autres projets FIDA	Toute l'année	RSE, RT, FIDA, CapFIDA
8. Suivre le modèle de regroupement trimestriel des RAF pour l'année 2015 - Pour le premier et deuxième trimestre : pour travailler sur les chantiers 1, 2, 3 et 4 - Pour le troisième trimestre : pour le chantier 5, former et tester la BDD - Pour le quatrième trimestre : pour se préparer aux ateliers de SE participatifs et restituer aux acteurs les mises à jour du SSE	Toute l'année	RSE/RT avec appui RAF
9. Faire appel à une assistance technique internationale spécialisée dans le S&E de la FAR et les jeunes - Formuler des TDRs pour obtenir de l'expertise sur chacun des chantiers mentionnés et pour également appuyer/lancer le S&E du SE/CNFAR avec pour livrable principal un SSE mis à jour et opérationnel - Travailler avec l'UL sur les réflexions menées sur l'évaluation de la formation, évaluer la proposition faite dans le document de conception de projet d'utiliser le modèle Kirkpatrick (cf. DT2 §107)	Deuxième trimestre	RSE et CapFIDA

Annexe 4 - Taux de réalisation du PTBA 2014 au 30 novembre 2014 en '000 USD

Composante	Code	CONSOLIDEE				
		PTBA 2014	Décaissement	% Décaissement	Engagement	% avec Engagement
Composante I - Appui à la mise en place du système national FAR	I					
SC-11 : Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/ CNFAR	11	222,20	42,53	19,1%	0,00	19,1%
SC-12 : Amélioration des dispositifs de FAR	12	278,69	109,82	39,4%	4,00	40,8%
SC-13 : Financement des systèmes de FAR	13	6,52	0,00	0,0%	0,00	0,0%
SC-14 : Pilotage et Suivi évaluation, communication et gestion des savoirs	14	1 352,88	1 144,47	84,6%	103,21	92,2%
Total Composante I		1 860,29	1 296,83	69,7%	107,21	75,5%
Composante II - Opérationnalisation régionale du système FAR	II					
SC-21 : Management des dispositifs FAR au niveau régional	21	529,6	173,1	32,7%	19,1	36,3%
SC-22 : Formation des jeunes ruraux	22	904,5	366,7	40,5%	66,9	47,9%
SC-23 : Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	23	204,5	20,2	9,9%	2,2	11,0%
SC-24 : Projets professionnels des jeunes formés	24	405,5	63,9	15,8%	64,5	31,7%
Total Composante II		2 044,07	623,98	30,5%	152,74	38,0%

Composante	Code	CONSOLIDEE				
		PTBA 2014	Décaissement	% Décaissement	Engagement	% avec Engagement
Composante III - Promotion des pôles de développement agricole	III					
SC-31 : Appui à l'amélioration de la productivité agricole	31	1 785,4	577,9	32,4%	128,4	39,6%
SC-32 : Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	32	906,1	139,5	15,4%	236,6	41,5%
SC-33 : Investissements productifs structurant dans les pôles agricoles	33	297,8	108,2	36,3%	43,8	51,0%
Total Composante III		2 989,29	825,50	27,6%	408,88	41,3%
TOTAL GENERAL		6 893,65	2 746,31	39,8%	668,84	49,5%

Annexe 5 Liste des dépenses des demandes de retraits de fonds et de DRF

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en DTS	Taux de Change \$US/DTS	Equivalent \$US					
							Cat.I 121517	Cat.II 121518	Cat.III 121519	Cat.IV 121520	Cat.V 121521	Total
01CS	18-juin-13	USD	1 000 000,00	5-juil.-13	667 164,80	1,498900						1 000 000,00
02CS	9-oct.-13	JPY	16 765 634,00	7-nov.-13	112 569,85	1,532400		172503,16				172 503,16
03CS	3-janv.-14	USD	99 912,94	29-janv.-14	64 953,61	1,538200		5195,05	48 762,94		45 954,95	99 912,94
04CS	18-mars-14	USD	336 427,35	4-avr.-14	218 055,77	1,542800		51 353,00	210 993,57		74 080,78	336 427,35
05CS	25-juil.-14	USD	326 676,70	25-août-14	214 687,25	1,521600		42193,23	178 542,29		105 941,18	326 676,70
06CS	8-août-14	USD	75 000,00	4-sept.-14	49 562,86	1,513200			75 000,00			75 000,00
07CS	29-août-14	USD	190 235,00	17-sept.-14	126 671,33	1,501800			190 235,00			190 235,00
08CS	29-août-14	USD	376 153,38	22-sept.-14	251 321,83	1,496700	5 840,19	57 405,60	126 964,15		61 111,89	251 321,83
09CS	19-sept.-14	JPY	10 741 179,00	7-oct.-14	67 712,83	1,482400		100 375,47				100 375,47
10CS	19-sept.-14	USD	99 425,76	3-oct.-14	67 035,08	1,483200		99 425,76				99 425,76
11CS	28-oct.-14	USD	410 834,77	19-nov.-14	280 043,33	1,467000	24 028,95	77 036,45	181 108,96		128 660,41	410 834,77
12CS	18-nov.-14	USD	317 121,20									

Annexe 6 Suivi des contrats. Année 2014 (en USD)

SITUATION	PRESTATIONS INTELLECTUELLES		FOURNITURES ET SERVICES		TRAVAUX		TOTAL	
	Nombre	Montant USD	Nombre	Montant USD	Nombre	Montant USD	Nombre	Montant USD
Contrats signés	120	1 321 631	20	212 816	10	296 899	150	1 831 346
Contrats accomplis / achevés	54	507 175	11	94 500	7	90 118	72	691 793
Contrats en cours	66	814 456	9	118 316	3	206 781	78	1 139 553

Annexe 7 Situation des recommandations de la mission d'audit des comptes de l'exercice 2013

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
<p>FONCTIONNEMENT GENERAL DU PROGRAMME L'organigramme du Programme consigné dans le manuel de procédures s'appuie sur un dispositif régional, en veillant à la complémentarité avec les autres projets FIDA ; ainsi, le coordonnateur (UL) du Programme n'est pas en position hiérarchique par rapport aux coordonnateurs des EPR's ; le risque est que les EPR's ne s'approprient l'unicité de vue des objectifs du Programme.</p>	<p>Nous recommandons au Programme de procéder à la revue de l'organigramme reflétant une unicité de vues pour la réalisation des objectifs du Programme avec des descriptions de poste bien claires (mission, objectifs, résultats attendus, finalité, critères de performance, attributions, etc.).</p>	<p>Programme (UL et EPR's)</p>	<p>L'organigramme final a eu l'avis de non objection suivant paragraphe 59 et page 11 du rapport de mission de suivi du FIDA au mois de juillet 2014.</p>
<p>SYSTEME ET ORGANISATION COMPTABLE Au titre de l'exercice sous revue (2013), un retard important a été relevé dans la production des états financiers consolidés du Programme pour audit et il a été noté l'absence de calendrier de consolidation et de production des états financiers.</p> <p>Au cours de l'exercice 2013, l'Unité de Liaison n'a pu procéder à la vérification périodique des écritures comptables passées par les Equipes du Programme Régionales. Les illustrations ci-après ont été relevées au cours de la période sous revue : Ecriture de doublon (charge : consommation téléphonique du mois de novembre 2013 pour 193.205,00 Ar) au niveau de l'EPR Amoron'i Mania ; Des erreurs d'imputation comptables (EPR's Melaky / Menabe, Analamanga) ;</p>	<p>L'élaboration d'un calendrier de production périodique des états financiers est vivement conseillée. Une étroite collaboration entre l'Unité de Liaison et les EPR's.</p> <p>Bien que les équipes du Programme régionales jouissent d'une autonomie de gestion, des vérifications devraient être effectuées périodiquement par l'équipe au niveau national (UL).</p>	<p>Programme (UL et EPR's)</p> <p>Programme (UL et EPR's)</p>	<p>Le calendrier de finalisation a été établi mais non respecté du fait du volume des améliorations apportées et l'occupation à des diverses missions de suivi de FORMAPROD avant l'édition des états financiers définitifs. Un plan d'action sur l'amélioration est déjà mis en place pour toute édition des états financiers.</p> <p>Quatre (04) missions d'appui et de vérification ont été réalisées pour les 04 Entités régionales du Programme FORMAPROD au cours du deuxième semestre 2014.</p>

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
Des écritures de préfinancements ont été effectuées par les EPR's Melaky/Menabe et Atsinanana/Analanjirifo alors que les écritures de préfinancement des dépenses avant la date de mise en vigueur de l'Accord de Prêt du 08 mai 2013 devraient être passées par l'UL.			
GESTION DES IMMOBILISATIONS Les états d'inventaire des immobilisations au 31 décembre 2013 et les fiches de détenteurs établies en avril 2014 relèvent que les détenteurs des immobilisations ne sont pas clairement définis pour certains matériels. A titre d'illustrations les matériels suivants : Un téléphone portable SAMSUNG Galaxy Un ordinateur de bureau DELL Un ordinateur portable TOSHIBA	Nous recommandons la mise à jour des fiches de détenteur en cas de changement, afin d'obtenir une traçabilité des biens détenus par l'entité.	Amoron'i Mania	Recommandation prise en compte
GESTION DE STOCKS Au titre de l'exercice sous revue (2013), un cumul de fonctions incompatibles a été relevé au niveau de la gestion de stocks, en effet le comptable est également chargé de la tenue des stocks. Or selon le Manuel des procédures administratives, financières et comptables au point IV-Gestion des stocks : « La Secrétaire de direction assure la garde ainsi que l'exactitude et la régularité, notamment sur les opérations d'entrées et de sorties ». L'EPR Atsinanana/Analanjirifo ne tient pas de fiches de stocks pour les fournitures et consommables.	La recommandation porte sur le respect du manuel de procédures. Des actions de progrès sont requises en matière de gestion de stocks au niveau de l'entité concernée.	Amoron'i Mania Atsinanana / Analanjirifo	L'EPR Amoron'i Mania a recruté une secrétaire, notifiée en avril 2014 pour assurer la séparation des tâches au niveau de service comptabilité. Depuis janvier 2014 après le recrutement d'une assistante administrative, un système de gestion de stocks de fournitures est déjà mise en place.

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
<p>GESTION DE TRESORERIE Cumul de fonctions incompatibles au niveau de la gestion de la caisse, le comptable est le seul chargé de la tenue de la petite caisse. Les vérifications inopinées ne sont pas effectuées ou ne sont pas matérialisées. Selon le Manuel des procédures administratives, financières et comptables au point 1.2 – Gestion financière – c – Paiement sur petite caisse : « Des vérifications inopinées des espèces en caisse devraient être effectuées par le RAF ou le comptable régional pour s'assurer de la bonne tenue de la Caisse. Ces vérifications doivent être indiquées sur le livre de caisse et matérialisées par un procès verbal d'arrêté de caisse »</p>	<p>Nous recommandons aux entités concernées de mettre en place des mesures idoines permettant de renforcer les points de contrôle interne de la petite caisse.</p>	<p>Amoron'i Mania Melaky/Menabe Analamanga</p>	<p>Cumul de fonction déjà levé après recrutement des secrétaires administratives. Pour l' EPR MM la secrétaire pour le moment est en congé de maternité, la caisse est tenue par le comptable et approuvée par le Coordonnateur. Vérification inopinée de caisse déjà matérialisée au niveau de chaque EPR</p>
<p>SUIVI DES DEMANDES DE RETRAIT DE FONDS Les comptables au niveau des EPR's ne tiennent pas de registre de DRF's envoyées au niveau de l'Unité de Liaison. Or, selon le manuel de procédures administratives, comptables et financières au point 1.2 – Gestion financière – Compte d'opérations : « la tenue d'un registre de suivi des DRF envoyées à l'UL est obligatoire pour chaque EPR ».</p>		<p>Amoron'i Mania, Melaky/Menabe, Analamanga</p>	<p>Tous les EPR ont déjà leur registre de suivi des DRF envoyés à l'UL depuis juin 2014.</p>
<p>PASSATION DE MARCHES La revue de la passation de marchés a permis de relever quelques points :</p> <p>Demande d'A.N.O. postérieure à l'attribution du marché de Consultants : l'attribution des marchés ci-après n'a pas fait l'objet de demande d'avis de non objection du FIDA qu'en date du 26 mai 2014. Or, selon le manuel de procédures au point V-Examen par le FIDA des décisions en matière de passation des marchés : « Le Fonds</p>	<p>Compte tenu des seuils de passation de marchés applicables au Programme, l'adoption d'un mode de sélection différent de celui préalablement convenu devra faire l'objet d'un ANO précédé d'un exposé des motifs bien clarifié dans une DANO correspondante.</p>	<p>Melaky Menabe</p>	<p>ANO déjà obtenu.</p>

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
<p>procédera à un examen préalable dans le cas d'attribution de tout contrat à des services de consultants dont le coût est estimé à 10.000 USD ou à une valeur équivalente ou supérieure. » :</p> <p>Diagnostic et faisabilité des 17 Périmètres Irrigués dans 8 communes du district de Maintirano (Convention N°01/2013/MinAgri/SG/FORMAPROD du 16/07/2013 avec le consultant Chabaud CLAUDE de 39.375.000,00 Ar soit 17.900 USD) ;Diagnostic et faisabilité des périmètres irrigués dans 4 communes ruraux complémentaires et de la réalimentation des 3 autres périmètres irrigués dans le district de Maintirano (Convention N°04/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPR MM du 15/10/2013 avec le consultant Chabaud CLAUDE de 27.135.000,00 Ar soit 12.330 USD) ;Etude socio-économique des communes du district de Maintirano (Convention N°02-2013/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPR-MM du 16/07/2013 avec le consultant RAMBOARISON Rivo Andrianarijaona de 37.055.280,00 Ar soit 16.840 USD).</p> <p><u>Offre du fournisseur et livraison de matériel non conforme aux spécifications techniques exigées</u> : l'acquisition de l'ordinateur portable MACKBOOK AIR "11" a été effectuée auprès du fournisseur moins disant selon le rapport d'analyse des offres (APPLE STORE : 3.750.000,00 Ar) alors que les spécifications techniques ne correspondent pas à celles demandées (Capacité disque dur : 128Go au lieu de 500 Go).</p>		Amoron'i Mania	Après l'évaluation, le montant de l'offre correspondant à la spécification technique demandé est trop élevé. C'est ainsi que la commission a décidé d'attribuer l'offre au fournisseur moins disant. Un procès-verbal a été préparé pour cette décision de la commission. Le PV est déjà transmis à l'auditeur

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
<p>REVUE DES DEPENSES</p> <p>La revue des dépenses du Programme au titre de l'exercice 2013 a permis de relever quelques faiblesses : La date d'émission du Bon de Commande (15 août 2013) est ultérieure à la date de la facture d'achat du 15 juillet 2013 (Cas de l'acquisition de matériels informatiques auprès du fournisseur OPTIMUS Group).</p> <p>Pour les préfinancements effectués par le Projet PPRR, les factures d'achats (produits d'entretien, fournitures de bureau et consommables informatiques, pneus) sont libellées au nom du Projet PPRR. A titre d'exemples :</p> <p>FACTURE N° A-0053/13 du 04 Juin 2013 au montant HT de 2 951 880,00 Ar ;FACTURE N°076/13T du 02 Juillet 2013 au montant TTC de 3 512 280,00 Ar ;FACTURE N°T10FA007 du 04/10/13 au montant TTC de 1 795 200,00 Ar (achat de 4 pneus Pirelli pour le véhicule n° 1194 TAJ appartenant au projet PPRR) du fournisseur PRO PNEU;FACTURE N°622/FA/VC/005703/13 du 14 septembre 2013 au montant TTC de 3 708 000,00 Ar du fournisseur MATERAUTO;FACTURE N° T07FA031 du 29 juillet 2013 au montant TTC de 2 930 000,00 Ar du fournisseur PRO PNEU.</p> <p>Les factures de carburant ci-après ne sont pas jointes aux dossiers de paiement d'indemnités : Atelier régional SNFAR et FORMAPROD à Maintirano</p>	<p>Nous recommandons aux entités concernées de mettre en place des mesures adéquates permettant le respect des procédures en vigueur en matière de justification / documentation / régularité des pièces de dépenses engagées et payées au niveau des entités concernées.</p> <p>Les factures relatives aux dépenses relevant du Programme FORMAPROD doivent être préalablement libellées au nom du Programme afin d'éviter tout risque de double prise en charge par deux Projets différents.</p> <p>Nous recommandons aux entités concernées de mettre en place des mesures adéquates</p>	<p>Melaky/Menabe</p> <p>Atsinanana/ Analanjirifo</p> <p>Melaky Menabe</p>	<p>La prospection est initiée à partir du mois juillet, la commande passée effectivement le 15 Août, bien antérieur au paiement qui n'est effectué qu'au 30 septembre. C'est plutôt la facture réglée à notre niveau au 30 septembre qui a été datée antérieurement par le fournisseur.</p> <p>Les factures sont libellées PPRR/ FORMAPROD. Il s'agit des dépenses avancées par PPRR et remboursées sur financement FORMAPROD étant donné que le fonds FORMAPROD n'était pas encore disponible. Les modalités de prise en charge de certaines dépenses PPRR par le nouveau Projet FORMAPROD sont autorisées par l'aide Mémoire de supervision du PPRR en mai 2013, page 11. Les modalités pratiques de répartition des charges sont stipulées dans la note de service entre l'UL et EPR Atsinanana du 03 juin 2013.</p> <p>Il n'y avait plus de préfinancement auprès des projets FIDA en cours depuis janvier 2014</p> <p>Afin de maîtriser le budget des ateliers, une règle de couverture des dépenses de déplacement des participants sur la</p>

Faiblesses relevées au titre de l'exercice sous revue (année 2013)	Recommandations de l'auditeur	Entités concernées (U.L. / EPR)	SITUATION AU 24 NOVEMBRE 2014
<p>du 14/09/2013 : Carburants des maires : 1.247.130,00 Ar (CK 0000403 et 0000004 du 24/09/13) ;Atelier régional du 25/09/2013 à Maintirano : carburants des CSA et Chefs de districts : 1.088.100,00 Ar (CK 0000405 et 0000006 du 25/09/2013 ;Atelier régional SNFAR et FORMAPROD du 12/09/2013 à Morondava : carburants des Chefs districts : 521.374,00 Ar (BR 001 CO-P/13 et BR 006 CO-P/13 du 12/09/2013) ;Atelier de validation des choix des communes à retenir pour le pôle de Maintirano du 14/11/2013 : carburants des maires : 510.750,00 Ar (CK 0000419 et 0000029 du 14/11/2013).</p> <p>Pour les achats de billets d'avion, les cartes d'embarquements ne sont pas jointes aux dossiers de paiement.</p> <p>Les factures carburants ne renseignent pas les numéros d'immatriculation des véhicules (Mission du DRDR Atsinanana, DRDR Analanjirofo et le Directeur de l'EASTA Analamalotra du 13 au 15/06/2013 à Antananarivo lors de la réunion de démarrage des réflexions sur la mise en œuvre régionale de la SNFAR : Montant concerné : 652.000,00 Ar) ;</p>	<p>permettant le respect des procédures en vigueur en matière de justification / documentation / régularité des pièces de dépenses engagées et payées au niveau des entités concernées.</p>	<p>Atsinanana Analanjirofo</p> <p>Atsinanana Analanjirofo</p>	<p>base du kilométrique moto parcouru, mais pas sur demande de remboursement, a été instaurée. Ainsi, la somme calculée par application du prix unitaire de leurs localités d'achat est réglée en espèce aux missionnaires avec et au même titre que leur per diem. Il convient de signaler qu'aucun de leur localité de départ ne dispose de station-service ou fournisseur formel de carburant.</p> <p>Les justifications d'embarquement envoyées par l'agence de voyage sont déjà présentées à l'auditeur. Classement effectué.</p> <p>Recommandation prise en compte</p>

Annexe 8 Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit des comptes de l'exercice 2013

N°	Recommandations	Degré d'avancement	Observations
	- Fonctionnement Général du Programme		
1	Nous recommandons au Programme de procéder à la revue de l'organigramme reflétant une unicité de vue pour la réalisation des objectifs du Programme avec des descriptions de poste bien claires (mission, objectifs, résultats attendus, finalité, critères de performance, attributions, etc.).	Fait	
	- Système et organisation comptable		
2	L'élaboration d'un calendrier de production périodique des états financiers est vivement conseillée. Une étroite collaboration entre l'Unité de Liaison et les EPR.	Fait	
3	Bien que les équipes du Programme régionales jouissent d'une autonomie de gestion, des vérifications devraient être effectuées périodiquement par l'équipe au niveau national (UL).	Fait	Action continue
	- Gestion des immobilisations		
4	Nous recommandons la mise à jour des fiches de détenteur en cas de changement, afin d'obtenir une traçabilité des biens détenus par l'Entité.	Fait	
	- Gestion des stocks		
5	La recommandation porte sur le respect du Manuel de procédures	Fait	
6	Des actions de progrès sont requises en matière de gestion de stocks au niveau de l'Entité concernée.	Fait	
	- Gestion de trésorerie		
7	Nous recommandons aux Entités concernées de mettre en place des mesures idoines permettant de renforcer les points de contrôle interne de la petite caisse.	Fait	
	- Suivi des demandes de retrait de fonds		
	- Passation des marchés		
8	Compte tenu des seuils de passation de marchés applicables au Programme, l'adoption d'un mode de sélection différent de celui préalablement convenu devra faire l'objet d'un ANO précédé d'un exposé des motifs bien clarifié dans une DANO correspondante.	Fait	
	- Revue des Dépenses		
9	Nous recommandons aux entités concernées de mettre en place des mesures adéquates permettant le respect des procédures en vigueur en matière de justification/ documentation/ régularité des pièces de dépenses engagées et payées au niveau des entités concernées.	Fait	
10	Les factures relatives aux dépenses relevant du Programme FORMAPROD doivent être préalablement libellées au nom du Programme afin d'éviter tout risque de double prise en charge par deux Projets différents.	Fait	

Annexe 9 Liste des dépenses des états certifiés des dépenses vérifiées pour la DRF 8 CS : Aucune anomalie n'a été constatée et les pièces justificatives sont disponibles et complètes.

N° de l'élément	Descriptions	Dépenses au cours de la période considérée MGA	Remboursable au titre du fin. du FIDA en %	Payable par FIDA MGA	Référence Relevé Bancaire	N° BR CH CAISSE	Taux de change	Montant Equivalent en \$	Observations Pays d'origine
Réapprovisionnement Unité de Liaison									
447	Indemnité de mission Haintso à Toamasina pour récupérer véhicules	471,000.00	100%	471,000.00	2/24	CK01017627	2,337.42	201.50	MAG
448	Indemnité de mission et carburant responsable MinAgri-DR à Toamasina, appui dédouanement des véhicules à Toamasina du 23 au 29/03/14	592,300.00	100%	592,300.00	5/24	CK01017626	2,337.42	253.40	MAG
449	Indemnité de mission et carburant responsable MinAgri-DR à Toamasina, appui dédouanement des véhicules à Toamasina du 02 au 05/04/14	592,300.00	100%	592,300.00	4/24	CK01017628	2,337.42	253.40	MAG
450	Frais d'envoi courriers par DHL, Facture N°TNRRCP2103143494	201,956.00	100%	201,956.00	6/24	CK01017605	2,337.42	86.40	MAG
451	Entretien parc informatique mois de mars 2014, LOVA Facture N° 201403 du 31/05/14	720,000.00	100%	720,000.00	7/24	CK01017635	2,337.42	308.03	MAG
452	Confection carte de visite du Coordonnateur, SYNAPSE Facture N° 014	55,000.00	100%	55,000.00	8/24	CK01017619	2,337.42	23.53	MAG
453	Achat carburant des 04 véhicules Toyota Hilux Toamasina - Antananarivo, Station Côte Est, Facture N° 06282 du 02/04/14	1,115,400.00	100%	1,115,400.00	9/24	CK01017642	2,337.42	477.19	MAG
454	Salaire mois de mars 2014, assistante administrative UL	319,280.00	100%	319,280.00	11/24	CK01017644	2,337.42	136.60	MAG
455	Consommation Internet UL, mois de février, mars, Factures N° 2257514, 2232846, 2281477/ TELMA MOOV	1,455,001.20	100%	1,212,501.00	13/24	BR105COP14	2,337.42	518.73	MAG
456	Frais bancaires	1,800.00	100%	1,800.00	13/24	BR105COP	2,337.42	0.77	MAG

N° de l'élément	Descriptions	Dépenses au cours de la période considérée MGA	Remboursable au titre du fin. du FIDA en %	Payable par FIDA MGA	Référence Relevé Bancaire	N° BR CH CAISSE	Taux de change	Montant Equivalent en \$	Observations Pays d'origine
457	Remboursements frais médicaux ,Tiana secrétaire de direction UL	284,060.00	100%	284,060.00	14/24	BR103COP	2,337.42	121.53	MAG
458	Frais bancaires	1,800.00	100%	1,800.00	14/24	BR103COP	2,337.42	0.77	
459	Indemnité de mission à Toamasina, pour récupérer les véhicules Toyota Hilux, complément	163,000.00	100%	163,000.00	15/24	CK01017636	2,337.42	69.74	MAG
460	Indemnité de déplacement personnel UL mois d'avril, Etat N° 004UL/14	280,000.00	100%	280,000.00	1/25	CK01017634	2,337.42	119.79	MAG
461	Indemnité des membres CAO, situation de référence du Programme FORMAPROD, 1ère phase	240,000.00	100%	240,000.00	2/25	CK01017630	2,337.42	102.68	MAG
462	Indemnité de mission de l'assistant protocole à Toamasina, représentant FORMAPROD, lors du dédouanement du Toyota FORTUNER	263,000.00	100%	263,000.00	3/25	CK01017649	2,337.42	112.52	MAG
463	Solde de tout compte de l'assistante comptable UL Saholy, 2è partie	4,910,736.49	100%	4,910,736.49	5/25	BR104COP	2,337.42	2,100.92	MAG
464	Frais bancaires	1,800.00	100%	1,800.00	5/25	BR104COP	2,337.42	0.77	MAG

Annexe 10 Calendrier de la mission

Date et heure	Désignation des activités	Interlocuteur	Observation
Vendredi 28 novembre 2014			
12h 00'	Arrivée de l'équipe de la Mission de supervision à Ambositra	EPR AMM	Installation de l'équipe de la mission de supervision et déjeuner
14h 30' – 14h 45'	Visite de courtoisie auprès du DDR AMM	DDR AMM	
14h 50' - 17h 00'	Présentation de la situation d'avancement de l'EPR AMM et discussions Discussion sur l'itinéraire de la mission	CM, CCAP, CSEGS, CAF, CIPM, ACAP, Correspondant FAR et SOR	Présentations : Global, par composante et discussions, Partages de documents et discussion sur la proposition de programme de la mission (salle de réunion de l'EPR AMM)
Samedi 29 novembre 2014 – Equipe A Composante 2			
07h 30' - 09h 30'	Déplacement pour Ambinda	l'EPR AMM	Trajet vers le Nord Est à environ 60 km
09h 30' - 10h 00'	Visite d'un champ de culture préparé par les membres du FRAM pour les élèves de l'EPP MIARINA – CR Fiadanana	l'EPR AMM	A environ 1 km d'Ambinda
10h 30' - 11h 00'	Visite de l'EPP Miarina dans le cadre de la FAR dans les Etablissements scolaires	Les Responsables et les membres du FRAM de l'EPP Miarina	A quelques mètres du champ de culture des élèves - Miarina– CR Fiadanana
11h 15' – 12h 15'	Rencontre avec l'équipe du Lycée Agricole (LTPA) d'Ambinda - Fandriana	Proviseur du LTPA et quelques représentants du corps Enseignant	Discussion sur les JRD de l'UNESCO, la situation des appuis de FORMAPROD au LTPA jusqu'à ce jour et les perspectives
12h 20' - 13h 00'	Rencontre avec un Jeune, bénéficiaire de Projet Professionnel	JACOBSON (PP Poulet Gasy), bénéficiaire des appuis de FORMAPROD	En face du LTPA – Ambinda (CR Sahamadio)
13h 10' – 13h 30'	Déjeuner en cours de route	l'EPR AMM	Sandwiches
13h 45' – 14h 30'	Rencontre avec une Jeune, bénéficiaire de Projet Professionnel	NJARA (PP Engraissement de porc), bénéficiaire des appuis de FORMAPROD	Sahamadio
14h 30' – 16h 00'	Retour vers Ambositra		
Samedi 29 novembre 2014 – Equipe B Composante 3			
07h 30' - 08h 45'	Déplacement pour Antsahakely	l'EPR AMM	A environ 54 km d'Ambositra vers Ambatofinandrahana
08h 45' - 09h 45'	Visite d'un CEP Riz pluvial	Membres du Groupement MIHARY	Antsahakely vers la piste qui mène à Soavina et Ambondromisotra
09h 45' – 10h 45'	Déplacement vers Ambohitsaony		A environ 6 km d'Ambatofinandrahana
10h 45' – 11h 45'	Visite d'un CEP Riz irrigué	Membres du Groupement MANIRISOA	La parcelle se trouve à environ 10 mn à pieds du village
11h 45' – 12h 15'	Déplacement vers Ambatofinandrahana		
12h 15' – 13h 15'	Déjeuner à Ambatofinandrahana	Equipes de la Mission et de l'EPR	

Date et heure	Désignation des activités	Interlocuteur	Observation
		AMM	
13h 15' – 13h 40'	Déplacement vers Mamiahitra (fkt Ambatomenaloha)		A environ 4 km d'Ambatofinandrahana
13h 40' – 14h 40'	Visite d'un CEP Arachide	Membres du Groupement FANILO	Mamiahitra (vers le Nord – Ouest)
15h 00' – 18h 00'	Retour vers Ambositra		
Dimanche 30 novembre 2014			
09h 00 – 11h 30'	Rencontres individuelles	Personnel de l'EPR AMM (CM, SOR, CSEGS, CAF, CIPM et Correspondant FAR)	Bureau de l'EPR AMM
14h 30' – 16h 00	Rencontre avec les représentants du CRFAR	Membres du CRFAR	
Lundi, 1^{er} décembre 2014			
8h 30 - 11h 00	Réunion de restitution de la Mission de supervision	EPR AMM, Région AMM	
	Rencontre avec le Réseau FARRAMM	Réseau FARRAMM et EPR AMM	
14h 00 – 19h 00	Retour sur Antananarivo	Equipe de la Mission	
Mardi 2 décembre 2014			
8h30 – 11h30	Réunion avec la DFAR Participation à l'atelier PAFIM	DFAR PAFIM	Bureau UL CNEAGR Nanisana
14h00-15h00	Réunion avec UNESCO	UNESCO	Bureau UL
15h00-17h30	Réunion avec les EPR	EPR	Bureau UL
17h30 – 18h30	Réunion avec la mission CRIPTIR	CRIPTIR	Bureau UL
Mercredi 3 décembre 2014			
11h00-12h00	Réunion avec FAR Mada	FAR Mada	Bureau UL
Jeudi 4 décembre 2014			
10h00-18h30	Réunion avec les EPR et UL	EPR et UL	Bureau UL
Vendredi 5 décembre 2014			
15h00-16h30	Réunion de restitution	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Ministère des Finances et du Budget, Consulat Honoraire d'Espagne à Antananarivo, CRIPTIR, EPR, UL, CAPFida	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Annexe 11 Liste des personnes rencontrées à Amoron'i Mania

N°	NOM et PRENOM	FONCTION et ORGANISME
Personnel MINAGRI DR et autres Ministères		
	RASOLOFOARIFARA Lydia Nicole	DAOMAR MinAgri-DR
	ANDRY LALAINA Ramiaramanana	SRDFAR MinAgri
	RABENARIVO S. Mamisoa	Assistant à l'UCPP/MinAgri
	RAZANADRAIBE Lucien	Chargé de suivi des Projets /AAP/
Partenaires		
	RAKOTOVAO Roland	PCA FIFATA
	RAZAFINDRABARY Richard	1er Vice PCA TTN
	RATOEJANAHARY Mirado	Coordinatrice de l'Association FAHITA
	ROBSON Landisoa	CSE AROPA
Personnel DRDR AMM		
	RAVELOSAONA Dieu Donné	DRDR AMM
	RAJAONARISON Jean Désiré	Correspondant FAR
	RAKOTOMALALA Jean Baptiste	Chef CIRDR Ambatofinandrahana - CA
	RAZAFIMAHANDRY François Xavier	CA DRDR
	RAHAJANIAINA Lantonirina Antoinette	CA DRDR
Personnel FORMAPROD (Autres que EPR AMM)		
	RANARIVELO Lucien	CP/UL FORMAPROD
	VELONIE RAZAFINDRAFARA Marelàs	RAF FORMAPROD
	RAMBELOSON Valérie	RSE UL FORMAPROD
	Lanto RABARIJAONA	RT UL FORMAPROD
	RAFANOMEZANTSOA Salohy	Consultante en GS UL FORMAPROD
	RAKOTOMAMPIONONA Ny Ando	Consultante Agronome UL FORMAPROD
	SESY Soja	CP - EPIR AA
Personnel EPR AMM		
	RALIJAONA Claude Henri	CT - AROPA et CP - EPR AMM
	RAVELOMANANTSOA Andriamitahy	CAF - EPR AMM
	LEON Marcellin	CSEGS - EPR AMM
	RAFIDINARIVO Haja Joël	CM - EPR AMM
	LEANDRE Thomas Soafaly	CIPM - EPR AMM
	MANAHADRAY Heriniaina Pierre	Chargé CAP Ambatofinandrahana
	RAVELONJATOVO Gwladys Olivia	SOR EPR AMM
Membre de Groupement CEP		
	RATIANOMENJANAHARY Jean Gelson Isidore	Président du Groupement MANIRISOA
	RAZANANIRINA Harimalala	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAKOTOVAHOAKA Jean Alfred	Membre du Groupement MANIRISOA
	RATSIMBAZAFY	Membre du Groupement MANIRISOA

	RAZANAKOTO Joséphine	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAKOTONIRAINY Jean Elysé	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAZAFIMAHAFALY Edmond	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAKOTONINDRINA	Membre du Groupement MANIRISOA
	ANDRIAMANDIMBISOA J Charles	Membre du Groupement MANIRISOA
	RATSIMBAZAFY Bachli	Membre du Groupement MANIRISOA
	RANDRIAMAROZANDRY Samuël	Membre du Groupement MANIRISOA
	TAHIRISOA Arivelonjanahary S	Membre du Groupement MANIRISOA
	RALAIZAKA Pierre Alexandre	Membre du Groupement MANIRISOA
	RANOARIJAONA Stéphane	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAZAFINDRAKOTO	Membre du Groupement MANIRISOA
	RATOLANTSOA Sydonie Rodine	Membre du Groupement MANIRISOA
	RASOANDRINA Florentine	Membre du Groupement MANIRISOA
	RAONDRATSIZANDRY	Membre du Groupement MANIRISOA
	RALAIISOAMAMPIANDRA	Membre du Groupement MANIRISOA
	ANDRIAMBONISOA Joseph d'Armathie	Secrétaire et abritant du Groupement MIHARY
	RASOAMAVO Julie	Trésorier du Groupement MIHARY
	RASOANAMBINA Marthe	Membre du Groupement MIHARY
	RASOAMILANTO Nomenjanahary	Membre du Groupement MIHARY
	RASOAMILANTO Marie Odette	Membre du Groupement MIHARY
	RATAHINA Marie Chalome	Membre du Groupement MIHARY
	RASOAMAMPIONONA Zaiarivola	Membre du Groupement MIHARY
	RAZAINJAFY Tahinjanahary Joseph	Membre du Groupement MIHARY
	RAZAFIMAHAFALY Marolahy	Membre du Groupement MIHARY
	RASOLOMAMPIONONA	Membre du Groupement MIHARY
	RAVELOMAHAFAKY Zafindramaho	Membre du Groupement MIHARY
	RAZAFIMIARINA René	Membre du Groupement MIHARY
	RASIJA Helena Clarisse	Membre du Groupement MIHARY
	RAHAOVALAHY Ernest	Membre du Groupement MIHARY
	RAZAFINDRANORO Françoise	Présidente du Groupement FTMTK FANILO
	RAZAFIMALALANIRINA Soaniaina Bernadette	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RABEMAHASOA Dieu Donné	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RATSIMBAZAFY Justin	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RASOLOKAVANA Fiononana	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAMAHARAVANA Justin	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	HERIZO MAROHAVANA Etienne	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	FANIRINIAINA Fanomezantsoa	Membre du Groupement FTMTK

		FANILO
	RAVATSINDRAIBE	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAHORAMANGA Alphonse	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAFANOMEZANTSOA Dieu Donné	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RALANTONIRINA Mahatradraibe	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	SOLOFO Armand	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	SOLOFONDRAIBE Narondro	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAFANOMEZANA Nomenjanahary	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAHERINIRINA Jean	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RAZAFIMAHAFALY Daniel	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	ANDRIAMILANTO Nirina	Membre du Groupement FTMTK FANILO
	RALOVASOA	Membre du Groupement FTMTK FANILO
EPP MIARINA		
	RAKOTONANAHARY Alfred	Adjoint Pédagogique retraité
	RABARISON N Jean François	Chef ZAP II
	HERIMANJAKA Andriamiharisoa	Président FAF
	RAVELONARISO Rosette	Enseignant à l'EPP MIARINA
	RAFARATIANA Espérance	Enseignant à l'EPP MIARINA
	ARIMALALA Marie	Enseignant à l'EPP MIARINA
	RAZAFINDRAINNY Théogène Michel	Enseignant à l'EPP MIARINA
	RALALARISOA Marie Chantal	FRAM à l'EPP MIARINA
	ANDRIAMARO G. Froget	Enseignant
	RAVELOJAONA A Ernest	C FRAM
	RAKOTONANDRASANA François	Président FRAM
	RAZAFINIMANANA Pierre	FRAM
	PATSARAFARA Jeanne	Directeur
LTPA Ambinda		
	ANDRIAMANALINA Naivonirina	Proviseur du LTPA Ambinda
	ANDRIAFANOMEZANTSOA	Chef de Travaux du LTPA Ambinda
	RANDRIANASOLORAIBE Richard	Formateur du LTPA Ambinda
	RAHARINIVO M Zoelinoro	Secrétaire du LTPA Ambinda
	RAKOTONIRINA Lalaina	Professeur du LTPA Ambinda
	RANDRIANASOLO Domoïna	Formateur du LTPA Ambinda
	RAKOTOMANANA Franclin	Formateur du LTPA Ambinda
Bénéficiaires de Projets Professionnels des Jeunes		
	NJARANIAINA Herimampindra	Jeune Bénéficiaire de Porc à engrossir à Varevika Sahamadio

	RAMAHEFA Mpiandra	Jeune Bénéficiaire de Poulet Gasy à Antanimboanjo (Ambinda)
Membre du CRFAR		
	MOSA Romain	Vice Président CRFAR
	RAVELOSAONA Dieu Donné	DRDR AMM
	RAZAFINDRAJONA Jean Marie	DG IST Rapporteur CRFAR
	RAMAROZATOVO Christien J.E	Chef de District de Fandriana
	RAZAFINDRABARY Richard	TTN Antananarivo
	RANDRIANJOHARILALA Mihajavonjy Gabriel	Pdt CSA COPILO Mahazemona
	PANALINARIVO Soahanitrihala	Chef de Service régional Artisanat
	RAZAFINJAZA Andriamampionona	Adjoint au Maire Ambondromisotra
	RAKOTOARISON	GPS CRFAR Ihadilana
	RAKOTONANDRASANA Andriamandimby Raelina	Président CROA
	RANDRIAMAHARO Jean Alexandre	Président TRANOBEN'NY TANTSAHA
	RAKOTOMANANA Armand	CROS AROPA
	RANDRIANTSOA Lydie	DIRELPA AMM
	RAKOTOARINALA Daniel	SAF/FJKM-VOTETA
	RAJAONARISON Jean Désiré	Correspondant FAR
	RAFIDINARIVO Haja Joël	CM EPR AMM
	RAKOTOMAMPIONONA	DDR/AMM
	RAVELONJATOVO Gwladys Olivia	SOR EPR AMM
	RAFANOMEZANTSOA Salohy	Consultante en GS UL FORMAPROD
	RAKOTOVAO Roland	PCA FIFATA
	RAZANADRAIBE Lucien	Chargé de suivi de Projet/DDP-MFB
	RABENARIVO S. Mamisoa	Chargé d'études à l'UCP MinAgri-DR
	ANDRILALAINA Ramiamanana	C SRDFAR DFAR/MinAgri-DR
	RABARIJAZA Lanto	RT FORMAPROD
	Aina RABEZANAHARY	Consultante FIDA
	MARIA HARTL	FIDA-IFAD
	RASOLOFOARIFARA Lydia Nicole	DAOMAR MinAgri-DR
	RANDRIANJOHARY Alain Pierre	Mission de Supervision
	RAZAFIMARO Joseph	Président CRFAR
Membre du Réseau FAR AMM (FARRAMM)		
	RAKOTOTIANA Jean Mahefason	Directeur Technique CFP3A
	RAZAFIMAMONJY Olivier	Formateur CFTP Saint Joseph
	ANDRIANILAINA Rafanomezantsoa Manuel	Directeur CFP Ambositra
	RALAHY Alexis	Directeur Exécutif de l'ONG AKANIN'NY MARARY
	ZAZAROHAVANA Violette	Provisur LTP Fandriana
	VOAHANGY-HARISOA M.J. Fenomanana	Directeur CFPMCD Ambositra

	RAZAFINANDRIANA Bertha Lalao Olga	Présidente Association SAHALANDY
	RAKOTOMANOLO Lalao Jeanine	Responsable Administrative et Financière CPR ANALABE
	RASAMOELINA David Honoré	Directeur ONG AROFANINA
	RAZAFINDRAJAONA Jean Marie	DG IST.A. et Coordonnateur FARRAMM
	RAJAONARIMANANA Noelimalala	Directeur CFPRR et Secrétaire FARRAMM

Annexe 12 Fiche de présence



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
SECRETAIRE GENERAL
PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET
D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE
(FORMAPROD)
Prêt FIDA N° 874-MG - Don FIDA N° 1382-MG - PRST Fonds Educatif N° E-12-MG
UNITE DE LIAISON NATIONALE



FICHE DE PRESENCE

Objet: Réunion Mission de Supervision
Lieu: Salle de réunion - MinAgri-DR
Date: 27/11/2014

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
1	RANANJANJANA John	Conseiller FIDA	FIDA	john.hanivero@yahoo.fr	0330559956	
2	RABEZAMHARY Angy	Conseiller FIDA	FIDA	angy.rab@fidamg.org	03418752836	
3	RANARIVelo Lucien	Coordinateur CIL/FORMAPROD	FORMAPROD	lucien.ranarivelo@formaproduct.org	034143010	
4	RATIMANDRESY Vladimir	Coordinateur EPR-AMGA	FORMAPROD	clm@prosperer.mg	0341423000	
5	RAZASADALRE Lucien	DDP/HFS chargé de suivi des pfs	DDP/HFS	lucien.razasadalre@pfs.mg	0346898336	
6	RAKOTONANDRASANA Joelison	DDP/HFS chargé de suivi des pfs	DDP/HFS	joelison.rakotonandrasana@gmail.com	0341478805	
7	BARARISADNA Lantoniana	Responsable Technique	FORMAPROD	lantoniana.bararisadna@gmail.com	0341434107	
8	RAZANANJANJANA HARY	Coordinateur de l'association	Association des Jeunes	hary.razananjanjana@gmail.com	0345582706	
9	RAZANANJANJANA Amich	CE SAFR/DAONAR	MinAgri-DR	razananjanjana.amich@yahoo.fr	0343994858	
10	RAHAINCO Henry	CI CAPFIDA	CAPFIDA	ci2@capfida.mg	033817518	
11	RAHAINCO Vololona	Député technique FORMAPROD	CAPFIDA	vololona.rahainco@capfida.mg	0320201292	

12	Mikarintsy RANDRIANTSARAOA	CSEGS	FORMAPROD Analamanga	segs.anala@formaprod.mg	034 14 310 17	
13	RANDRIAMIHANTA Tiana Herimanana	SNPA / Dir Agri	Min Agri - DR	tiana.randriamihanta@gmail.com	034 05 61 087	
14	SOLOMAMPIONONA Gerald	C. SAIEAR/DFAR Min Agri - DR	Min Agri - DR	geraldsolumpionona@yahoo.fr	032 73 98 981	
15	ANDRILALAINA Ramiaramanana	C. SROPAR/ DFAR	Min Agri - DR	andrandry@yahoo.fr	033 02 433 35	
16	RANDRIAMANTENA Joël Aristide	C. CAP	FORMAPROD Analamanga	ecap.mala@formaprod.mg	034 14 310 75	
17	RAMODARAY Herimanana	SDFAR/DFAR	Min Agri - DR	ramodray@yahoo.fr	034 05 65 328	
18	SOLOMAMPIONONA Andriampy	CTT / DFAR	Min Agri - DR	andriampy@yahoo.fr	032 05 103 65	
19	RABENARIVO S. Thamisoa	UCPP/Min Agri - DR	Min Agri - DR	chef_dpe_dca@agriculture.gov.mg	032 48 18 758	
20	RALIJANA Claude Henri	CT AROPA/ EPR AMM	AROPA EPR AMM	ctdaropa.mg	034 01 90 740	
21	RASOLOFOARIVAN Lydia Nicole	DA SROPAR	Min Agri - DR	lydian@yahoo.fr	034 05 65 320	

22	KADARI GILASCHON	CPM	FIDA	g.kadari@ ifao.org	0333771769	KG
23	VELONIE R. Marelas	RAF	FORMAPROD	rafa@formaprod.mg	0341431055	
24	RAMBELOSON Valérie	RSE	FORMAPROD	rse@formaprod.mg	0341431002	
25	Alain Pierre RANDRIANTJANY	Mission de supervision	FIDA	arandriantjany@ gmail.com	0336159647	
26	RAZAFINDRABARY Richard	TTN	FAURE PCA	razafindrabary@ gmail.com	0340561115	
27	SESY SOJA	FORMAPROD	-	sses@ formaprod.mg	0341431024	
28	RAVOTOMAMPIONONA Ny Ando	Consultante Junior Personne FORMAPROD	FORMAPROD	nyandoravotomampionona@ gmail.com	0341431106	
29	RAFANOMEZANTSOA Salohy Fanantenana	Consultante Junior Gestion des services FORMAPROD	FORMAPROD	salohyfanantenana@ gmail.com	0341431105	
30	RAKOTONDRAZANA Andrianawiriana	Coordinateur EP/R. RAV	FORMAPROD	cp@ad2u.mg	03410541521	



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana – Tanindrazana – Fandrosoana
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
SECRETAIRE GENERAL
PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET
D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE
(FORMAPROD)
Prêt FIDA N° 874-MG - Don FIDA N°1382 -MG - PRET Fonds fiduciaire V'L-E-12-MG
UNITE DE LIAISON NATIONALE



FICHE DE PRESENCE

Objet : Réunion de restitution de la Mission de Supervision du FORMAPROD

Lieu : Salle de réunion MinAgri-DR



Date : 05/12/2014

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	CONTACT		EMARGEMENT
				Téléphone	email	
01	RANDRIANARITIANA Pierrot Serge	SG	MinAgri-DR	0311421018	pierrotserge@yahoo.fr	
02	Rabotoanina Jacqueline	DS/FFI/FA	KFF/FA	0341495002	dsffifa@mg	
03	AGOKLA Afi	Conseiller Technique	UNCDF	0322306636	afi.agokla@uncdf.org	
04	RAKOTOSEHENO Tovonina	Expert en Finance	PAGIM	0341421003	tomivina@rakotosena.org	
05	RAZAFIMANANTSO A Lydia Nicole	DAOMAR	MinAgri-DR	0340565320	lydian@yaho.fr	
06	RAZAFIMANANTSO A Alo Lalao	Assistante Technique SGT/MINAGRI	MinAgri-DR	0348023522	ramina@yaho.fr	
07	RAZAFIMANANTSO A Serge	PRÉSIDENT FARMAA	FARMAA	034494773	sebau@farmaa.org	
08	RAZAFIMANANTSO A Hervinana	SOFAR/MinAgri-DR	MinAgri-DR	0340565323	hervinana@yaho.fr	
09	RAZANALISA Amick	SOFAR/DAOMAR	MinAgri-DR	0343734858	razanarisa@yaho.fr	

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	CONTACT		EMARGEMENT
10	ANDRISALAINA Ramiakimanana	C. SROPAR	DRAP Madagascar	033 02 433 85	andandhydy@chuit	
11	Rakotomahelo Poruno Naselle	U CPP Directeur	Min Agri DR	034 01 653 03	bruno_rakotomahelo @yahoo.fr	
12	ANDRISONIA Sylviane	CM - AMGA	FORMAPROD	034 44 310 06	cm.andisonia@formaprod.mg	
13	Hery Richard RAKOTOVAO	UNESCO		0340152875	hr.rakotovaos@unesco.org hery.richard@gmail.com	
14	SESY SOJA	FORMAPROD	EDLAA	03414 310 54	cp.9a@formaprod.mg	
15	RANARIVELU Lucien	Coordonnateur UL / FORMAPROD	FORMAPROD	034 14 310 10	cp@formaprod.mg	
16	RATSIMANDRESY VLADIMIR	CP/EPR-AMGA	FORMAPROD	03414 230 00	en@prospere.mg	
17	RANANONJANJOHN	Consultant	FIDA	0332558572	John.Rananonjo@fid	
18	Ajisa Robertson	Consultante	FIDA	0348752836	ajisa00@mail.com	
19	Mania HARTL	FIDA Rome Conseiller Technique	FIDA	0039-06- 5459 2455	m.hartle @fid.org	
20	Haifidy RANILISON	Appui au Bureau pays	FIDA	0331 239 635	A.haifidy@fid.mg	
21	RAKANA DIARRE Lucien	Chargé de suivi des Projets	DRP/ RFB	0346898356	lucien_wiffa_dia @yahoo.fr	
22	Mihaintsoa RANDRIANTISARAFEN	Chargé de SEGS	FORMAPROD	034 14 310 17	Segs.andisonia@formaprod.mg	

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	CONTACT		EMARGEMENT
23	RAVELOARISON Rindra	CCAP	FORMAPROD	034 16 310 20	rcap-cc@formaprod mg	
24	RAVELONJATOVO Sylvia Aimée	CM + i	FORMAPROD EPR AA	034 14 310 56	segs.aa@formaprod.mg	
25	RATOJANAHARY Huado	Coordonnatrice de l' SS. FAHITA	Reseau des jeunes	034 55 887 06	ajunmada@gmail.com	
26	ANDRIANANTO Henri Y	Inspect. Agr. Antsaholainy	DRAR Antsaholainy	034 14 310 18	andriananto@yahoofr	
27	RANDRIAMIHANTA Tiana Herimanana	SNPA/DivAgrei	MinAgrei-DR	034 05 610 87	tiana.randriamihanta@gmail.com	
28	RPM ROSA Christin	CM	EPR - MY	034 05 615 34	ros.rom@formaprod.mg	
29	LEANDRO TUNUS	CIPM	FORMAPROD EPR MM	034 14 311 01	cipm-mania@formaprod mg	
30	RANDRIAMIARIMANANA Mamitiana Eric	CSE	FORMAPROD EPR MM	033 11 731 69	mamyeric@gmail.com	
31	RANDRIANTO Nairina N.	RCAP	EPR - MN	034 31 303 26	nahj@hotmai.fr	
32	RAOELINIRINA	chef de service SADCV	DRAR MinAgrei-DR	030 05 610 63	raoelinirina@ gmail.com	
33	RAHAINGO VOLOLONTA Mireille	chargée d'appui technique	CAPFIDA	032 02 012 72	rahaingo.mir @ capfida.mg	
34	Henry Rahanigo	CI	CAPFIDA	033 15 152 7	ci2@capfida.mg	

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	CONTACT		EMARGEMENT
35	MAMONDRANT Marimison Piau	C. COO	EPR AMM FORMAPROD	034 14 310 76	marimison@formaprod.mg	
36	RAKOTOYAO Rolando	Président	FIFATA	034 48 10 15	fi.fifa@moa.mg	
37	RAHAGA Ndirans	RSE	CAPFIDA	033 12 866 44	se@capfida.mg	
38	LEON Marcellin	CSE-EPR AMM	FORMAPROD	034 14 310 53	segr.mania@formaprod.mg	
39	RANDRIAMANANTENA Joël Aristide	C. CAP Andramanga	FORMAPROD	034 14 310 75	segr.mania@formaprod.mg	
40	Haja Joël RAFIDINARIVO	CM-EPR AMM	FORMAPROD	034 14 310 14	cm.mania@formaprod.mg	
41	RABENARIVO S. Mamissa	Collaborateur UCPP/MinAgriculture	MinAgriculture-DR	032 48 187 58	chef_spe.dcc@agriculture.gov.mg	
42	RANDRIANTPARA PARA Raymond	Responsable UCPP/MinAgriculture	MinAgriculture	034 95 654 20	chef_spe.dcc@agriculture.gov.mg	
43	ELIX RAKOTONDARIVO	AACI	CAPFIDA	033 15 419 42	aaci@capfida.mg	
44	LANTONIANA RABARISONA	Resp. Technique	UL FORMAPROD	034 14 311 07	lantonia@formaprod.mg	
45	RAMBELOSON Valérie	R. S. E	UL FORMAPROD	034 14 310 02	rse@formaprod.mg	
46	VELONIE R. Marelas	RAF	UL FORMAPROD	034 14 310 55	raf@formaprod.mg	

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	CONTACT		EMARGEMENT
47	RAKOTOMAMPIONONA Ny Ando	Consultante Junior Agencement	UL FORMAPROD	034 14 311 06	nyandorakotomampionona@gmail.com	
48	RAFANOMEZANTSOA Sabhy	Consultante Junior UL FORMAPROD	UL FORMAPROD	034 14 311 05	rafahy@ulformaprod.fr	
49	RAELINA RALALA	Assistante Administrative	FORMAPROD UL	034 14 311 04	formaprod@formaprod.mg	